

**SOUS EMBARGO JUSQU'AU LUNDI 16
JANVIER 2023 - 00 H 01 GMT**



LA LOI DU PLUS RICHE

Pourquoi et comment taxer
les plus riches pour lutter
contre les inégalités



OXFAM

Note d'information d'Oxfam – janvier 2023

Nous traversons une période sans précédent marquée par des crises multiples. Des dizaines de millions de personnes supplémentaires sont aujourd'hui confrontées à la faim. Des centaines de millions d'autres font face à des augmentations intenable du coût des produits de première nécessité ou du chauffage. Pour la première fois en 25 ans, la pauvreté gagne du terrain. Mais parallèlement, d'autres profitent de ces crises multiples. Les plus fortuné-es se sont considérablement enrichi-es, et les bénéfices des entreprises ont atteint des sommets, provoquant une explosion des inégalités. Ce rapport montre en quoi il est indispensable de taxer les personnes riches pour faire face à cette succession de crises sans précédent et à la montée en flèche des inégalités. Il détaille comment, dans l'histoire récente, l'imposition des plus riches était bien plus élevée. Il souligne le fait que les discours visant à taxer les personnes riches et à faire payer aux milliardaires leur juste part sont extrêmement populaires. Il met en évidence la manière dont l'imposition des personnes riches permet de limiter le pouvoir des élites et de réduire non seulement les inégalités économiques, mais aussi les inégalités raciales, de genre et coloniales. Il dévoile le montant de l'impôt que les plus riches pourraient payer, ainsi que les solutions éprouvées dont disposent les gouvernements pour lever cet impôt. Il explique comment la taxation des personnes riches peut clairement nous mettre sur la voie d'un monde plus égalitaire, durable et exempt de pauvreté.



Seinab va chercher de l'eau au barrage du comté d'Isiolo, au Kenya. Elle vit dans une région où la sécheresse sévit depuis des années. Avec sa famille, elle participe à un programme de transfert monétaire et a également reçu des équipements tels que des réservoirs et des purificateurs d'eau afin d'obtenir de l'eau potable. Photo : Loliwe Phiri/Oxfam.

Table des matières

Remerciements	4
Avant-propos	5
Résumé	7
La loi du plus riche	7
Chapitre 1 : La loi du plus riche ou l'explosion des inégalités	17
1.1 Un boom des richesses pour une minorité	17
1.2 Des crises qui frappent davantage les plus pauvres	21
Chapitre 2 : Taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités	24
2.1 L'effondrement de l'impôt progressif	24
2.2 Comment les riches échappent à l'impôt - ou comment devenir milliardaire !	29
2.3 Arguments en faveur d'une hausse de l'impôt pour les riches	31
2.4 Un soutien croissant en faveur de l'imposition des riches	35
Chapitre 3 : Comment les pays peuvent davantage imposer les plus riches	37
3.1 À quel taux faut-il imposer les personnes les plus riches ?	37
3.2 Comment taxer les riches	38
Chapitre 4 : Conclusion et recommandations	49
Notes	51

Utilisation interactive

Pour explorer ce rapport, cliquez sur la section de votre choix dans la table des matières. Pour revenir à la table des matières, cliquez sur l'onglet en haut à gauche de la page.

Remerciements

© Oxfam International, janvier 2023

Auteur·es principaux/ales : Martin-Brehm Christensen, Christian Hallum, Alex Maitland, Quentin Parrinello et Chiara Putaturo.

Auteur·es collaborateurs et collaboratrices : Dana Abed, Carlos Brown, Anthony Kamande, Max Lawson et Susana Ruiz.

Commanditaire : Chiara Putaturo.

Oxfam remercie Nabil Abdo, Nabil Ahmed, Alejandra Alayza Moncloa, Miguel Alba Ruiz-Morales, Pankaj Anand, Ernesto Archila, Esmé Berkhout, Helen Bunting, Anna Byhovskaya, Karla Castillo, Katy Chakraborty, Roland Chauville, Jacques-Chai Chomthongdi, Chloe Christman, Marc Cohen, Hernan Cortes, Lies Craeynest, Grazielle Custódio, Nadia Daar, Julien Desiderio, Nayeem Emran, Catherine Eyzaguirre Morales, Gustavo Ferroni, Anouk Franck, Jonas Giefeldt, Edward Gillespie, Rod Goodbun, Lea Guerin, Irene Guijt, Matt Hamilton, Victoria Harnett, Ana Heatley Tejada, Franziska Humbert, Ruud Huurman, Didier Jacobs, Tobias Kjær, Iñigo Macías Aymar, Anna Marriott, Mikhail Maslennikov, Kevin May, Carlos Mejia, Ruth Mhlanga, Daniel Mulé, Jefferson Nascimento, Ioan Nemes, Fati Nzi-Hassane, Francis Odokorach Shanty, Joseph Olwenyi, Léa Pelletier-Marcotte, Marta Pieri, Pravas Ranjan Mishra, Jennifer Reid, Helen Ripmeester, Hanna Saarinen, Manuel Schmitt, Emma Seery, Robert Silverman, Danielle Smith, Peter Struijf, Irit Tamir, Annie Theriault, Ian Thomson, Sarah Vaes, Pubudini Wickramaratne et Deepak Xavier pour leurs contributions.

Design par Nigel Willmott.

Traduction et relecture : eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard), Morgane Menichini et Barbara Scottu.

Oxfam remercie les experts et expertes ayant généreusement apporté leur aide : Mercedes D'Alessandro, Danny Dorling, Jayati Ghosh, Deborah Hardoon, Fatimah Kelleher, Chenai Mukumba, Anthony Shorrocks, Nishant Yonzan et Gabriel Zucman.

Ce document a été écrit afin d'alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins pédagogiques, de plaidoyer, de campagne et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International en janvier 2023. DOI : 10.21201/2023.621477

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Crédit de la photo de couverture : Un groupe de manifestant·es appelle à imposer la fortune. Asian Peoples' Movement on Debt and Development.

Avant-propos



Chenai C. Mukumba est directrice exécutive de Tax Justice Network Africa et vice-présidente de ATAF Women In Tax Network (AWITN).

Ce rapport n'aurait pas pu être publié à un moment plus crucial. Les inégalités comptent parmi les plus grandes problématiques actuelles. Si elles ne sont pas combattues, elles risquent d'exacerber de nombreux clivages sociaux déjà à l'œuvre dans notre société. Cette lutte doit donc figurer dans les priorités de nos agendas politiques. Ce rapport présente un moyen important, mais insuffisamment exploré, pour y parvenir : taxer les riches.

Un impôt qui cible les riches permet à la fiscalité de jouer sa fonction redistributive en limitant l'expansion des inégalités de revenus et de richesse. Le rapport propose une solution concrète au problème des inégalités, que les ONG mettent en avant dans tant de communications. Certains pays font toutefois face à des défis de taille en matière d'imposition de la richesse. Des propositions concrètes doivent être formulées pour relever ces défis, en particulier dans les pays en développement.

Les autorités fiscales sont confrontées à des contraintes bien réelles pour aller de l'avant. Il est donc essentiel de souligner l'importance de mettre en œuvre des politiques visant à taxer les riches, tout en discutant de la capacité requise pour le faire efficacement. C'est pourquoi les recommandations formulées dans le présent rapport concernant le renforcement des capacités des autorités fiscales et une plus grande transparence pour leur permettre de traquer les richesses dissimulées dans les paradis fiscaux sont si cruciales, en particulier pour les pays en développement.

Comme dans toute conversation sur l'élaboration de politiques, la volonté politique est la clé pour trouver et déployer ces solutions. J'espère que ce rapport aidera les gouvernements à prendre conscience de la nécessité de déployer les mesures requises pour rendre leur système fiscal plus équitable et faire en sorte, comme on l'entend au sein de la société civile, que celles et ceux qui « gagnent le plus paient le plus ».



José Antonio Ocampo
Ministre des Finances et du Crédit public, Colombie

Taxer les plus riches : il ne s'agit plus là d'une option, mais bien d'une nécessité absolue. Les inégalités mondiales ont explosé, et il n'existe pas de meilleure manière de lutter contre celles-ci qu'en redistribuant les richesses. Comme le montre le rapport d'Oxfam, les 1 % les plus riches ont accaparé près des deux tiers de toutes les nouvelles richesses dans le monde au cours des deux dernières années, ce qui constitue près de deux fois plus que les 99 % les plus pauvres de la population mondiale.

L'équité est au cœur des réformes fiscales colombiennes. Concrètement, nous avons introduit une nouvelle taxe sur la fortune, une augmentation de l'impôt pour les personnes à revenu élevé et les grandes entreprises enregistrant des profits colossaux sur les marchés internationaux, ou encore l'abolition des incitations fiscales ne reposant sur aucune logique sociale ou environnementale claire. Nous mettons également en œuvre des taxes sur les services numériques et adoptons un taux minimum d'impôt sur les sociétés, basé sur les accords fiscaux internationaux.

En abolissant des décennies de niches et de cadeaux fiscaux ne profitant qu'aux personnes et entreprises les plus riches, nous nous dotons de fonds pour investir dans des services publics gratuits de qualité, tels que l'éducation et la santé. Mais aussi dans l'agriculture, l'environnement et la nature, et en faveur de la paix. Cette initiative n'a rien d'un geste symbolique, de paroles en l'air basées sur l'idée de taxer davantage les riches pour aider les plus pauvres. Nous sommes en train de faire l'Histoire, et ce n'est pas trop tôt. La Colombie est l'un des pays aux inégalités les plus prononcées au monde. Sans surprise, ce problème d'inégalité a déclenché de vastes manifestations en 2021. Les citoyens et citoyennes n'en pouvaient plus et ont exigé que les choses changent.

Nous les avons écouté-es. Nous avons écouté ces millions de Colombiens et de Colombiennes qui travaillent dur chaque jour pour nourrir leur famille. Ces femmes, ces jeunes et les Colombiens et de Colombiennes qui ont dû quitter leur lieu de vie d'origine. Ces petites entreprises qui sont le pilier de notre économie. Aucun-e d'entre nous ne peut s'attendre à un futur prometteur sans équité fiscale. Si de nombreux pays ont fait marche arrière en matière d'abandon progressif des énergies fossiles, notre engagement en faveur de la transition énergétique en Colombie ne faiblit pas.

Nous allons faire notre part du travail et œuvrer avec nos voisins latino-américains à mettre un frein au nivellement par le bas en matière de fiscalité dans la région. Nous recherchons la coopération fiscale, et non la concurrence fiscale. Cela tient aussi pour les accords fiscaux internationaux, qui devraient bénéficier à tous les pays, et pas seulement aux plus riches.

L'humanité fait aujourd'hui face à des crises sans précédent. J'invite les dirigeantes et dirigeants du monde entier à s'assurer que les plus riches paient leur juste part d'impôts, pour nous permettre de combattre ces crises, de les surmonter, et de construire un meilleur futur pour toutes et tous.

Résumé

Entre 2014 et 2018, Elon Musk, l'un des hommes les plus riches au monde, a bénéficié d'un taux d'imposition réel dépassant à peine 3 %¹.

Aber Christine, qui vend du riz, de la farine et du soja sur un marché du nord de l'Ouganda, dégage 80 dollars de bénéfices par mois. Elle est imposée à 40 %².

La loi du plus riche

Nous traversons une période sans précédent marquée par des crises multiples. Des dizaines de millions de personnes supplémentaires sont confrontées à la faim. Des centaines de millions d'autres font face à des augmentations intenable du coût des produits de base ou du chauffage. Le dérèglement climatique paralyse les économies, tandis que sécheresses, cyclones et inondations contraignent de nombreuses personnes à fuir. Des millions de personnes sont encore ébranlées par l'impact persistant de la COVID-19, qui a déjà tué plus de 20 millions de personnes³. Pour la première fois en 25 ans, la pauvreté gagne du terrain⁴. Mais parallèlement, d'autres profitent de ces crises multiples. Les plus fortuné-es se sont considérablement enrichi-es, et les bénéfices des entreprises ont atteint des sommets, provoquant une explosion des inégalités.

- Depuis 2020, les 1 % les plus riches ont capté près des deux tiers de toutes les nouvelles richesses, soit près de deux fois plus que les 99 % les plus pauvres de la population mondiale⁵.
- La fortune des milliardaires augmente de 2,7 milliards de dollars par jour⁶, alors même que les salaires de 1,7 milliard de personnes, soit plus que la population de l'Inde, ne suivent pas le rythme de l'inflation⁷.
- Les entreprises des secteurs de l'alimentation et de l'énergie ont plus que doublé leurs bénéfices en 2022, versant 257 milliards de dollars à leurs riches actionnaires⁸, alors que plus de 800 millions de personnes se couchent le ventre vide⁹.
- Seulement 4 cents par dollar de recettes fiscales proviennent d'impôts sur le patrimoine¹⁰, et la moitié des milliardaires dans le monde résident dans des pays n'appliquant pas de droits de succession sur l'argent qu'ils donnent à leurs enfants¹¹.
- Un impôt taxant jusqu'à 5 % de la fortune des multimillionnaires et des milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1 700 milliards de dollars par an, soit une somme suffisante pour sortir 2 milliards de personnes de la pauvreté et financer un plan mondial d'éradication de la faim¹².

Ce rapport montre en quoi il est indispensable de taxer les personnes riches pour faire face à cette succession de crises sans précédent et à la montée en flèche des inégalités. Il explique comment la taxation des personnes riches peut clairement nous mettre sur la voie d'un monde plus égalitaire, durable et exempt de pauvreté.

Le rapport détaille comment, dans l'histoire récente, l'imposition des plus riches était bien plus élevée. Il souligne le fait que les discours visant à taxer les personnes riches et à faire payer aux milliardaires leur juste part sont extrêmement populaires. Il met en évidence la manière dont l'imposition des personnes riches permet de limiter le pouvoir des élites et de réduire non seulement les inégalités économiques, mais aussi les inégalités raciales, de genre et coloniales. Il dévoile enfin le montant de l'impôt que les plus riches pourraient payer, ainsi que solutions éprouvées dont disposent les gouvernements pour lever cet impôt.

Une période de crise source d'énormes souffrances pour la majeure partie de l'humanité

Alors que les milliardaires, les membres des gouvernements et les chef-fes d'entreprise s'envolent pour se réunir au sommet de Davos en Suisse, le monde essuie une série de crises dramatiques, dangereuses et destructrices. Ces crises ont un impact épouvantable sur la majorité des gens, comme le constate Oxfam dans son travail à travers le monde.

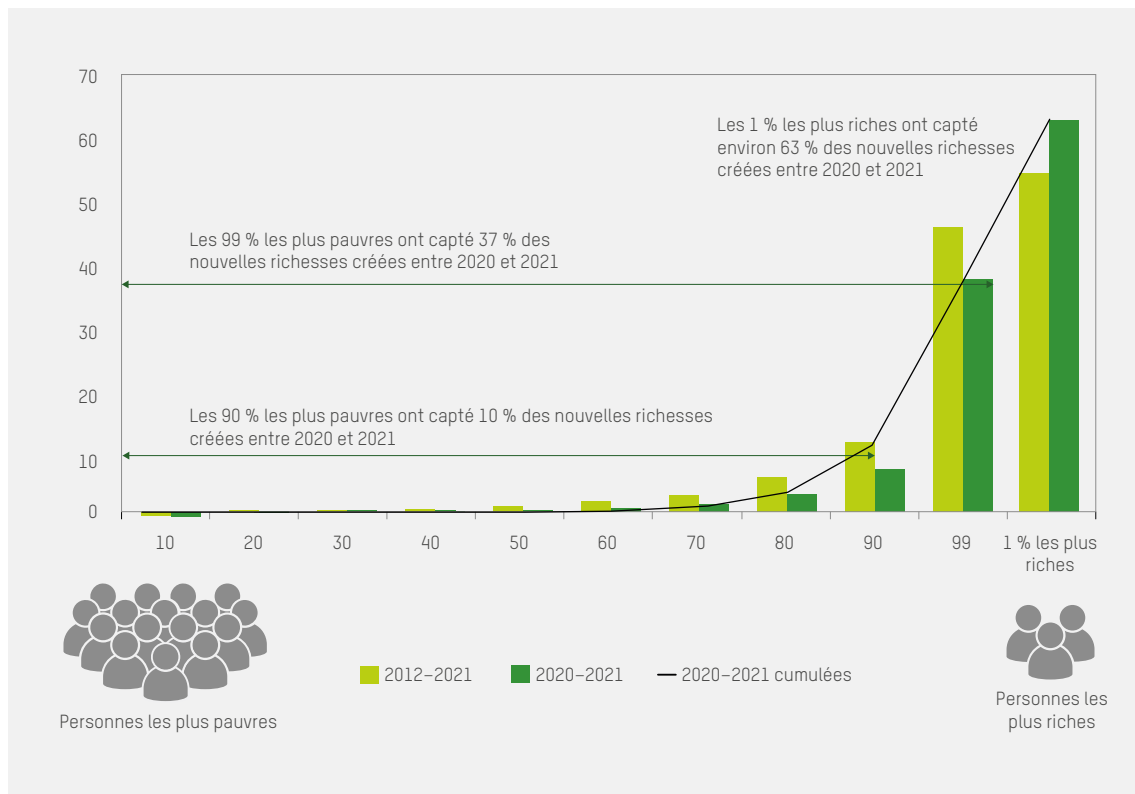
En 2022, la Banque mondiale a annoncé que l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté à l'horizon 2030 ne pourra pas être atteint et que « les progrès accomplis dans la réduction de l'extrême pauvreté ont été stoppés » dans un contexte où les inégalités mondiales risquent de connaître leur plus forte augmentation et où la lutte contre la pauvreté dans le monde a connu son plus grand recul depuis la Seconde Guerre mondiale¹³. D'après le FMI, un tiers de l'économie mondiale sera en récession en 2023¹⁴. Pour la première fois, le PNUD a constaté que le développement humain est en recul dans neuf pays sur dix¹⁵.

Selon Oxfam, les salaires d'au moins 1,7 milliard de personnes dans le monde ne suivent pas le rythme de l'inflation en 2022¹⁶, ce qui représente une baisse réelle de leur capacité à acheter de la nourriture ou à régler leurs factures d'électricité.

Des nations entières sont menacées de faillite, le remboursement de la dette échappant à tout contrôle. Les pays les plus pauvres consacrent un budget quatre fois plus important au remboursement de leurs dettes (souvent auprès de riches bailleurs privés au comportement prédateur) qu'aux soins de santé¹⁷. Nombre d'entre eux prévoient également des réductions radicales de leurs dépenses. Selon Oxfam, les trois quarts des gouvernements prévoient de réduire leurs dépenses au cours des cinq prochaines années pour un total de 7 800 milliards de dollars¹⁸.

La crise génère des fortunes colossales pour une poignée de personnes

Dans le même temps, l'ampleur de la fortune - déjà record - accumulée par les plus riches s'est accélérée. La succession de crises mondiales a permis à une petite élite d'amasser d'énormes richesses. Au cours des dix dernières années, les 1 % les plus riches de l'humanité ont capté plus de la moitié de toutes les nouvelles richesses dans le monde¹⁹. D'après l'analyse menée par Oxfam sur les données du Credit Suisse, cet accaparement des richesses par les très grandes fortunes s'est accéléré depuis 2020. Les 1 % les plus riches ont ainsi capté près de deux tiers de toutes les nouvelles richesses, soit six fois plus que les 90 % les plus pauvres de l'humanité²⁰. Depuis 2020, pour chaque dollar de nouvelle richesse mondiale gagné par une personne faisant partie des 90 % les plus pauvres, un-e milliardaire a gagné 1,7 million de dollars²¹.

GRAPHIQUE 1 : PART DE NOUVELLES RICHESSES CAPTÉES (EN POURCENTAGE DU TOTAL DE NOUVELLES RICHESSES)

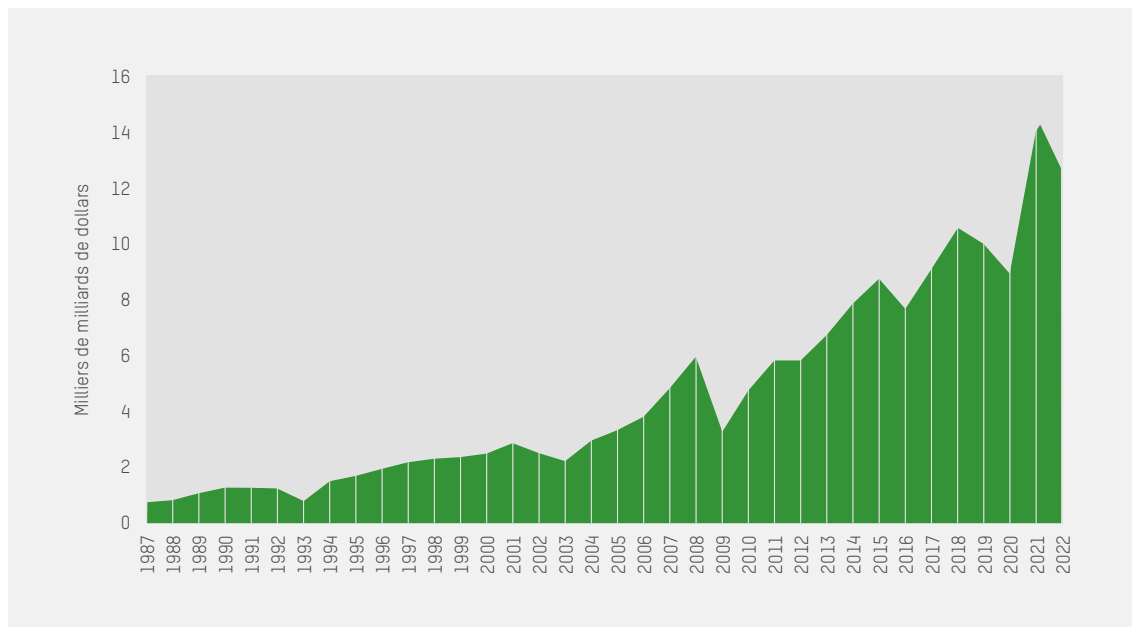
Source : Calculs d'Oxfam basés sur le Global Wealth Report du Credit Suisse²².

Les milliardaires ont enregistré des profits record pendant la pandémie. L'afflux d'argent public injecté dans l'économie par les pays riches, qui était nécessaire pour soutenir leurs citoyen·nes, a également alimenté la hausse des prix des actifs et, avec elle, la fortune des milliardaires. En l'absence d'un impôt progressif, les grandes fortunes ont donc amassé des richesses sans précédent.

Même si la fortune des milliardaires a légèrement diminué depuis le pic de 2021, elle reste supérieure de plusieurs milliers de milliards de dollars à celle d'avant la pandémie²³. Cette aubaine pour les très grandes fortunes, due à la crise, vient s'ajouter à de nombreuses années de croissance spectaculaire des richesses pour les plus riches et à une intensification des inégalités de richesses.

La crise actuelle du coût de la vie, avec la montée en flèche du prix des denrées alimentaires et de l'énergie, génère également des gains spectaculaires pour celles et ceux qui se trouvent en haut de la pyramide. Les entreprises des secteurs de l'alimentation et de l'énergie enregistrent des bénéfices records et versent des sommes sans précédent à leurs riches actionnaires et propriétaires milliardaires. Les profits des entreprises sont à l'origine d'au moins 50 % de l'inflation en Australie, aux États-Unis et en Europe, dans ce qui est autant une crise du coût de l'exigence du capital qu'une crise du coût de la vie²⁴.

GRAPHIQUE 2 : AUGMENTATION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES SUR LA PÉRIODE 1987-2022 EN MILLIARDS DE DOLLARS (EN TERMES RÉELS)



Source : Classement Forbes des milliardaires dans le monde²⁵.

Chaque milliardaire est un échec politique

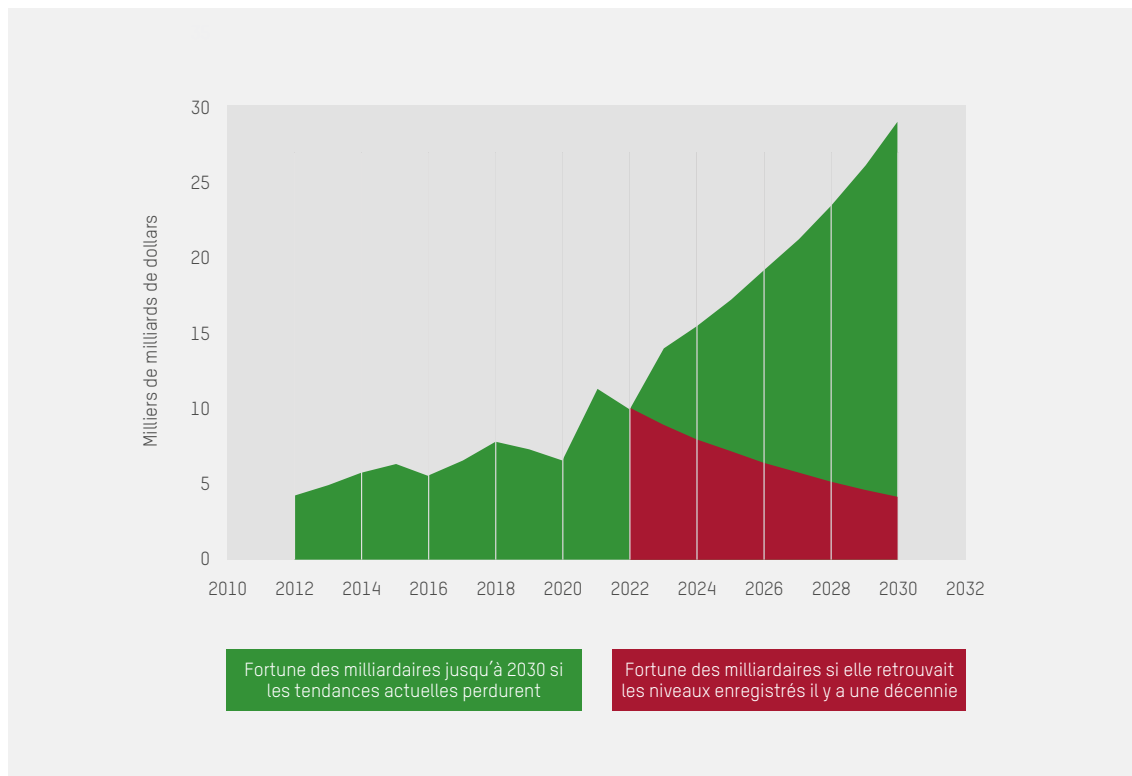
Les concentrations extrêmes de richesse sapent la croissance économique, corrompent la sphère politique et les médias, fragilisent la démocratie et favorisent la polarisation politique. Une nouvelle étude d'Oxfam montre par ailleurs que les plus riches contribuent de manière disproportionnée au dérèglement climatique : un-e milliardaire émet un million de fois plus de carbone qu'un-e citoyen-ne ordinaire²⁶, et les milliardaires sont deux fois plus susceptibles qu'un investisseur ou une investisseuse moyen-ne d'investir dans des industries polluantes comme les combustibles fossiles²⁷.

L'existence même de milliardaires prospères et de bénéfiques records alors que la majeure partie de la population mondiale est confrontée à l'austérité, à une pauvreté croissante et à une crise du coût de la vie confirme que le système économique ne répond pas aux besoins de l'humanité. Pendant trop longtemps, les gouvernements, les institutions financières internationales et les élites ont dupé le monde avec la soi-disant théorie du ruissellement, selon laquelle une faible imposition alliée à des gains élevés pour une minorité profiteraient finalement à tou-tes. Cette théorie n'a aucun fondement réel.

Cette théorie et le système économique qui en découle nous ont privé-es des moyens et de l'imagination même pour faire face à ce nouveau temps de crise. Nos dirigeant-es restent obnubilé-es par ce système, pourtant largement discrédité. Ce système continue à profiter à une poignée de personnes au sommet de l'échelle, principalement des hommes blancs et riches dans les pays du nord²⁸.

Pour briser le cycle de l'accumulation sans fin des richesses par les milliardaires, les gouvernements doivent s'attaquer aux nombreux biais qui faussent l'économie en leur faveur, notamment concernant le droit du travail, la privatisation des biens publics, la rémunération des PDG, etc. Si toutes ces actions sont nécessaires, Oxfam expose dans le présent rapport l'une des solutions clés qui, selon elle, recèle un immense potentiel : l'imposition des personnes riches. Selon Oxfam, le monde devrait tout d'abord chercher à réduire de moitié la concentration des richesses des milliardaires d'ici 2030, à la fois en augmentant les impôts sur les 1 % les plus riches et en adoptant d'autres politiques contre la concentration des richesses entre les mains des milliardaires. Cela permettrait de ramener le nombre de milliardaires et leur fortune à leur niveau de 2012. À plus long-terme, abolir complètement les milliardaires pourrait devenir un objectif imaginable, dans le cadre d'une répartition plus juste et plus rationnelle des richesses dans le monde.

GRAPHIQUE 3 : L'AUTRE FLANC DE LA MONTAGNE - DEUX SCÉNARIOS POUR LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES ENTRE AUJOURD'HUI ET 2030



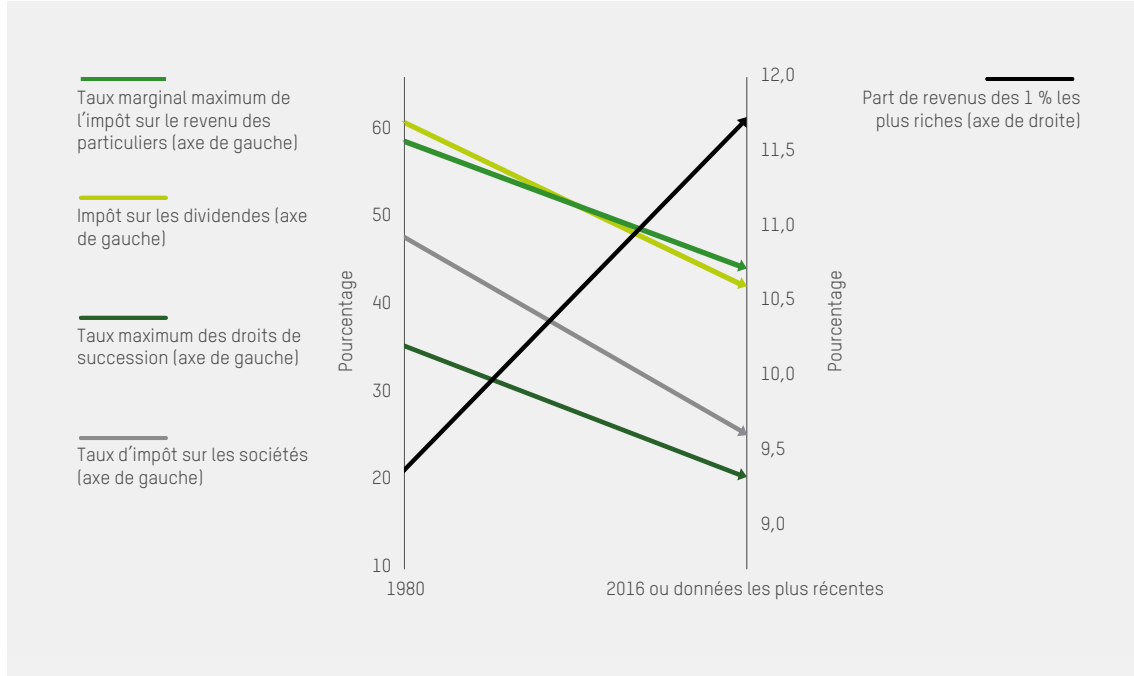
Source : Calculs d'Oxfam basés sur l'analyse du classement Forbes des milliardaires dans le monde²⁹. Le graphique 3 illustre deux scénarii : dans le premier, la richesse des milliardaires continue d'augmenter au même rythme qu'au cours des dix dernières années. Dans le deuxième, des impôts et autres mesures sont mises en œuvre afin de ramener la richesse des milliardaires au même niveau qu'il y a dix ans.

La fiscalité jouera un rôle crucial dans la concrétisation de cette vision, mais cela ne sera possible que si nous rompons radicalement avec des décennies de réductions d'impôts pour les riches et les entreprises.

L'augmentation spectaculaire de la fortune et des revenus en haut de l'échelle a coïncidé avec une forte baisse de l'impôt des 1 % les plus riches.

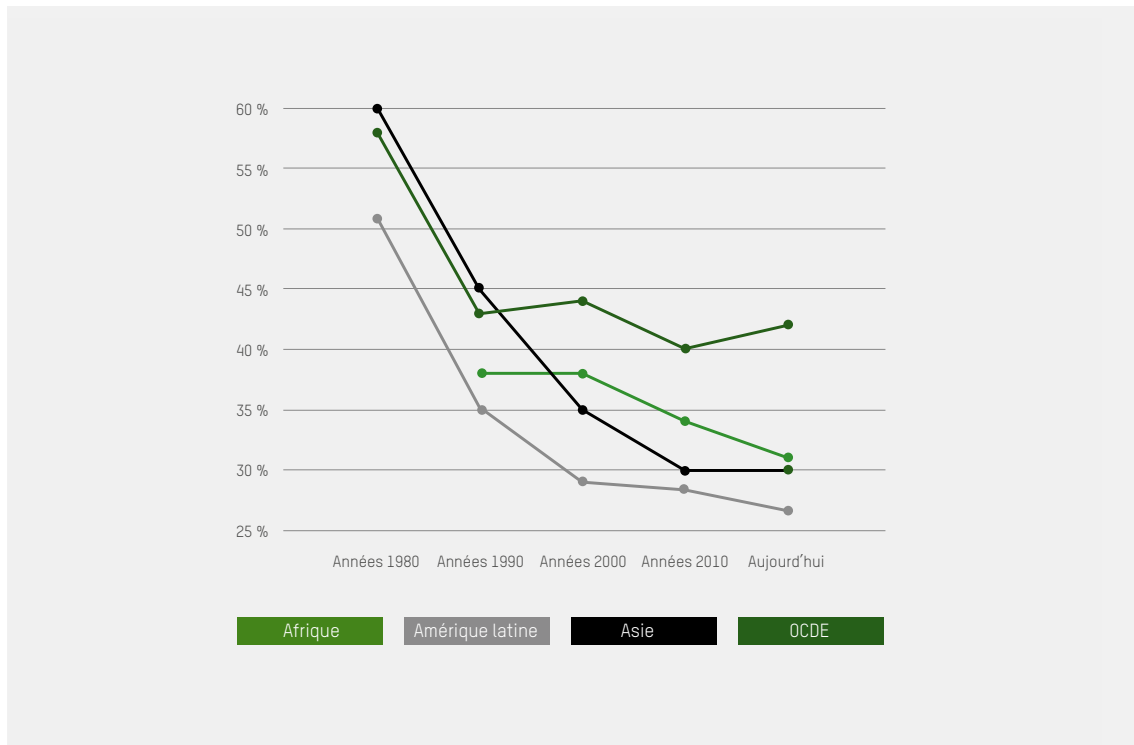
S'il existe des différences entre les pays, on retrouve une tendance générale à la réduction des impôts des personnes riches dans toutes les régions du monde.

GRAPHIQUE 4 : DANS LES PAYS RICHES, LA BAISSÉ DES TAUX DE L'IMPÔT SUR LA FORTUNE A COÏNCIDÉ AVEC LA HAUSSE DE LA PART DES REVENUS CAPTÉS PAR LES 1 % LES PLUS RICHES.



Source : Calculs d'Oxfam basés sur les données du World Inequality Lab, du FMI, de l'OCDE et de Scheve et Stasavage (2016)³⁰.

GRAPHIQUE 5 : TAUX MAXIMUM DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS POUR LES RICHES



Source : Calculs d'Oxfam basés sur des données d'OCDE Stats, de la CESAP et de l'ODI³¹.

- Pour chaque dollar collecté en impôts, seulement quatre cents proviennent d'impôts sur le patrimoine des plus riches³². L'absence d'impôt sur la fortune est plus prononcée dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où les inégalités sont les plus fortes³³.
- Deux tiers des pays n'appliquent aucune forme d'imposition sur les successions concernant la fortune et les actifs transmis aux descendant-es direct-es³⁴. La moitié des milliardaires du monde vivent désormais dans des pays qui n'appliquent pas ce type de taxe, ce qui signifie que 5 000 milliards de dollars seront transmis à la génération suivante en échappant à l'impôt, soit une somme supérieure au PIB de l'Afrique³⁵. Une nouvelle aristocratie puissante et incontrôlée irresponsable est en train de voir le jour sous nos yeux.
- Les taux marginaux d'imposition sur le revenu ont baissé et sont moins progressifs, le taux marginal moyen d'imposition étant passé de 58 % en 1980 à 42 % plus récemment dans les pays de l'OCDE. Sur 100 pays dans le monde, le taux moyen est encore plus bas, à 31 %³⁶.
- Les taux d'imposition sur les revenus du capital (qui constituent dans la plupart des pays la principale source de revenus pour les 1 % les plus riches) ne s'élèvent en moyenne qu'à 18 % dans plus de 100 pays. Seuls trois pays imposent davantage les revenus du capital que les revenus du travail³⁷.

Les résultats sont effarants. En zoomant sur le sommet de l'échelle, on constate que bon nombre des hommes les plus riches de la planète ne paient pratiquement pas d'impôts. Le « taux d'imposition réel » d'Elon Musk, l'un des hommes les plus riches du monde, ne serait que de 3,2 %³⁸, et celui de Jeff Bezos, autre milliardaire, serait inférieur à 1 %³⁹. À titre de comparaison, Aber Christine, vendeuse sur un marché en Ouganda avec laquelle Oxfam travaille, est imposée à hauteur de 40 % de ses bénéfices⁴⁰.



Image par Josep Monter Martinez de Pixabay

Encadré 1. Quand le taux marginal de l'impôt des plus riches aux États-Unis était de 90 %

Les impôts sur les plus riches étaient autrefois beaucoup plus élevés. Aux États-Unis, le taux marginal de l'impôt fédéral sur le revenu était de 91 % entre 1951 et 1963 ; le taux marginal en matière de droits de succession était de 77 % jusqu'en 1975 ; et le taux de l'impôt sur les sociétés était en moyenne légèrement supérieur à 50 % pendant les années 1950 et 1960⁴¹. D'autres pays riches ont connu des taux d'imposition similaires. Ces taux d'imposition élevés étaient soutenus par toutes les sensibilités politiques et ont coexisté avec certaines des décennies les plus prospères que nous ayons connues en matière de développement économique.

L'imposition des personnes riches est l'un des outils les plus stratégiques pour lutter contre les inégalités et combattre la succession de crises

Une plus grande imposition des personnes riches et des entreprises est la porte de sortie de la succession de crises que nous vivons. Cela pourrait permettre d'éviter l'austérité et de combattre l'inflation et la hausse des prix, et empêcher la cruauté inutile de la pauvreté et de la faim à grande échelle.

Une fiscalité plus forte sur les plus riches est une condition préalable pour voir les gouvernements déployer des stratégies de réduction des inégalités, car elle donne les ressources nécessaires pour investir dans les soins de santé et l'éducation universels, dans des sociétés plus heureuses et en meilleure santé, dans l'innovation, la recherche et le développement, dans la transition vers des économies vertes et pour stopper le dérèglement climatique.

Aux côtés de l'Institute for Policy Studies, les Patriotic Millionaires et la Fight Inequality Alliance, Oxfam a utilisé les données de Wealth-X et de Forbes pour calculer qu'un impôt sur la fortune de 2 % sur les millionnaires du monde entier, de 3 % sur ceux dont la fortune dépasse 50 millions de dollars et de 5 % sur les milliardaires du monde entier permettrait de collecter chaque année 1 700 milliards de dollars. Cette somme serait suffisante pour sortir 2 milliards de personnes de la pauvreté. Ce montant pourrait en outre combler le déficit de financement des appels humanitaires d'urgence des Nations Unies et financer un plan mondial d'éradication de la faim. Une telle mesure pourrait enfin contribuer au financement des pertes et dommages causés par le dérèglement climatique dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, et assurer des soins de santé et une protection sociale universels aux 3,6 milliards de citoyen·nes vivant dans des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure⁴².

L'imposition des grandes fortunes réduit directement le nombre de personnes fortunées et leurs richesses, créant ainsi des sociétés plus égalitaires et empêchant l'émergence d'élites puissantes, incontrôlées et semi-aristocratiques.

Elle amenuise également les effets dévastateurs des inégalités sociales.

Dans un esprit de solidarité, les impôts des plus riches avaient été augmentés lors des précédentes crises. Ce scénario ne s'est hélas pas reproduit au plus fort de la pandémie. Au lieu de cela, 95 % des pays n'ont pas augmenté, voire ont diminué, les impôts sur la fortune et sur les sociétés⁴³.

Le vent tourne...

Cette succession de crises ébranle enfin les vieux schémas de pensée. L'idée de taxer davantage les riches pour aider les gens à traverser ces crises est de plus en plus souvent défendue au-delà des clivages politiques historiques, y compris, contre toute probabilité, par des institutions comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE). Le véritable tournant est venu du Royaume-Uni, lorsque le gouvernement a dû faire marche arrière sur une série de propositions de baisse d'impôts pour les riches en octobre 2022 suite à l'émergence d'une crise économique et politique⁴⁴.

Des failles apparaissent aujourd'hui dans le consensus qui a présidé pendant des décennies en faveur d'un allègement de la fiscalité pour les riches et les sociétés. Mais le mur ne tombera pas sans une action

déterminée des citoyen·nes ordinaires. Dans les faits, les réductions d'impôts pour les riches n'ont jamais été motivées par un soutien populaire : les sondages réalisés dans de nombreux pays révèlent que les citoyen·nes partout dans le monde considèrent depuis longtemps qu'il est nécessaire d'augmenter les impôts pour les personnes riches et que cela relève du bon sens (voir Encadré 2). Pour que les choses changent, nous devons mettre fin à la confiscation politique qui a conduit à un allègement constant de la fiscalité pour les riches et les sociétés.

Encadré 2 : Taxer les riches : une idée très populaire, même auprès des riches

Les sondages indiquent régulièrement que la plupart des gens sont favorables au fait de taxer les personnes riches⁴⁵. Aux États-Unis, ils montrent que pour la première fois au cours de la dernière décennie, la majorité des citoyen·nes commencent à convenir que le gouvernement devrait redistribuer les richesses en imposant lourdement les personnes riches⁴⁶. 80 % des Indien·nes seraient favorables à une hausse de l'impôt pour les personnes riches⁴⁷, et 85 % des Brésilien·nes seraient favorables à une hausse des impôts sur les grandes fortunes pour financer les services essentiels⁴⁸. En Afrique, 69 % des personnes interrogées dans 34 pays s'accordent à dire qu'il est juste de taxer les personnes riches à un taux plus élevé que les citoyen·nes ordinaires afin de financer les programmes gouvernementaux en faveur des pauvres⁴⁹.

Même les grandes fortunes approuvent cette stratégie. En janvier 2022, plus de 100 millionnaires ont signé une lettre appelant à une hausse des impôts⁵⁰.

Face à ces nouvelles crises, nous devons tirer les leçons de la COVID-19. Les gouvernements du monde entier doivent rapidement réviser à la hausse des impôts pour les plus riches.

Vers un nouveau sens commun

Nous devons réimaginer, réinventer et réorienter nos économies pour faire face à ces crises, afin de construire de toute urgence un monde plus égalitaire et sauver notre planète. Nous devons notamment réapprendre les leçons de notre propre histoire, lorsque les riches payaient leur juste part d'impôts et que ces impôts contribuaient à financer l'élargissement des droits comme l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation.

Les inégalités ne sont pas une fatalité, mais un choix politique. Les gouvernements peuvent prendre des mesures claires, concrètes et pratiques pour réduire radicalement les inégalités et se donner la puissance de feu fiscale nécessaire pour protéger leurs citoyen·nes. Ils peuvent choisir de les aider à traverser les crises en toute sécurité, au lieu de leur imposer des souffrances inutiles par des politiques d'austérité.

À quel taux faut-il imposer les grandes fortunes ?

Oxfam préconise que chaque pays mette en œuvre un bouquet fiscal qui verrait les 1 % les plus riches assujettis à un taux d'imposition bien plus élevé, par exemple d'au moins 60 % sur leurs revenus, et les multimillionnaires et les milliardaires à des taux encore plus élevés. Un taux unique devrait s'appliquer à l'ensemble de leurs revenus issus du travail et des revenus du capital.

Pour appliquer de tels taux, il faudrait au moins doubler le taux moyen actuel, qui n'est que de 31 % sur le revenu des particuliers les plus riches dans 100 pays, et quadrupler le taux sur les revenus du capital, qui n'est actuellement que de 18 % en moyenne dans 123 pays⁵¹. Des taux d'imposition marginaux de 60 % et plus sur le revenu des riches particuliers ont été la norme pendant une grande partie du XX^e siècle⁵². Pour les très grandes fortunes, riches de plusieurs millions ou milliards de dollars, les taux d'imposition marginaux devraient être de 75 % ou plus afin de décourager les rémunérations faramineuses des dirigeant·es.

Si les gouvernements veulent imposer le revenu de manière globale, ils doivent veiller à imposer les revenus du capital au moins autant, sinon plus, que les revenus issus du travail. Dans la plupart des pays, les revenus du capital constituent la principale source de revenus des riches ; dans la plupart des juridictions, ils sont actuellement imposés à des taux bien inférieurs à ceux des revenus du travail.

Les États devraient mettre en place de toute urgence un impôt exceptionnel de solidarité sur la fortune afin de récupérer les gains amassés pendant la pandémie grâce à l'argent public. Un impôt permanent sur la fortune devrait être mis en place et fixé à un taux suffisamment élevé pour réduire progressivement la concentration des richesses. D'après Oxfam, pour simplement stabiliser la fortune des milliardaires au cours des cinq dernières années, les États auraient dû appliquer chaque année un impôt sur la fortune de 12,8 %⁵³. La fiscalité ne devrait pas être le seul levier pour réduire le nombre de milliardaires et de très grandes fortunes. D'autres mesures sont nécessaires pour construire une économie qui ne produise pas de telles disparités extrêmes des richesses en premier lieu. Néanmoins, l'imposition sur la fortune peut et doit jouer un rôle central pour combler le fossé des inégalités.

L'imposition sur la fortune devrait inclure un renforcement de l'impôt foncier sur les plus riches. Chaque pays doit également appliquer un taux élevé en matière de droits de succession pour les très grandes fortunes afin d'éviter que les inégalités ne se perpétuent pendant des générations et d'empêcher l'émergence d'une nouvelle aristocratie. Au-delà de ces impôts, les États devraient également explorer le recours à un impôt sur le patrimoine net.

Il est temps de taxer les riches

Une fiscalité plus forte sur la fortune n'est pas la seule réponse à la crise des inégalités, mais elle en est un élément fondamental. Il est temps que les États s'affranchissent de décennies d'idéologie vouée à l'échec et de l'influence des riches élites pour faire ce qu'il faut, à savoir taxer les riches.

Les recettes générées par cette nouvelle vague d'impôts progressifs pourraient alors être utilisées pour construire un avenir plus juste, plus équitable et plus durable pour nous tou·tes.

Les États doivent utiliser les leviers fiscaux à leur disposition pour renverser le cours des inégalités en suivant les quatre mesures suivantes pour un monde plus égalitaire :

1. Instaurer un impôt exceptionnel de solidarité sur la fortune et une taxe sur les bénéfices exceptionnels des entreprises et taxer nettement plus les versements de dividendes afin de mettre un terme aux profits de la crise.
2. Augmenter de façon permanente l'impôt sur le revenu (travail et capital) des 1 % les plus riches pour atteindre par exemple un taux minimum de 60 %, avec des taux plus élevés pour les multimillionnaires et les milliardaires.
3. Imposer la fortune des super-riches à des taux suffisamment élevés pour réduire systématiquement l'extrême richesse et diminuer la concentration du pouvoir et les inégalités.
4. Utiliser les recettes découlant de cette nouvelle taxe pour augmenter les dépenses publiques dans les secteurs qui réduisent les inégalités, comme les soins de santé, l'éducation et la sécurité alimentaire, et pour financer la transition juste vers un monde sobre en carbone.

Chapitre 1 : La loi du plus riche ou l'explosion des inégalités

Au cours des dernières décennies, les inégalités économiques ont atteint des niveaux extrêmes et dangereux. Elles sont devenues une menace existentielle pour nos sociétés, paralysant notre capacité à mettre fin à la pauvreté, fragilisant la politique et mettant en péril l'avenir de notre planète.

Au fil des crises, le fossé s'est creusé entre les plus riches et les plus précaires, mettant au jour les conséquences d'inégalités profondes. Plus récemment, la pandémie de COVID-19 et la flambée du prix des denrées alimentaires et des combustibles ont conduit à une accélération de la pauvreté et à une crise du coût de la vie pour le plus grand nombre, tout en alimentant la croissance implacable de la fortune et des revenus des plus riches.

Les gouvernements portent une part de responsabilité dans cette explosion des inégalités. La plupart d'entre eux n'ont pas instauré de politiques progressistes qui préviennent ou réduisent les inégalités, redistribuent l'argent et le pouvoir afin de mettre fin à des politiques publiques qui favorisent les plus riches. Des milliards de dollars ont été injectés pour soutenir l'économie des pays riches. Si cet argent a permis d'éviter un désastre économique et de nouvelles souffrances pour les plus pauvres, il a surtout été capté par les plus riches.

Il incombe désormais à chaque gouvernement, partout dans le monde, de mettre en œuvre de toute urgence un plan d'action global pour réduire les inégalités. Ce plan doit inclure des mesures visant à augmenter les impôts pour les plus riches et à limiter fortement à l'avenir leur capacité à accumuler des niveaux indus de richesses et de pouvoir.

1.1 Un boom des richesses pour une minorité

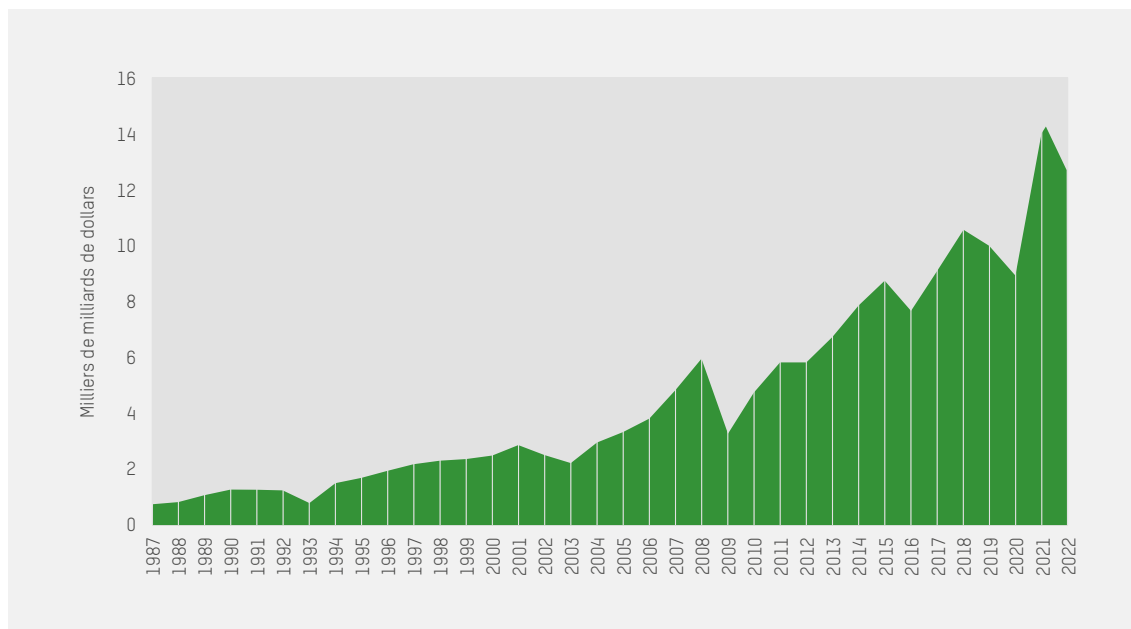
Voilà dix ans qu'Oxfam a tiré pour la première fois la sonnette d'alarme sur les niveaux extrêmes d'inégalités lors du Forum économique mondial de Davos. À l'époque, les revenus et la fortune des personnes les plus riches du monde augmentaient de façon vertigineuse, car elles profitaient de la croissance post crise financière⁵⁴ dans un contexte d'austérité et de difficultés économiques pour la majorité des gens. Aujourd'hui, les plus riches profitent d'une pandémie mondiale suivie d'une crise du coût de la vie alimentée par la guerre.

- Au cours des dix dernières années, les milliardaires ont multiplié leur fortune par deux, soit près de six fois plus que l'augmentation des richesses des 50 % les plus pauvres⁵⁵.
- Pour 100 dollars de richesse créée au cours des dix dernières années, 54,40 dollars ont été captés par les 1 % les plus riches contre seulement 0,70 dollar pour les 50 % les plus pauvres⁵⁶.
- Au cours des dix dernières années, les 1 % les plus riches ont capté 74 fois plus de richesses que les 50 % les plus pauvres⁵⁷.

Plus récemment, la pandémie de COVID-19 et la flambée du prix des denrées alimentaires et des combustibles ont aggravé les inégalités.

- Depuis 2020, pour chaque dollar gagné par les 90 % les plus pauvres, les milliardaires ont gagné 1,7 million de dollars⁵⁸.
- Sur 100 dollars de nouvelle richesse créée dans l'économie mondiale entre décembre 2019 et décembre 2021, 63 dollars ont été captés par les 1 % les plus riches, tandis que les 90 % les plus pauvres se sont contentés de 10 dollars⁵⁹.
- Depuis 2020, la fortune des milliardaires a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour⁶⁰.
- Selon la Banque mondiale, au plus fort de la pandémie, les pertes de revenus parmi les 40 % les plus pauvres de l'humanité ont été deux fois plus importantes que parmi les 20 % les plus riches, et les inégalités de revenus au niveau mondial ont augmenté pour la première fois depuis des décennies⁶¹.

GRAPHIQUE 6 : AUGMENTATION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES SUR LA PÉRIODE 1987-2022 EN MILLIARDS DE DOLLARS (EN TERMES RÉELS)



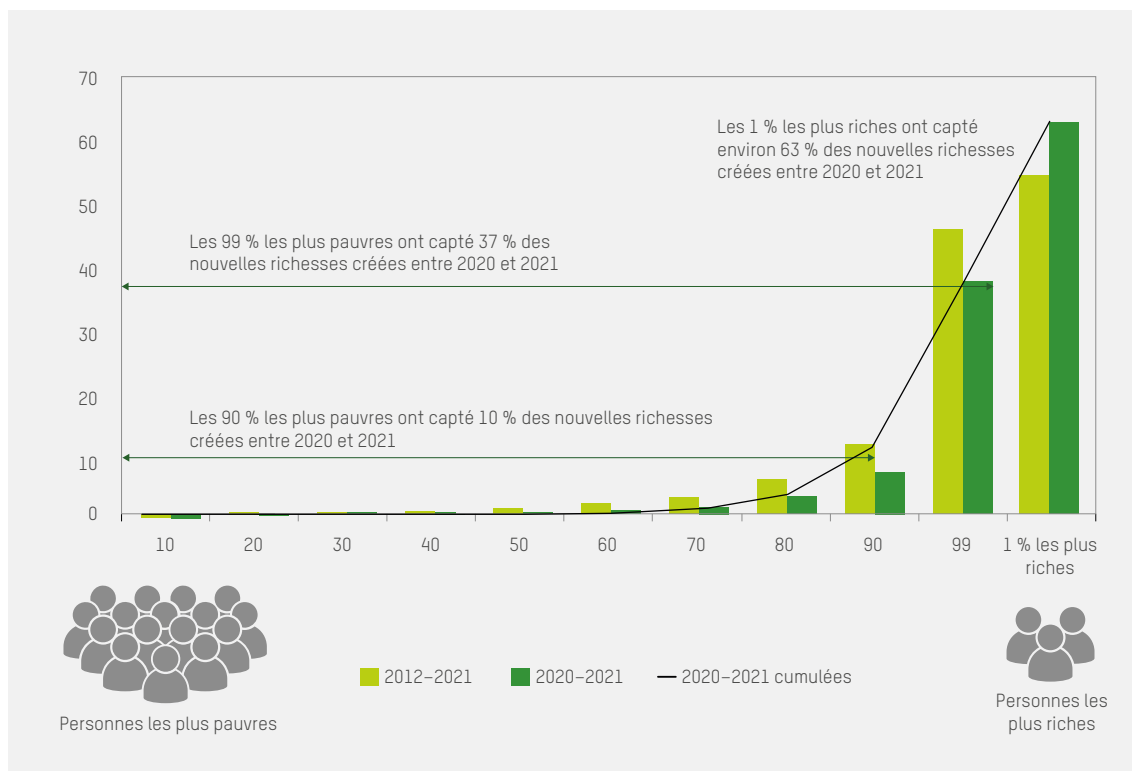
Source : Classement Forbes des milliardaires dans le monde⁶².

Certaines des plus grandes entreprises du monde et leurs actionnaires profitent directement de ces crises qui se succèdent et se superposent. De nombreuses entreprises de l'industrie pharmaceutique continuent leur chantage en défendant féroce leurs monopoles et en vendant leurs vaccins contre la COVID-19 à des prix exorbitants. Elles ont ainsi pu réaliser des profits records tout en laissant les nations les plus pauvres à l'écart et sans protection. Des millions de personnes meurent inutilement à cause des inégalités d'accès aux vaccins dues à la cupidité des laboratoires pharmaceutiques et à l'accaparement des vaccins par les pays riches⁶³. De nouveaux acteurs profitent de la flambée du coût de la vie : de nombreuses entreprises se cachent en effet derrière la hausse des coûts des matières premières pour accroître leurs marges, ce qui exacerbe l'inflation (voir Encadré 3). Tout cela concourt à accroître la fortune des riches propriétaires et actionnaires de ces grandes entreprises.

Le récent boom des richesses a été exacerbé par les gouvernements et les banques centrales, qui ont injecté des milliers de milliards de dollars d'argent public dans l'économie mondiale après la crise financière de 2008, et qui ont réitéré depuis le début de la pandémie de COVID-19. Ces renflouements ont fait grimper le prix des actifs⁶⁴ et, par conséquent, les fortunes des plus riches. Si les gouvernements ont eu raison de soutenir leur économie pendant la crise, ils n'ont pour ainsi dire rien fait pour récupérer ensuite les fruits de ces mesures de relance auprès des plus riches.

Bien que la fortune des milliardaires ait légèrement diminué depuis son pic de 2021, elle reste supérieure de plusieurs milliers de milliards de dollars à ce qu'elle était avant la pandémie, et elle est déjà repartie à la hausse ces derniers mois⁶⁵.

- Les 1 % les plus riches détiennent 45,6 % de la richesse mondiale, tandis que la moitié la plus pauvre du monde n'en possède que 0,75 %⁶⁶.
- 81 milliardaires détiennent plus de richesses que 50 % de l'humanité⁶⁷.
- 10 milliardaires possèdent plus que les richesses combinées de 200 millions de femmes africaines⁶⁸.

GRAPHIQUE 7 : PART DE NOUVELLES RICHESSES CAPTÉES (EN POURCENTAGE DU TOTAL DE NOUVELLES RICHESSES)

Source : calculs d'Oxfam basés sur le Global Wealth Report du Credit Suisse⁸⁹.



Des rafales de vent sur les plaines du Somaliland. En Afrique de l'Est, une grave sécheresse sévit. Il n'a plu que très peu au cours des trois dernières années. Photo : Petterik Wiggers/Oxfam Novib.

Encadré 3 : La « greedflation » ou l'inflation cupide - comment les bénéfices des entreprises alimentent l'inflation et capitalisent sur la souffrance

Les bénéfices des entreprises du Global Fortune 500 suivent depuis des décennies une tendance à la hausse. Avant la pandémie, elles ont augmenté leurs bénéfices de 156 %, passant de 820 milliards de dollars en 2009 à 2 100 milliards de dollars en 2019⁷⁰. Les bénéfices des entreprises atteignent désormais des niveaux toujours plus élevés et contribuent largement à la crise du coût de la vie.

Traditionnellement, une inflation galopante se produit lorsque la demande dépasse l'offre et fait grimper les prix. Cette logique n'explique toutefois qu'en partie la hausse du coût de l'énergie et des denrées alimentaires. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, avec toutes ses conséquences géopolitiques, a entraîné une réduction de l'approvisionnement en gaz russe qui a contribué à une augmentation du prix de l'énergie dans le monde. Dans le cas des denrées alimentaires, les prix étaient déjà en forte hausse bien avant que la guerre n'éclate, et l'interruption des livraisons de céréales en provenance d'Ukraine n'a fait qu'exacerber le problème⁷¹.

Pour mieux comprendre la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, il faut dépasser la logique de l'offre et de la demande. De plus en plus d'éléments indiquent que les bénéfices et les marges des entreprises sont un moteur important de l'inflation. Non seulement les entreprises répercutent l'augmentation du coût des intrants sur les consommateurs et consommatrices, mais elles profitent également de la crise qu'elles utilisent comme un écran de fumée pour pratiquer des prix encore plus élevés. Aux États-Unis⁷², au Royaume-Uni⁷³ et en Australie⁷⁴, des études ont démontré que 54 %, 59 % et 60 % de l'inflation, respectivement, étaient dus à l'augmentation des bénéfices. En Espagne, la CC00 (l'un des plus grands syndicats du pays) a observé que les bénéfices des entreprises étaient responsables de 83,4 % des hausses de prix au cours du premier trimestre 2022⁷⁵.

Selon le schéma économique traditionnel, les entreprises doivent baisser leurs prix pour rester compétitives sur le marché. Or, de nombreux secteurs comme l'alimentation et l'énergie sont dominés par un petit nombre de sociétés, de fait en situation d'oligopole, ce qui leur permet de maintenir des prix élevés sans être menacées par la concurrence. Lorsque les coûts externes diminuent, ces économies sont reversées aux actionnaires plutôt qu'aux consommateurs et consommatrices, qui subissent au contraire une hausse des prix. C'est pourquoi les prix du pétrole peuvent baisser alors que le prix du carburant à la pompe reste élevé.

Les coûts de l'alimentation et de l'énergie sont les principaux moteurs de l'inflation. Oxfam a donc examiné les bénéfices de certaines des plus grandes entreprises alimentaires et énergétiques du monde. Nous avons identifié des niveaux de bénéfices exceptionnels (définis comme étant supérieurs d'au moins 10 % aux bénéfices nets moyens sur la période 2018-2021) chez au moins 95 entreprises de ces deux secteurs⁷⁶ :

- elles ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels ;
- leurs bénéfices ont été multipliés par plus de 2,5 (256 %) en 2022 par rapport à la moyenne sur la période 2018-2021 ;
- elles ont versé 257 milliards de dollars aux actionnaires en 2022 : 84 % de leurs bénéfices exceptionnels ont été versés directement aux actionnaires ;
- 76 % des entreprises ont augmenté leurs marges bénéficiaires.

La flambée des bénéfices des entreprises fait la fortune des plus riches. Les groupes à hauts revenus sont sur-représentés dans l'actionariat. Aux États-Unis par exemple, les 1 % les plus riches détiennent 53 % des actions⁷⁷. Certaines de ces riches entreprises sont également détenues et contrôlées par un petit groupe de milliardaires et de familles fortunées, que l'augmentation des bénéfices rend encore plus riches. Par exemple, la dynastie Walton, qui possède la moitié de la chaîne de magasins américaine Walmart, a reçu 8,5 milliards de dollars en dividendes et en rachats d'actions au cours de l'année 2022⁷⁸. Le milliardaire indien Gautam Adani, dont le portefeuille comprend des entreprises énergétiques, a vu sa fortune s'envoler de 46 % en 2022⁷⁹.

1.2 Des crises qui frappent davantage les plus pauvres

Alors que les personnes et les entreprises les plus riches continuent de prospérer, les crises récentes ont provoqué d'énormes reculs dans la lutte contre la pauvreté et la faim, elles ont détruit des emplois et entraîné des baisses de salaires et des coupes dans les budgets des ménages qui menacent la vie et les moyens de subsistance des personnes les plus pauvres dans le monde. Face à la crise actuelle du coût de la vie, il est clair que le monde ne peut pas continuer sur cette trajectoire.

Des crises qui sèment la pauvreté et exacerbent la faim

Le recul continu de l'extrême pauvreté était l'une des constantes des deux dernières décennies. Ces progrès sont aujourd'hui au point mort ; les réponses mal calibrées des gouvernements à la pandémie et la crise énergétique et du coût de la vie ont sapé les avancées durement acquises dans la lutte contre la pauvreté. Pour la première fois en 25 ans, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont fortement augmenté simultanément⁸⁰. En 2020, plus de 70 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans l'extrême pauvreté (vivant avec moins de 2,15 dollars par jour), soit une augmentation de 11 %⁸¹. Bien que la pauvreté ait de nouveau reculé en 2021 au même rythme lent qu'avant la pandémie, cette tendance pourrait être à nouveau interrompue par la hausse des prix alimentaires et énergétiques⁸².

« Les bouteilles de gaz (à usage domestique) coûtaient 450 roupies. On les trouve désormais à un peu plus de 1 000 roupies. On doit maintenant choisir entre nourrir nos enfants ou les envoyer à l'école. »
Yusuf, chauffeur de taxi, et Shahana, femme au foyer, Ghosiya Colony, Inde

« L'année dernière par exemple, je pouvais acheter quelques produits et il me restait un peu d'argent. Désormais, sur le marché, on achète un ou deux articles, et on n'a plus rien. »
Juliet Bagariko, infirmière, Accra, Ghana

Les goulets d'étranglement sur la chaîne d'approvisionnement causés par la pandémie et la guerre en Ukraine, le comportement des entreprises et le dérèglement climatique ont fait grimper les prix des denrées alimentaires et de l'énergie à des niveaux sans précédent. En 2022, les prix des denrées alimentaires devaient être 18 % plus élevés qu'en 2021, et ceux de l'énergie 59 % plus élevés⁸³. Cela porte un nouveau coup aux populations les plus pauvres du monde. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) estime que l'inflation galopante aurait fait basculer 71 millions de personnes dans la pauvreté entre mars et juin 2022⁸⁴.

Le monde est également confronté de longue date à une révoltante crise de la faim qui s'intensifie. Même avant la flambée des prix des denrées alimentaires en 2022, près de 3,1 milliards de personnes n'avaient pas les moyens d'avoir un régime alimentaire sain, et ce chiffre est en hausse⁸⁵. Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont plus touchées par la hausse du prix des denrées alimentaires, car elles consacrent environ deux tiers de leurs ressources à la nourriture⁸⁶. En outre, la hausse du prix des denrées alimentaires a frappé plusieurs pays à faible revenu plus durement que la moyenne mondiale. L'inflation du prix des denrées alimentaires en Éthiopie (44 %), en Somalie (15 %) et au Kenya (12 %) dépassant celle des pays du G7 (10 %) et la moyenne mondiale (9 %), selon une analyse d'Oxfam réalisée en juillet 2022⁸⁷. On estime qu'entre 702 et 828 millions de personnes souffriront de la faim en 2021, soit près d'un dixième de la population mondiale⁸⁸. Quelle que soit la région, la prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée chez les femmes que chez les hommes⁸⁹. En 2020, on estimait que près de 60 % des personnes souffrant de la faim étaient des femmes et des filles⁹⁰, et le fossé entre les femmes et les hommes n'a fait que de se creuser depuis⁹¹.

Suppressions d'emplois et baisses de salaire

Lorsque la crise économique frappe, les réductions de salaire et les pertes d'emploi touchent en premier lieu les citoyen·nes ordinaires. En 2020, la COVID-19 a donné lieu à des confinements et à un ralentissement économique mondial sans précédent. Cela a entraîné une baisse des heures de travail environ quatre fois plus importante que pendant la crise financière de 2008⁹², les femmes et les groupes racisés étant les plus durement touchés.

En Inde par exemple, au début de la pandémie, la hausse du taux de chômage a davantage touché les personnes appartenant aux castes et tribus plus défavorisées et les personnes musulmanes⁹³.

Au niveau mondial, les femmes ont perdu 64 millions d'emplois, ce qui représente un manque à gagner d'au moins 800 milliards de dollars⁹⁴ ; les jeunes femmes ont été deux fois plus nombreuses que les jeunes hommes à perdre leur emploi pendant la pandémie⁹⁵. La part des femmes dans l'économie informelle est beaucoup plus élevée que celle des hommes, notamment dans les pays du Sud, ce qui les expose davantage au licenciement⁹⁶.

La crise du coût de la vie ne peut qu'exacerber ces tendances. Pour un grand nombre de travailleurs et travailleuses, l'inflation galopante revient à une baisse de salaire en termes réels⁹⁷. Selon une analyse réalisée par Oxfam sur les données salariales dans 96 pays, les salaires d'au moins 1,7 milliard de travailleurs et travailleuses n'ont pas suivi le rythme de l'inflation en 2022. Cette baisse de salaire en termes réels devrait accroître les inégalités et la pauvreté⁹⁸. Une autre analyse d'Oxfam basée sur les données de l'OIT montre que les travailleurs et les travailleuses sont confronté·es à la perspective de voir leurs salaires amputés de 337 milliards de dollars en termes réels⁹⁹. Les femmes¹⁰⁰ et les groupes racisés devraient à nouveau être les plus durement touché·es. Au Royaume-Uni par exemple, des recherches montrent que les travailleurs et les travailleuses issu·es de minorités ethniques risquent davantage de connaître la pauvreté pendant la crise du coût de la vie, car on les retrouve davantage dans des emplois dont la rémunération est inférieure au salaire de subsistance réel¹⁰¹.

Bien que dans le monde entier, les économistes orthodoxes, adeptes du modèle néolibéral se soient empressé·es d'attribuer l'inflation à la hausse des salaires, l'Organisation internationale du travail (OIT) n'a trouvé aucun élément probant susceptible d'étayer la thèse de la spirale « salaires-prix »¹⁰². L'absence de telles preuves n'a toutefois pas empêché de nombreux responsables politiques et autres observateurs et observatrices de tenter de faire des syndicats et des personnes plaidant en faveur d'un accord salarial équitable des boucs émissaires¹⁰³.

Enfin, la croissance de l'économie informelle, en particulier pour les femmes, est désormais plus rapide que celle du secteur formel¹⁰⁴. Cela expose de plus en plus de travailleurs et de travailleuses à des bas salaires et à des conditions de travail précaires¹⁰⁵.

Une reprise inégale et une crise de la dette qui se profile

Pendant la pandémie, de nombreux pays à faible revenu n'ont pas été en mesure d'apporter un soutien fiscal, même aux populations les plus démunies. Les dépenses de relance par habitant·e dans les pays à revenu élevé étaient 579 fois plus élevées que dans les pays aux revenus les plus faibles¹⁰⁶, et moins de 20 % des 16 000 milliards de dollars de fonds de relance et de relèvement dégagés fin 2020 par les États ont été dépensés dans les « pays en développement »¹⁰⁷.

Ces contraintes budgétaires bien réelles se sont traduites par des décisions très préoccupantes en matière de dépenses publiques. Par exemple, pendant la pandémie, la moitié des pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure ont réduit la part de leur budget allouée aux soins de santé¹⁰⁸. Toutefois, comme souligné dans l'Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2022, certaines nations plus pauvres ont pris des mesures pour atténuer l'impact de la crise. Par exemple, le Togo et la Namibie ont accordé des subventions mensuelles en espèces aux travailleurs et aux travailleuses du secteur informel qui ont perdu leur emploi en raison des mesures de confinement¹⁰⁹, et le Népal a augmenté son budget de santé de plus de 50 % entre 2019 et 2021¹¹⁰.

Il convient également de noter que si les pays à revenu élevé ont rebondi en 2021, ce n'est pas le cas des pays plus pauvres. Cela est dû en grande partie aux inégalités concernant les vaccins contre la COVID-19, les taux de vaccination ayant été identifiés comme un facteur prédictif important de la reprise économique¹¹¹. Selon les prévisions, un cinquième des « pays en développement » auront un PIB par habitant·e plus faible en 2023 qu'en 2019¹¹². Nombre d'entre eux sont également dans une position de plus en plus vulnérable en raison de la spirale de l'endettement : la hausse des taux d'intérêt et l'appréciation du dollar américain font grimper le coût du service de la dette à des niveaux insoutenables. À l'heure actuelle, 25 % des économies « émergentes » et 60 % des pays à faible revenu sont en situation de surendettement ou sur le point de l'être¹¹³. L'aggravation des

crises rend les pays encore plus vulnérables, notamment aux chocs climatiques comme les inondations et les sécheresses qui ont à leur tour un coût économique énorme et peuvent rendre les dettes irrécouvrables.

Des coupes budgétaires pour le plus grand nombre plutôt qu'un impôt sur la fortune

Nous nous trouvons au bord d'une récession induite par les politiques publiques et causée par un mélange de politiques monétaires et fiscales¹¹⁴. Jamais il n'a été aussi urgent d'augmenter les dépenses publiques pour lutter contre la pauvreté, la faim, le dérèglement climatique et l'inflation, et d'investir dans une relance équitable pour tou·tes. Pourtant, trop d'États choisissent, ou sont contraints par les institutions financières internationales, de réduire les dépenses publiques et de mettre en œuvre d'autres mesures d'austérité plutôt que d'imposer davantage les plus riches.

Selon les calculs d'Oxfam, les trois quarts des États prévoient de réduire leurs dépenses au cours des cinq prochaines années, pour un total de 7 800 milliards de dollars¹¹⁵. Les femmes risquent d'être les plus touchées par les mesures d'austérité, que ce soit avec la réduction de la masse salariale dans le secteur public (employant majoritairement des femmes) ou du fait des coupes budgétaires dans la santé et la protection sociale, dont dépendent les femmes et leurs familles pour leur survie¹¹⁶. Par exemple, plus de 54 % des pays qui prévoient de réduire encore leur budget de protection sociale en 2023 dans le cadre de nouvelles mesures d'austérité n'offrent déjà qu'une aide minimale ou nulle à la maternité et à l'enfance¹¹⁷.

Tout cela n'est pas une fatalité. Les États pourraient au contraire choisir de mettre en œuvre une série d'impôts progressifs qui permettent à la fois de générer les recettes indispensables et de réduire les inégalités économiques extrêmes. Dans un esprit de solidarité, la fiscalité des plus riches avait été révisée à la hausse lors des précédentes crises, comme au moment de la Seconde Guerre mondiale. Ce scénario ne s'est hélas pas reproduit au plus fort de la pandémie. Oxfam a au contraire démontré que 95 % des pays n'ont pas augmenté, voire ont diminué, les impôts sur la fortune et les sociétés¹¹⁸. Une poignée de gouvernements courageux ont toutefois pris des mesures audacieuses pour augmenter l'imposition des plus riches. Le Costa Rica a augmenté de 10 points de pourcentage son taux supérieur d'impôt sur le revenu (qui est ainsi passé de 15 % à 25 %), et la Bolivie et l'Argentine ont instauré des impôts sur la fortune et des impôts de solidarité, respectivement, sur leurs citoyen·nes les plus riches¹¹⁹. Ces gouvernements progressistes ont malheureusement été l'exception pendant la pandémie, mais la crise du coût de la vie amène de nouveaux pays à reconsidérer l'imposition des plus riches (voir le chapitre suivant).

Voilà les types de mesures redistributives qui sont nécessaires pour limiter les richesses excessives, lutter contre la mainmise d'une petite minorité sur le pouvoir et augmenter les dépenses publiques afin de remédier aux conséquences dévastatrices des crises multiples pour le plus grand nombre. Le reste de ce rapport se concentre sur l'énorme potentiel que représente une augmentation de l'impôt sur les plus grandes fortunes dans la société.

Chapitre 2 : Taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités

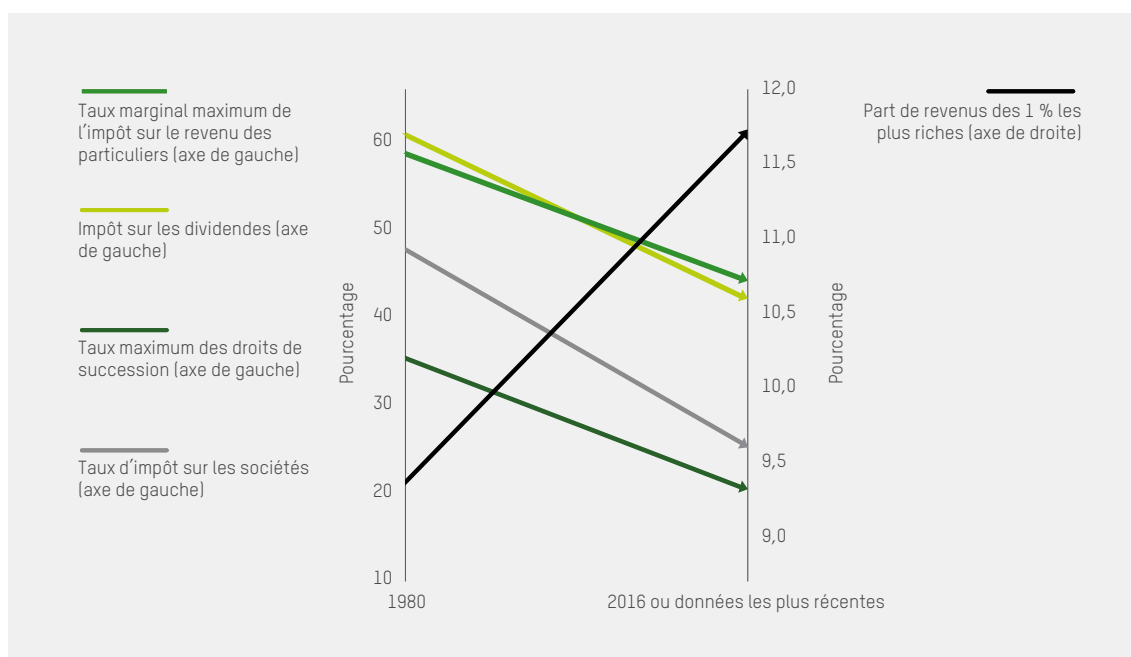
2.1 L'effondrement de l'impôt progressif

La politique fiscale est l'un des leviers les plus importants dont dispose un gouvernement pour réduire les inégalités économiques. Historiquement, l'impôt sur la fortune a contribué à créer des sociétés plus égalitaires et à empêcher l'apparition d'un trop grand fossé entre les nanti-es et les démun·es. Or, la progressivité des différents impôts a décliné dans les décennies qui ont précédé la pandémie. Les entreprises et les particuliers les plus fortunés ont été favorisés par des régimes à faible imposition, tandis que les impôts ont augmenté pour des milliards de citoyen·nes ordinaires.

Une voie royale avec une fiscalité allégée pour les riches...

Sur l'ensemble des impôts qui s'appliquent principalement aux plus riches, les taux sont en baisse depuis le début des années 1980. Parallèlement, la part des richesses allant aux 1 % les plus riches a fortement augmenté.

GRAPHIQUE 8 : DANS LES PAYS RICHES, LA BAISSÉ DES TAUX DE L'IMPÔT SUR LA FORTUNE A COÏNCIDÉ AVEC LA HAUSSE DE LA PART DES REVENUS ALLANT AUX 1 % LES PLUS RICHES



Source : calculs d'Oxfam basés sur les données du World Inequality Lab, du FMI, de l'OCDE et de Scheve et Stasavage (2016)¹²⁰.

Pendant plusieurs décennies, l'argument néolibéral postulait que ces réductions d'impôts pour les ultra-riches et les grandes entreprises auraient des retombées positives pour la société. Les responsables politiques et les dirigeant·es d'entreprise nous ont assuré que les riches contribueraient à créer des emplois et à stimuler l'investissement et l'innovation, ce qui était dans notre intérêt à tou·tes.

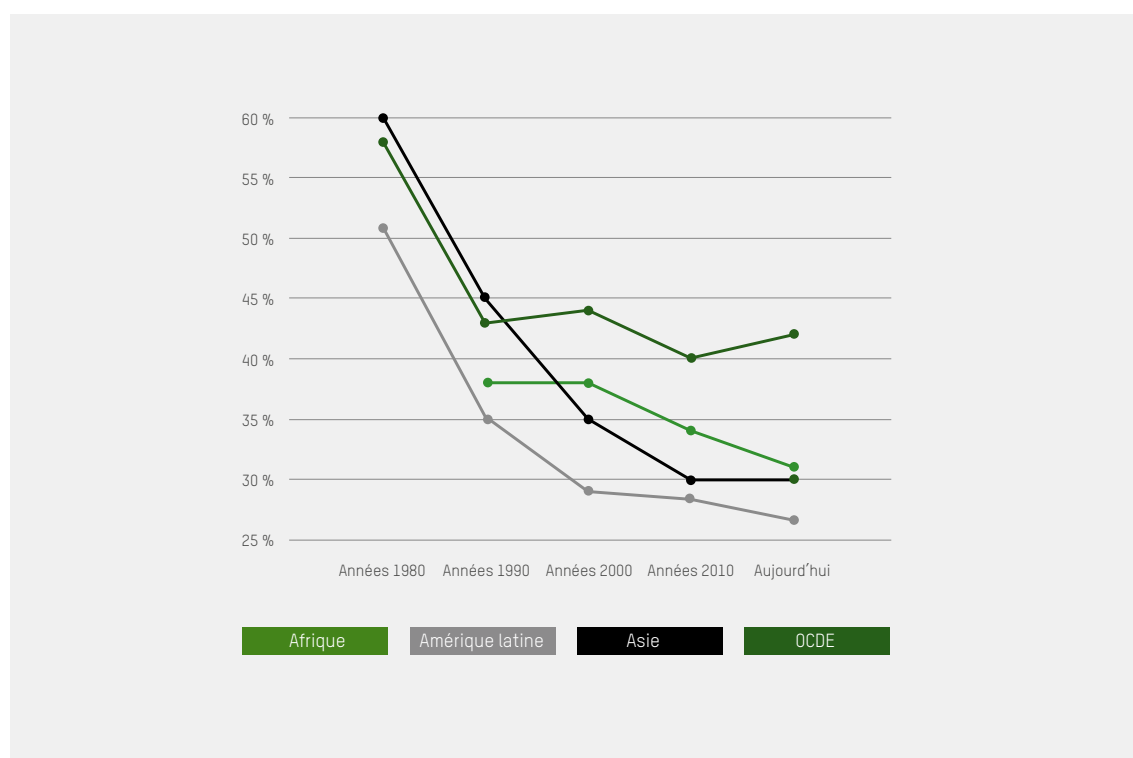
L'explosion des inégalités décrite au Chapitre 1 illustre de manière criante le caractère fallacieux de cette théorie. Au lieu d'utiliser les avantages découlant d'un faible taux d'imposition pour créer des emplois et investir, les grandes fortunes ont conservé encore plus de richesses pour elles-mêmes.

La promotion d'une faible imposition des personnes fortunées et des grandes entreprises n'a pas toujours été une priorité. Un impôt très élevé sur la fortune était même la norme après le milieu du siècle dernier. Aux États-Unis par exemple, le taux marginal supérieur de l'impôt fédéral sur le revenu était de 91 % entre 1951 et 1963, le taux supérieur en matière de droits de succession était de 77 % jusqu'en 1975, le taux de l'impôt sur les sociétés était en moyenne légèrement supérieur à 50 % pendant les années 1950 et 1960¹²¹. Pas plus tard qu'en 1980, le taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu des plus riches était de 70 % aux États-Unis (au niveau fédéral) et de 60 % au Royaume-Uni¹²².

Ces taux d'imposition élevés ont coïncidé avec certaines des années les plus prospères que nous ayons connues en matière de développement économique aux États-Unis et en Europe. Ils ont joué un rôle essentiel dans le financement de la réalisation de droits fondamentaux comme l'accès à l'éducation et aux soins de santé pour les citoyen·nes, tout en enrayant les inégalités.

Cependant, les taux d'imposition marginaux auxquels sont soumis·es les plus riches se sont depuis effondrés, non seulement dans les pays riches, mais aussi dans une grande partie du monde. En Afrique, le taux d'imposition marginal moyen sur les plus hauts revenus est passé de 38 % à 31 % au cours des 25 dernières années¹²³ ; en Amérique latine, il est passé de 51 % au début des années 1980 à moins de 27 % en 2015¹²⁴.

GRAPHIQUE 9 : TAUX MAXIMUM DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS POUR LES RICHES



Source : calculs d'Oxfam basés sur des données d'OECD.Stat, de la CESAP et de l'ODI¹²⁵.

En outre, l'impôt sur les grandes entreprises, qui sont principalement détenues par des familles et des particuliers fortunés, a connu une baisse similaire dans le monde entier¹²⁶.

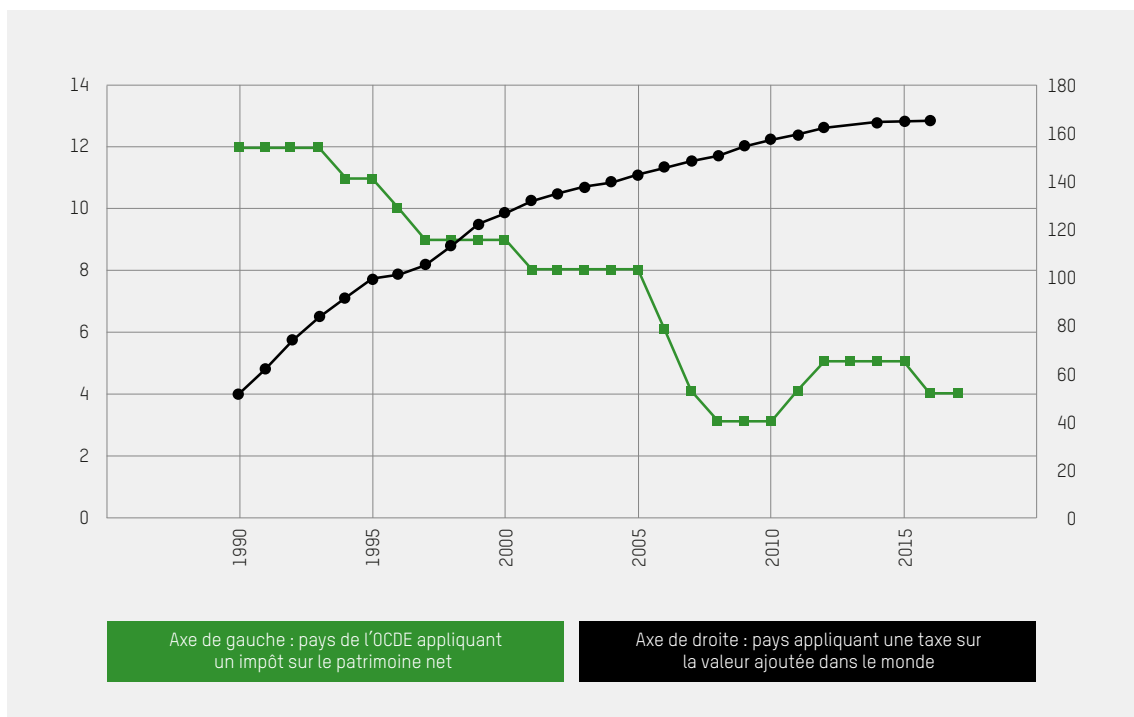
Les paradis fiscaux ont joué un rôle déterminant dans ce nivellement par le bas de la fiscalité. En proposant des taux d'imposition faibles, voire nuls, aux entreprises et aux grandes fortunes, ils ont incité d'autres pays à alléger leur fiscalité, siphonnant d'autant les recettes publiques (voir Encadré 4)¹²⁷.

... financée grâce à une augmentation des impôts pour les citoyen·nes ordinaires

Les États ont compensé la baisse des taux d'imposition pour les riches et les grandes entreprises en augmentant les impôts régressifs sur les biens et les services, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ces taxes pèsent de manière disproportionnée sur les personnes les plus pauvres, qui consacrent une part plus importante de leurs revenus à la consommation¹²⁸. Elles exacerbent également les inégalités de genre. Par exemple, une étude menée au Guatemala, au Honduras et au Salvador a révélé que les hausses de la TVA entraînaient une augmentation de la pauvreté dans les foyers dirigés par une femme¹²⁹.

Une étude récente de la Research School of International Taxation (RSIT) portant sur 142 pays a révélé que pour chaque réduction de 1 % des impôts sur les sociétés, les États ont augmenté les taxes sur la consommation de 0,35 %¹³⁰. L'Inde a récemment réduit son impôt sur les sociétés tout en introduisant un système d'imposition centralisé sur les biens et services qui a entraîné une augmentation des impôts indirects des ménages¹³¹. En moins de trois décennies (entre 1990 et 2017), le nombre de pays appliquant la TVA a triplé (de 50 à plus de 150), tandis que le nombre de pays appliquant un impôt sur le patrimoine net a été divisé par trois (de 12 à 4).

GRAPHIQUE 10 : HAUSSE DES TAUX DE TVA À L'ÉCHELLE MONDIALE ET BAISSSE DE L'IMPÔT SUR LE PATRIMOINE NET DANS LES PAYS DE L'OCDE 1990 À 2017, EN NOMBRE DE PAYS

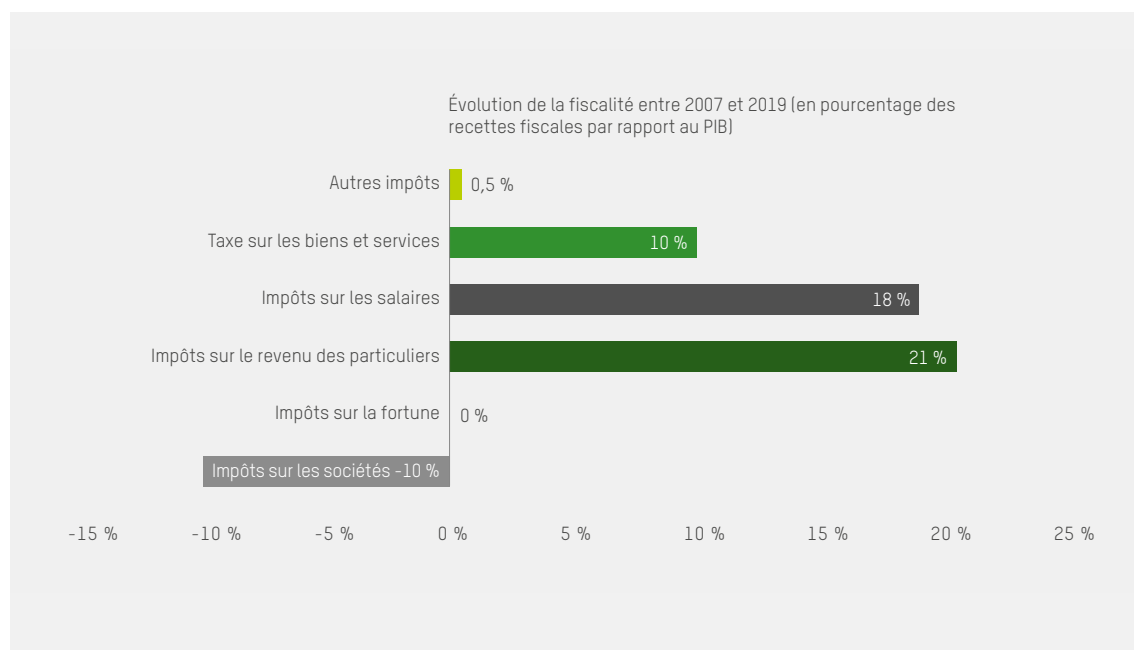
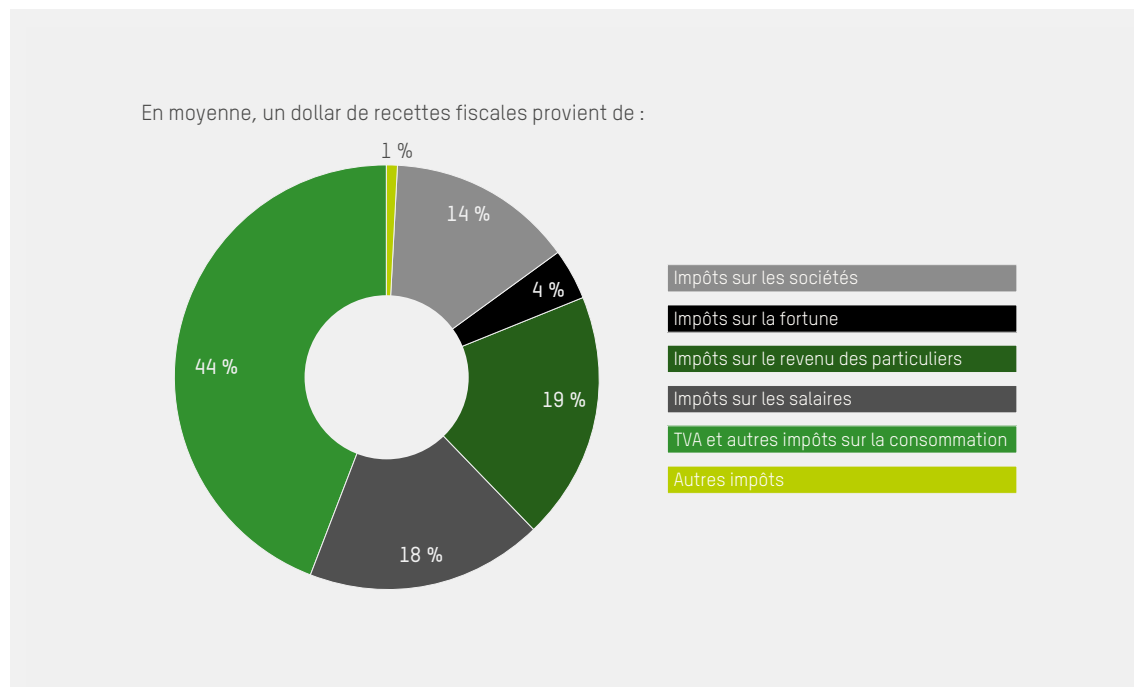


Source : calculs d'Oxfam basés sur les données de la Banque mondiale et de l'OCDE¹³².

L'introduction de taxes sur la consommation exacerbant les inégalités a été particulièrement notable dans les pays les plus pauvres, où le FMI a joué un rôle important dans la promotion de ces taxes comme outil central pour lever des recettes¹³³.

À l'heure actuelle, les impôts prélevés sur les citoyen·nes (sur le revenu, les salaires ou la consommation) représentent plus de 80 % des recettes fiscales totales, contre 14 % pour l'impôt sur les sociétés et 4 % pour les impôts sur le patrimoine des plus riches.

GRAPHIQUES 11 ET 12 : RÉPARTITION DES RECETTES FISCALES PAR TYPE DE TAXE



La fiscalité a un rôle central à jouer dans la réduction des inégalités en veillant à ce que les plus riches paient leur juste part¹³⁵. Pourtant, les choix de politique fiscale ont progressivement exacerbé les inégalités au cours des dernières décennies en faisant peser la responsabilité fiscale sur les personnes qui n'ont pas les moyens de payer, plutôt que sur celles et ceux qui en ont les moyens.

UN PREMIER RÉGIME FISCAL POUR LES RICHES, UN SECOND POUR LES AUTRES



Christine est commerçante et chargée de mobilisation communautaire dans le nord de l'Ouganda. Photo : Oxfam en Ouganda.

Aber Christine vend de la farine de millet, du riz et du soja pour faire du porridge sur son étal de marché dans le nord de l'Ouganda. Les bons mois, elle réalise un bénéfice d'environ 300 000 shillings ougandais (USh), soit environ 80 dollars. Elle n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu, mais paie aux autorités locales son droit d'accès au marché, soit 4 000 USh par jour. Autrement dit, elle est imposée à hauteur d'environ 40 % de ses bénéfices.

Aber Christine est agente de mobilisation communautaire pour le projet Fiscal Justice for Women and Girls d'Oxfam, par le biais duquel elle s'investit pour que les budgets locaux et les politiques fiscales s'attaquent aux inégalités de genre profondément ancrées auxquelles les femmes et les filles sont confrontées¹³⁶.



Elon Musk lors de la cérémonie de remise de prix Axel Springer Award à Berlin, en Allemagne, en décembre 2020. Photo : Britta Pedersen/dpa-Zentralbild/dpa-pool/dpa/Alamy Live News.

Elon Musk est l'un des hommes les plus riches du monde. En 2022, il a passé des vacances en Grèce sur un yacht dont la location pour une seule journée aurait coûté à Aber Christine plus de 12 ans de travail¹³⁷. Selon les calculs de l'organisation médiatique américaine ProPublica, malgré ses gains importants, son « taux d'imposition réel » n'était que de 3,27 % pour la période 2014-2018¹³⁸.

Si Elon Musk a pu payer si peu d'impôts, c'est notamment parce que la majeure partie de sa fortune est liée aux actions de son entreprise. L'augmentation de la valeur d'une action est considérée comme une « plus-value non réalisée » (ou latente) qui n'est pas imposée tant que l'action n'est pas vendue (voir Section 3.2.1). Or, les actions peuvent être utilisées comme garantie pour des prêts, comme dans le cas de l'achat par Elon Musk de la plateforme de réseau social Twitter pour un montant de 44 milliards de dollars¹³⁹.

2.2 Comment les riches échappent à l'impôt - ou comment devenir milliardaire !



Dès que vous rejoignez le cercle fermé des très grandes fortunes, vous disposez d'un incroyable panel d'outils pour échapper à l'impôt et pour vous aider, vous et votre famille, à devenir encore plus riches ! Voici quelques conseils pour vous aider, vous et les vôtres, à devenir milliardaires.

Envisagez la stratégie « acheter, emprunter, mourir » pour échapper à l'impôt sur le revenu

En premier lieu, **achetez** un actif comme une entreprise. Mais au lieu de percevoir un salaire de cette entreprise, qui serait alors imposable, **empruntez** de l'argent à une banque ou à un autre tiers prêteur en contrepartie de cet actif. En effet, les prêts sont non imposables ! De plus, il est facile pour vous d'accéder au crédit, car vous êtes déjà très riche.

Veillez toutefois à ne vendre aucun de vos biens. Cela générerait des plus-values qui seraient probablement imposées. Au lieu de cela, profitez du fait que la plupart des pays n'imposent pas les plus-values non réalisées. Votre bien peut donc prendre de la valeur, et cette valeur supplémentaire vous appartient et

échappe à l'impôt tant que vous ne le vendez pas. Autrement dit, Jeff Bezos empoche des milliards de dollars si le cours de l'action Amazon double. Mais comme ces gains ne sont pas considérés comme des revenus au sens juridique du terme, aucun impôt n'est exigible tant que M. Bezos ne vend pas d'actions.

Après une vie heureuse passée à vous détendre sur votre superyacht, vous devriez pouvoir transmettre la totalité ou la majeure partie de votre patrimoine à vos héritiers et héritières à votre décès en échappant à l'impôt, car deux tiers des pays du monde n'appliquent pas de droits de succession sur l'argent que vous léguerez à vos enfants¹⁴⁰, et les nations restantes ne les imposent que faiblement. Vous pouvez ainsi constituer un patrimoine familial sur plusieurs générations et permettre à vos héritiers et héritières d'échapper à l'impôt de la même manière que vous.

Où envisagez d'autres stratégies plus agressives

Vous pourriez tout d'abord dissimuler vos revenus et votre patrimoine dans des paradis fiscaux (voir Encadré 4).

Vous pourriez ensuite faire pression pour obtenir des exonérations fiscales qui vous profiteront. Votre fortune devrait vous permettre d'approcher facilement les cercles du pouvoir. Sinon, vous pouvez recourir aux services de lobbyistes professionnels pour vous aider¹⁴¹.

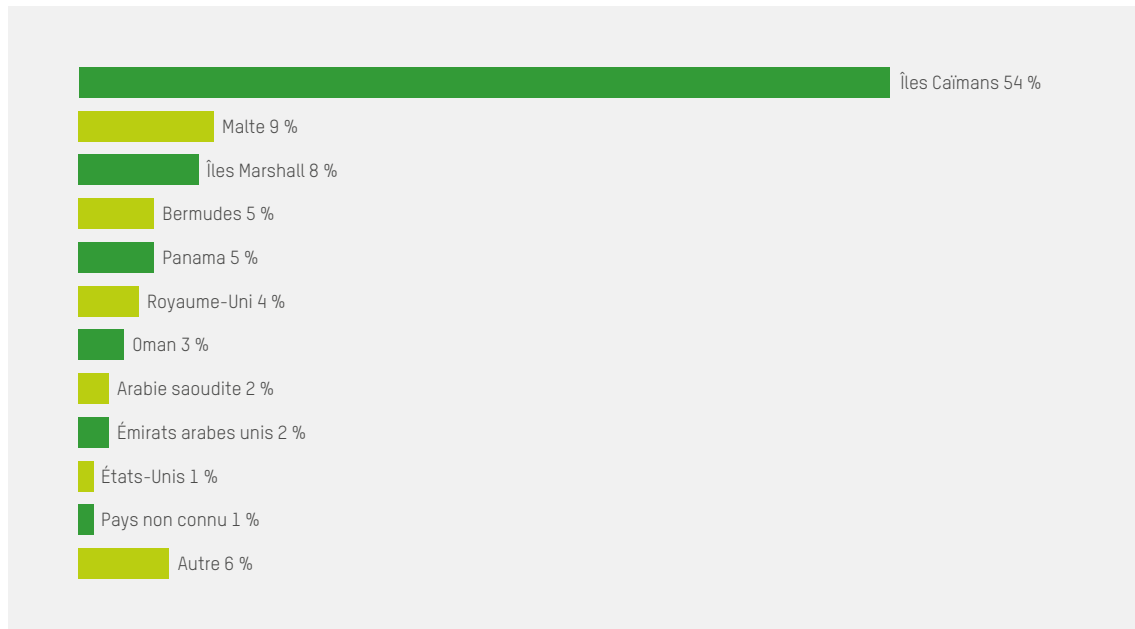
Enfin, dans certains contextes, vous pourriez vous en tirer en ignorant tout simplement vos obligations fiscales ! Cela fonctionne bien si vous avez du pouvoir politique et de bonnes relations, ou si les autorités fiscales sont privées de ressources financières et humaines et ne peuvent pas appliquer correctement les règles fiscales. Une étude sur les particuliers fortunés en Ouganda a révélé que seulement 5 % des directeurs et directrices des grandes entreprises imposables avaient payé leur impôt sur le revenu des personnes physiques. Dans la même veine, moins d'un tiers des 60 plus grand-es avocat-es avaient rempli leurs obligations fiscales¹⁴². La chance peut également vous sourire dans les pays les plus riches. Entre 2008 et 2018, les pays européens ont supprimé quelque 100 000 emplois dans leurs administrations fiscales. Aux États-Unis, les pénuries de personnel et le financement insuffisant de l'administration fiscale ont été les principales raisons de la baisse du taux de contrôle pour les Américain-es les plus riches. Ce taux est passé de plus de 16 % en 2010 à 2 % en 2019 pour celles et ceux qui gagnent plus de 5 millions de dollars¹⁴³.

Encadré 4 : Paradis fiscaux : un échappatoire fiscal pour les riches

On estime que 8 % du patrimoine financier des ménages dans le monde, soit 10 % du PIB mondial, est détenu dans des paradis fiscaux¹⁴⁴. Des révélations comme les Pandora Papers et les Panama Papers ont mis au jour ce monde offshore qui permet aux personnes les plus riches de se soustraire à leurs obligations fiscales¹⁴⁵. Une équipe de recherche a révélé que les paradis fiscaux sont presque exclusivement utilisés par les 0,01 % les plus riches du monde, qui échappent ainsi à environ un quart de leurs obligations fiscales¹⁴⁶. Les Pandora Papers ont par exemple révélé comment l'élite mondiale évite désormais les paradis fiscaux qui font office de « usual suspects » (comme le Luxembourg, les îles Vierges britanniques ou le Panama¹⁴⁷) et se tourne de plus en plus vers des territoires offrant les mêmes avantages mais considérés comme plus neutres comme le Dakota du Sud, le Nevada, le Delaware ou même l'Alaska aux États-Unis¹⁴⁸.

Et ce n'est pas seulement de l'argent qui est amassé dans les paradis fiscaux. Les personnes fortunées y affluent également pour dissimuler des biens comme des maisons, des yachts et des œuvres d'art. Par exemple, une récente fuite des registres immobiliers à Dubaï, un autre paradis fiscal, a montré que 5 555 Jordanien-es fortuné-es y possèdent plus de 13 000 propriétés d'une valeur totale de plus de 5 milliards de dollars, soit plus de quatre fois le budget annuel du gouvernement jordanien consacré à l'éducation¹⁴⁹.

De même, la plupart des superyachts sont immatriculés dans des paradis fiscaux : plus le yacht est grand, plus il est susceptible d'être immatriculé dans un paradis fiscal¹⁵⁰. C'est un terrain de jeu réservé aux très grandes fortunes.

GRAPHIQUE 13 : PAYS D'IMMATRICULATION DES PLUS GROS SUPERYACHTS

Source : calculs d'Oxfam basés sur des informations provenant de <https://www.vesselfinder.com/>¹⁵¹

2.3 Arguments en faveur d'une hausse de l'impôt pour les riches

Il y a deux raisons principales pour lesquelles, dans toute société, taxer les riches davantage que les pauvres réduit les inégalités, et pour lesquelles les taux d'imposition devraient augmenter fortement avec les niveaux de revenu et de richesse. La fiscalité peut à la fois réduire directement les inégalités et générer des recettes que les gouvernements peuvent consacrer à des politiques de réduction des inégalités.

Premièrement, le régime fiscal lui-même peut jouer un rôle clé dans la réduction directe des inégalités, ce qui est d'une importance capitale compte tenu de l'ampleur du fossé entre les riches et les autres. Des impôts progressifs peuvent déconcentrer la richesse en amont, provoquer un meilleur partage avec un impact fort sur la réduction de la pauvreté tout en réduisant les inégalités. En réduisant la part de toutes les nouvelles richesses qui s'accumulent en haut de l'échelle et en répartissant ces richesses de manière plus homogène, on accélère la réduction de la pauvreté. C'est pourquoi la Banque mondiale a déclaré que les objectifs de lutte contre la pauvreté ne seront pas atteints sans une action concertée pour réduire les inégalités¹⁵².

Une fiscalité progressive réduit les revenus et les fortunes des plus riches, ainsi que le nombre d'ultra-riches dans nos sociétés, ce qui empêche les inégalités économiques extrêmes et présente de nombreux avantages pour la majorité. Les pays scandinaves ont réussi à maintenir les inégalités à un faible niveau en grande partie grâce à une fiscalité progressive établie de longue date¹⁵³. Des taux d'imposition très élevés sur les très hauts revenus peuvent également contribuer à lutter contre les rémunérations excessives et à resserrer les écarts de rémunération. Tel était par exemple l'objectif explicite de l'impôt sur les très hauts revenus instauré aux États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

L'impôt progressif s'attaque également aux inégalités de pouvoir sous-jacentes. Par exemple, un impôt sur les bénéfices exceptionnels des entreprises peut réduire l'inflation en limitant la puissance monopolistique des entreprises, notamment leur pouvoir de fixer les prix (voir Encadré 3 dans le Chapitre 1). Un impôt élevé sur les versements de dividendes peut dissuader les entreprises de remplir les poches déjà pleines des actionnaires¹⁵⁴, comme on l'a vu dans les secteurs de l'alimentation et de l'énergie, et les encourager plutôt à investir dans de meilleures conditions de travail et dans la transition écologique. Les droits de succession jouent un rôle essentiel en empêchant l'émergence d'une aristocratie d'héritiers, en uniformisant les règles du jeu et en assurant l'égalité des chances pour chaque génération. Un impôt sur la fortune contribue à

déconcentrer une économie et à lutter contre la prévalence du pouvoir monopolistique, ce qui réduit encore les inégalités économiques. Lorsqu'elles sont bien conçues et mises en œuvre efficacement, les taxes foncières empêchent la concentration des terres entre un petit nombre de personnes. Souvent héritées du colonialisme, les inégalités en matière de propriété foncière sont un facteur clé à l'origine des fortes inégalités dans les pays à faible revenu¹⁵⁵. En réduisant la concentration des richesses, la fiscalité peut également limiter l'influence des ultra-riches et des grandes entreprises sur la politique, l'économie et les médias, et réduire les pratiques corrompues comme le clientélisme qui creusent les inégalités¹⁵⁶.

Taxer les riches a en outre un effet bénéfique sur les inégalités sociales dévastatrices. Les personnes les plus fortunées dans la société sont toujours majoritairement des hommes : sur les 1 000 milliardaires en haut de l'échelle, on ne compte que 124 femmes¹⁵⁷. Très peu de personnes racisées font partie des ultra-riches. Seulement cinq des 1 000 milliardaires en haut de l'échelle sont des personnes noires¹⁵⁸ ; aux États-Unis, 89,2 % des actions sont détenues par des familles blanches, contre seulement 1,1 % par des familles noires¹⁵⁹. Lorsque les riches bénéficient de taux d'imposition ridiculement bas sur la fortune, les héritages, les plus-values et les revenus des sociétés, cela constitue une redistribution non seulement des pauvres vers les riches, mais aussi des femmes vers les hommes et des personnes racisées vers les personnes blanches (voir Encadré 5).

L'imposition des riches a également un impact positif sur les inégalités mondiales et sur le fossé entre les pays à faible revenu et les pays à revenu élevé. Malgré la forte augmentation du nombre de milliardaires en Asie de l'Est, notamment au cours des dernières décennies, la majorité des milliardaires vivent toujours dans les pays du Nord, en Amérique du Nord ou en Europe¹⁶⁰. La richesse de ces nations, en particulier en Europe, peut être attribuée en partie à l'esclavage, au colonialisme et au temps des empires¹⁶¹. La répartition actuelle des riches dans le monde reflète directement la nature néocoloniale de l'économie mondiale¹⁶².



Des personnes manifestent et appellent à taxer les riches et à destituer le gouverneur Andrew Cuomo qui est accusé de comportement sexuel inapproprié et d'avoir caché des décès liés à la COVID-19 dans des maisons de retraite. 20 mars 2021, New York.
Photo : Alexi Rosenfeld/Shutterstock.

Encadré 5 : Comment la politique fiscale peut-elle alimenter le sexisme et le racisme ?

Une imposition minimale ou nulle sur le revenu et la fortune renforce des siècles d'oppression et de discrimination à l'égard des femmes et des groupes racisés. L'abandon de l'impôt sur la fortune au profit d'une taxe à taux unique comme la TVA, qui pèse de manière disproportionnée sur les personnes les plus pauvres (le plus souvent les femmes et les groupes racisés) aggrave encore les inégalités raciales et de genre. En outre, les plus riches payant moins d'impôts, les recettes fiscales diminuent, ce qui contraint les États à réduire leurs dépenses. Cela prive les services publics de financement, et ces coupes touchent de manière disproportionnée les pauvres, les femmes et les groupes racisés.

Les femmes et les groupes racisés sont également exclus des processus d'élaboration des politiques fiscales et des institutions qui supervisent les systèmes fiscaux. Par exemple, 73 % des postes de direction dans l'administration fiscale de 35 pays africains étaient occupés par des hommes en 2020¹⁶³, et le Conseil d'administration de l'institution chargée de l'impôt sur le revenu en Inde n'a pas compté un seul membre dalit¹⁶⁴ ou tribal au cours des 30 dernières années¹⁶⁵.

Partout dans le monde, la société civile et le mouvement pour une fiscalité plus juste exigent que les régimes fiscaux ne se contentent pas de lutter contre les inégalités économiques, mais s'attaquent également aux inégalités de genre et aux discriminations raciales¹⁶⁶. Des économistes féministes s'élèvent contre les cadres fiscaux actuels, qui sont intrinsèquement insensibles au genre. La fiscalité a toujours été une question féministe, et elle l'est de plus en plus. Les femmes supportent une charge plus lourde dans le système économique et social néolibéral et patriarcal actuel¹⁶⁷. Le système fiscal actuel tend à désavantager les femmes, car elles gagnent moins, effectuent davantage de travaux de soins non rémunérés et consacrent une plus grande part de leurs revenus à la consommation et aux soins¹⁶⁸. Les réformes fiscales suivant une perspective féministe permettent aux responsables politiques de placer les besoins des femmes, des filles et des personnes non-cisgenre au cœur de l'élaboration des politiques, en répondant à leurs besoins par le biais de services sensibles au genre disponibles et accessibles au public, et en corrigeant des millénaires de mesures oppressives¹⁶⁹.

Le FMI, longtemps critiqué pour avoir ignoré les femmes dans ses conseils fiscaux aux pays à faible revenu¹⁷⁰, a reconnu dans un récent rapport que l'approche par le genre fournit un argument supplémentaire en faveur d'une augmentation de l'impôt sur les plus-values, étant donné qu'une réduction de cet impôt profite de manière disproportionnée aux hommes¹⁷¹.

En Australie, la société civile conteste les réductions d'impôts pour les riches en soulignant qu'elles profiteront principalement aux hommes¹⁷². De même, en matière de justice raciale, l'impôt sur la fortune est évoqué comme un outil permettant de remédier à l'héritage de l'apartheid en Afrique du Sud¹⁷³.

Et deuxièmement, taxer les riches génère des recettes que les gouvernements pourront consacrer à des politiques visant à réduire les inégalités et à bâtir des sociétés plus égalitaires et durables. Dans le contexte actuel de crise du coût de la vie, des impôts perçus auprès des plus riches et des grandes entreprises les plus rentables pourraient soutenir les nombreuses personnes touchées par la flambée des prix sans nuire à la reprise économique. Cela permettrait d'éviter les mesures d'austérité qui pèsent sur la majorité de la société, notamment les personnes les plus pauvres, et accroissent les inégalités. Un impôt sur les plus riches permettrait également de générer des recettes pour aider les gouvernements des pays riches à respecter leurs engagements en matière d'aide et de financement du climat, et à fournir des investissements supplémentaires indispensables pour lutter contre la pauvreté, les inégalités, le dérèglement climatique et les crises humanitaires. Ces recettes pourraient par exemple contribuer à la lutte contre la crise alimentaire en Afrique de l'Est, où la famine menace les régions les plus touchées.

Il est plus que jamais nécessaire d'augmenter les dépenses publiques dans les secteurs qui réduisent les inégalités comme les soins de santé, l'éducation et la sécurité alimentaire, et de financer une transition équitable vers un monde sobre en carbone. Les États ayant contracté d'énormes dettes et fait tourner la planche à billets à hauteur de plusieurs milliers de milliards de dollars, dont une grande partie a fini dans les poches des plus riches, les arguments pour récupérer cet argent public par le biais d'une progressivité de l'impôt ne manquent pas. Cet argent pourrait être utilisé à bon escient pour bâtir un monde plus équitable.

Pour cela, nous avons besoin de transparence et de participation citoyenne dans la manière dont les ressources sont dépensées (voir Encadré 6).

Au-delà de la réduction des inégalités, il existe également de solides arguments en faveur d'une augmentation des impôts sur les riches afin de contribuer à la lutte contre la crise climatique. En 2020, Oxfam et le Stockholm Environment Institute ont démontré que les 1 % les plus riches généraient plus d'émissions que la moitié la plus pauvre de l'humanité, et que leur part des émissions mondiales augmentait rapidement¹⁷⁴. En 2022, Oxfam a publié une nouvelle étude montrant qu'un-e milliardaire émet un million de fois plus de carbone qu'un-e citoyen-ne ordinaire¹⁷⁵. Cela est dû en grande partie aux émissions liées à leurs participations dans certaines des plus grandes entreprises : les milliardaires sont en effet deux fois plus susceptibles qu'un investisseur ou une investisseuse moyen-ne d'investir dans des industries polluantes, comme les combustibles fossiles ou le ciment¹⁷⁶. Leur mode de vie extravagant et leurs investissements dans une économie dominée par les combustibles fossiles font courir à l'humanité le risque d'une catastrophe climatique, laissant des milliards de citoyen·nes ordinaires, qui sont les moins responsables du dérèglement climatique, en subir les pires conséquences. Taxer les plus riches pourrait réduire leur empreinte carbone et atténuer leur pouvoir et leur influence sur notre économie basée sur les combustibles fossiles. Un impôt général sur le patrimoine net et les autres impôts perçus auprès des riches constituent une fiscalité verte en faisant baisser de fait l'énorme consommation de carbone des plus riches. En outre, comme le suggèrent d'éminent-es économistes, des taux d'imposition nettement plus élevés sur les investissements dans les industries polluantes pourraient dissuader les milliardaires et d'autres personnes d'y investir¹⁷⁷.

Encadré 6 : Transparence et participation des citoyen·nes concernant l'utilisation des ressources publiques

Nous avons besoin de gouvernements et d'institutions dignes de confiance et responsables pour veiller à ce que les recettes fiscales soient utilisées dans l'intérêt public. Les institutions corrompues sont en effet plus vulnérables à l'influence indue des individus les plus riches ; elles ne sont pas performantes en matière de recouvrement des impôts et ont tendance à dépenser moins en services sociaux¹⁷⁸. La transparence et la participation des citoyen·nes contribuent à promouvoir la redevabilité des institutions publiques, à prévenir la corruption et la capture politique dans la collecte et l'utilisation des fonds publics, et à accroître la confiance du public dans les gouvernements. Selon une enquête de l'International Budget Partnership, seuls 31 % des pays fournissent des informations suffisamment détaillées pour que les citoyen·nes et la société civile puissent comprendre comment le budget s'attaque à la pauvreté ; seuls 14 % des gouvernements présentent leurs dépenses ventilées par genre ; et seuls huit pays (sur 120) disposent de canaux formels pour faire participer les communautés mal desservies aux processus budgétaires¹⁷⁹. Toutefois, la même enquête révèle des améliorations significatives en termes de transparence et montre que les réformes dans certains pays (comme la République dominicaine, le Bénin, le Nigeria et la Gambie) sont la preuve que la volonté politique ouvre des possibles. Certains exemples recueillis par Oxfam illustrent le succès des initiatives pour l'implication des citoyen·nes sur les questions de fiscalité et de fonds publics. Au Pérou, une campagne publique a révélé comment les ressources publiques pourraient être mieux utilisées si elles étaient consacrées aux médicaments et aux traitements contre le cancer pour les femmes plutôt qu'à des avantages fiscaux pour les entreprises pharmaceutiques¹⁸⁰. En Ouganda, des acteurs de la société civile ont réussi à obtenir de la Banque mondiale et du FMI qu'ils renouvellent leur engagement à travailler avec la société civile locale pour promouvoir des systèmes fiscaux équitables et à soutenir l'implication de la société civile et des citoyen·nes dans les processus de budget, de transparence fiscale et de redevabilité¹⁸¹.

2.4 Un soutien croissant en faveur de l'imposition des riches

Les citoyen·nes en faveur de l'imposition des riches

Les sondages d'opinion sont unanimes : la majorité des personnes interrogées sont favorables à une augmentation de la fiscalité des plus riches et ce, dans de nombreux pays¹⁸². Aux États-Unis, pour la première fois au cours de la dernière décennie, la majorité des citoyen·nes ont déclaré considérer que le gouvernement devrait redistribuer les richesses en imposant lourdement les riches¹⁸³. 80 % des Indien·nes seraient favorables à une hausse de l'impôt pour les riches¹⁸⁴, et 85 % des Brésilien·nes seraient favorables à une hausse des impôts sur les grandes fortunes pour financer les services essentiels¹⁸⁵. En Afrique, 69 % des personnes interrogées dans 34 pays s'accordent à dire qu'il est juste de taxer les riches à un taux plus élevé que les citoyen·nes ordinaires afin de financer les programmes gouvernementaux en faveur des pauvres¹⁸⁶.

Certain·es des ultra-riches demandent même désormais aux gouvernements de les taxer : en janvier 2022, plus de 100 millionnaires ont signé une lettre réclamant une augmentation des impôts¹⁸⁷.

Les tentatives d'imposer des taxes régressives aux citoyen·nes ordinaires, plutôt que de taxer les riches et les grandes entreprises, ont également rencontré une forte résistance des citoyen·nes. Au cours des cinq dernières années, plusieurs gouvernements à travers le monde ont dû faire face aux protestations de mouvements sociaux de masse nés de l'opposition à une fiscalité régressive. Au Liban, les gens sont descendus dans la rue pour dénoncer une nouvelle taxe sur les services de messagerie, surnommée « taxe WhatsApp »¹⁸⁸. En France, le mouvement des « gilets jaunes » est apparu en réaction à des augmentations injustes des taxes sur le carburant¹⁸⁹. Des soulèvements similaires ont eu lieu en Équateur¹⁹⁰ et au Kazakhstan¹⁹¹ après l'annonce de la réduction des subventions sur le carburant destinées aux personnes les plus pauvres. Ce soutien écrasant de l'opinion publique en faveur de l'imposition des plus riches, ainsi que l'opposition croissante aux politiques fiscales régressives, devraient constituer un signal d'alarme pour les gouvernements du monde entier. L'heure du changement a sonné.

La fin de l'économie de ruissellement ?

Les preuves que l'establishment économique lui-même est en train de changer sont peut-être encore plus convaincantes.

Bien que de nombreux gouvernements aient continué à réduire les impôts des riches et des entreprises dans l'espoir de stimuler de nouveaux investissements en faisant fi des preuves solides de l'inefficacité de l'économie de ruissellement¹⁹², il semble que le vent soit en train de tourner. Des personnes traditionnellement opposées à l'imposition des plus riches changent de position, et de nombreux gouvernements adoptent des mesures visant à taxer les plus riches. Même les recherches du FMI ont montré que si la part des revenus des 20 % en haut de l'échelle (les riches) augmente, la croissance du PIB diminue en fait à moyen terme, ce qui suggère que les avantages ne ruissellent pas¹⁹³.

En octobre 2022, le gouvernement britannique de l'époque a été contraint de revenir sur ses promesses de réduire les impôts des riches, suite à l'effondrement des marchés financiers en réaction à cette annonce. Ces annonces avaient suscité de nombreuses critiques, le FMI avertissant que les réductions d'impôts promises étaient susceptibles d'accroître les inégalités et n'étaient pas recommandées¹⁹⁴. La Banque d'Angleterre a également été contrainte d'intervenir d'urgence pour un montant de 65 milliards de livres sterling afin d'éviter tout risque matériel pour la stabilité financière du Royaume-Uni¹⁹⁵. Enfin, le ministre des Finances et la Première ministre qui avaient promis les réductions d'impôts ont dû démissionner¹⁹⁶.

Ce n'est pas le seul indice du revirement des institutions internationales sur la question de la taxation des riches. Adoptant une position similaire à celle du FMI, le chef économiste de la Banque centrale européenne s'est récemment déclaré favorable à une augmentation des impôts sur les sociétés et les riches pour soutenir les personnes les plus durement touchées par la crise énergétique¹⁹⁷. Des recherches menées par la Banque mondiale ont montré qu'une réduction de 1 % par an de l'indice de Gini de chaque pays a davantage d'impact sur la pauvreté mondiale que l'augmentation de la croissance annuelle de chaque pays d'un point de pourcentage au-dessus des prévisions. Cela pourrait signifier que taxer les riches est un moyen plus efficace de réduire la pauvreté que de stimuler la croissance¹⁹⁸.

Au Sri Lanka, alors qu’une série d’allègements fiscaux non financés pour les plus riches avait contribué à mettre le pays en défaut de paiement en 2022, le FMI a encouragé le gouvernement à augmenter au contraire les impôts des plus riches¹⁹⁹. Le Sri Lanka va désormais rejoindre les rangs des pays qui s’apprêtent à taxer la fortune des plus riches, à l’image de l’Argentine²⁰⁰, de la Bolivie²⁰¹ et de l’Espagne²⁰².

Au Chili, le gouvernement envisage une réforme fiscale visant à introduire un impôt sur le patrimoine net des plus grandes fortunes, une hausse de l’impôt sur les hauts revenus (du travail et du capital) jusqu’à 43 % et une augmentation des taxes sur le secteur minier²⁰³. En Colombie, les réformes gouvernementales ont introduit un nouvel impôt sur le patrimoine net pouvant atteindre 1,5 %, augmenté les impôts sur les revenus du capital (jusqu’à 15 % pour les Colombien·nes et 20 % pour les étrangers et étrangères) et sur les sociétés numériques étrangères, et instauré des impôts sur les bénéfices exceptionnels dans le secteur de l’énergie, compris entre 5 et 15 %²⁰⁴. Ces deux pays montrent aux gouvernements du monde entier qu’il est possible de taxer la richesse. Leur leadership politique pourrait faire bouler de neige et engendrer un nouveau pacte fiscal qui s’attaque aux inégalités extrêmes et investit dans la construction de sociétés plus justes.

D’autres pays envisagent déjà d’introduire des impôts sur la fortune. Au Kenya, le nouveau président William Ruto a relancé l’idée d’un impôt sur la fortune pour redresser le budget²⁰⁵. Des discussions similaires ont lieu au Canada²⁰⁶, en Chine²⁰⁷, aux Pays-Bas²⁰⁸ et en Malaisie²⁰⁹.

Encadré 7 : Les magnats milliardaires des médias protègent les intérêts des ultra-riches

Pourquoi une politique de bon sens comme l’imposition des riches ne figure-t-elle pas en tête de l’agenda politique malgré le large soutien populaire dont elle bénéficie ? Sans surprise, les ultra-riches ne sont pas toutes favorables à une augmentation des impôts, et ont l’influence nécessaire pour protéger leurs propres intérêts. Les grandes fortunes recourent pour cela à des pressions informelles directes sur les dirigeant·es politiques, font du lobbying et des dons aux formations politiques²¹⁰, mais exercent aussi une influence indirecte en contrôlant et en détenant les médias.

En France, 11 milliardaires possèdent des organes de presse représentant plus de 80 % des tirages quotidiens, 57 % des parts de marché de la télévision et 47 % des parts de marché de la radio²¹¹. Aux États-Unis, une poignée de milliardaires (dont Jeff Bezos, Michael Bloomberg et Rupert Murdoch) contrôlent une grande partie de l’industrie de l’information au niveau national²¹². Une part importante des médias mexicains appartient à l’homme le plus riche du pays, Carlos Slim²¹³. Jusqu’à sa mort en 2022, l’ancien président du Kenya, Daniel Arap Moi, considéré comme l’un des hommes les plus riches du pays²¹⁴, possédait plusieurs journaux à grande diffusion, dont le Standard²¹⁵. En Inde, 72 chaînes de télévision totalisant une audience de plus de 800 millions de personnes sont détenues par un seul milliardaire : Mukesh Ambani²¹⁶.

La concentration de la propriété des médias entre les mains de quelques ultra-riches et l’influence que cela leur confère sur les termes du débat politique constituent un défi de taille pour les réformes progressistes. Par exemple, l’économiste française Julia Cagé a récemment révélé comment les médias appartenant à l’homme d’affaires milliardaire français Vincent Bolloré avaient accordé un temps d’antenne accru aux invité·es qui défendent les politiques conservatrices, notamment en matière fiscale, défendues par M. Bolloré lui-même²¹⁷.

Chapitre 3 : Comment les pays peuvent davantage imposer les plus riches

Ce chapitre revient sur le montant de l'impôt que les plus riches pourraient payer en proportion de leurs revenus, et décrit certains des moyens les plus pratiques et les plus sensés à disposition des gouvernements du monde entier, y compris les pays à faible revenu, pour augmenter dès maintenant l'imposition des personnes les plus riches. Nous nous y intéressons à différents impôts sur le revenu et sur le patrimoine. Les deux sont nécessaires pour réduire les inégalités économiques extrêmes, et les deux ont le potentiel d'accroître les recettes dont les gouvernements ont cruellement besoin en cette période de crise. Enfin, nous examinons ce que les gouvernements peuvent faire pour réprimer les nombreux moyens utilisés par les plus riches pour se soustraire à l'impôt.

Nous ne prétendons pas proposer un plan directeur ou une approche unique à tous les pays pour taxer davantage les riches. Les approches adoptées seront nécessairement différentes selon les gouvernements, de même que les structures fiscales pour atteindre le niveau d'imposition souhaité pour les plus riches. L'objectif de ce chapitre est plutôt de montrer les nombreuses options pratiques dont disposent les gouvernements.

3.1 À quel taux faut-il imposer les personnes les plus riches ?

Les arguments ne manquent pas pour voir les gouvernements suivre l'exemple de la fiscalité progressive mise en place dans divers pays et inaugurer à plus grande échelle une ère de la fiscalité progressive, dans laquelle les plus riches paient leur juste part. Les gouvernements pourront affiner les taux d'imposition en fonction de leurs contextes nationaux, mais un niveau minimum d'ambition est selon nous nécessaire pour réduire les inégalités économiques extrêmes que nous constatons aujourd'hui et libérer des ressources essentielles pour lutter contre les inégalités et financer la transition écologique.

Recettes

Premièrement, il faut augmenter de façon spectaculaire les impôts sur les revenus des plus riches. Afin de réduire de manière significative les inégalités économiques et de percevoir des recettes auprès des plus riches au profit du plus grand nombre, Oxfam estime que les revenus du travail et du capital des 1 % les plus riches devraient être imposés à un taux marginal bien plus élevé, d'au moins 60 % par exemple. Pour passer à de tels niveaux, il faudrait au moins doubler le taux marginal supérieur moyen actuel, qui n'est que de 31 % sur le revenu des particuliers les plus riches dans 100 pays²¹⁸, et quadrupler le taux sur les gains en capital, qui n'est actuellement que de 18 % en moyenne dans 123 pays²¹⁹. Pendant une grande partie du XX^e siècle, les taux d'imposition marginaux de 60 % et plus sur les revenus des riches particuliers étaient la norme²²⁰. En outre, le FMI inclut le taux de 60 % dans sa fourchette de taux d'imposition optimal sur le revenu des particuliers afin de collecter des recettes auprès des plus hauts revenus, tandis que Thomas Piketty et d'autres vont encore plus loin, suggérant un taux optimal de 80 %²²¹.

En outre, au-delà d'un certain seuil (par exemple, les personnes qui gagnent 5 millions de dollars par an ou qui font partie des 0,1 % les plus riches), les plus hauts revenus devraient payer un taux marginal d'au moins 75 %. L'intention première de cette mesure serait de limiter les salaires élevés, ainsi que de réduire à 20:1 le rapport entre le salaire le plus élevé et le salaire médian, aidant ainsi les sociétés à se rapprocher d'un niveau de revenu maximal.

Fortune

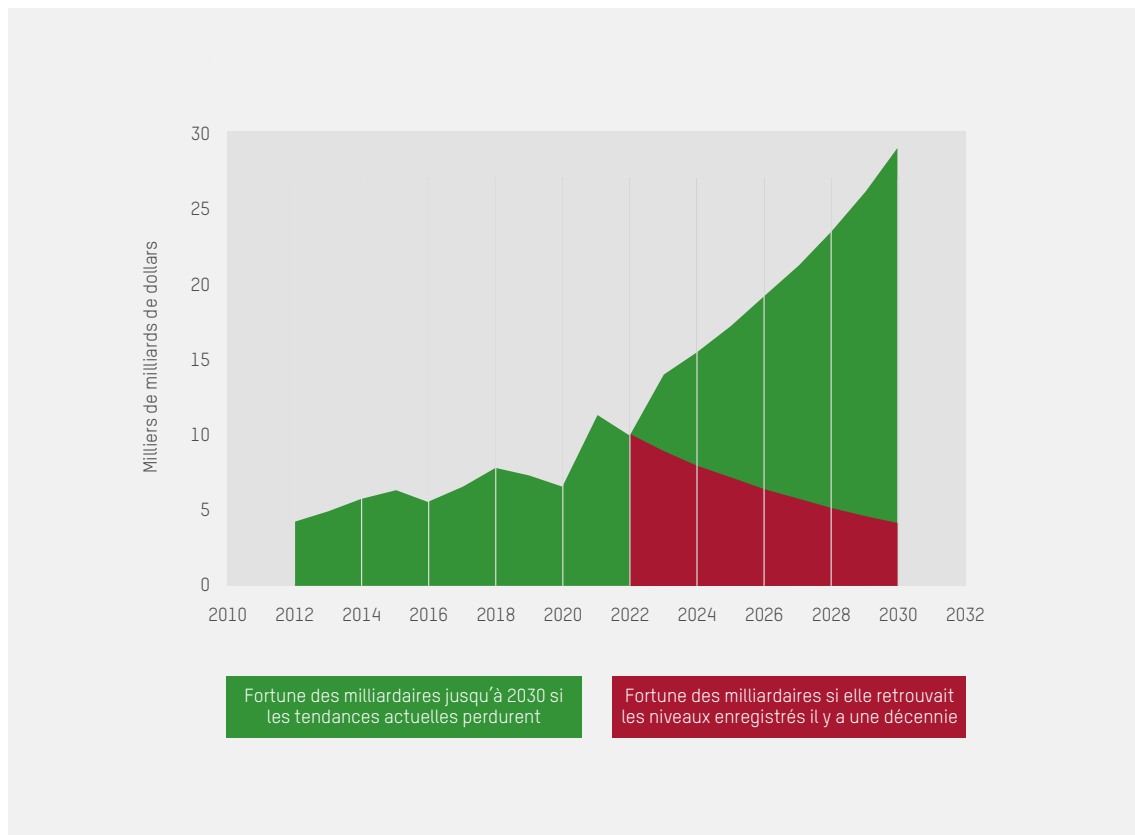
La fortune doit être taxée à des taux qui permettent à la fois de redistribuer la richesse de manière progressive et de réduire véritablement les inégalités extrêmes de richesse. Cela permettrait, par exemple, de réduire fortement le nombre de milliardaires.

Ces impôts sur la fortune devraient inclure des droits de succession fortement progressifs sur les plus grandes fortunes afin d'empêcher l'émergence d'une aristocratie d'héritiers, ainsi que des impôts progressifs sur la propriété, y compris foncière.

Selon Oxfam, le monde devrait tout d'abord chercher à réduire de moitié la concentration des richesses des milliardaires d'ici 2030, à la fois en augmentant les impôts sur les 1 % les plus riches et en adoptant d'autres politiques contre les milliardaires. Cela permettrait de ramener le nombre de milliardaires et leur fortune à leur niveau d'il y a une dizaine d'années, en 2012.

Le Graphique 14 illustre deux scénarios : dans le premier, la fortune des milliardaires continue de croître au même rythme qu'au cours de la dernière décennie. Dans le second, la fiscalité et d'autres mesures sont utilisées pour ramener la fortune des milliardaires au niveau où elle était il y a dix ans.

GRAPHIQUE 14 : L'AUTRE FLANC DE LA MONTAGNE - DEUX SCÉNARIOS POUR LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES ENTRE AUJOURD'HUI ET 2030



Source : calculs d'Oxfam basés sur l'analyse du classement Forbes des milliardaires dans le monde²²².

3.2 Comment taxer les riches

3.2.1 Imposition des revenus des plus riches

Oxfam appelle à une fiscalité progressive sur les revenus des plus riches, y compris sur :

1. les revenus des particuliers ;
2. les plus-values ;
3. les plus-values non réalisées.

La notion de revenu est essentielle pour comprendre pourquoi les grandes fortunes paient moins d'impôts que la plupart d'entre nous. La majeure partie des revenus des personnes provient normalement d'un emploi salarié ou indépendant. En d'autres termes, ces revenus découlent de leur effort personnel. Pour leur part, les grandes fortunes tirent l'essentiel de leurs revenus des flux financiers découlant de la possession d'actifs tels

que des terres, des biens immobiliers, des entreprises et des actions. Par le biais des intérêts, des dividendes et des plus-values sur le capital détenu, les riches peuvent gagner de l'argent sans lever le petit doigt, et ce revenu qui n'est pas gagné à partir d'un effort personnel tend à être imposé à un taux bien inférieur à celui des salaires et des traitements (voir Section 2.1).

Impôt progressif sur le revenu des personnes physiques

Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) : impôt perçu sur la base des traitements et salaires des personnes physiques ; nous incluons également ici les revenus financiers provenant des dividendes²²³.

Pour parvenir à un monde où les ultra-riches paient au moins 60 % de leur revenu total en impôts, l'IRPP doit être conçu de manière progressive.

Premièrement, les taux d'IRPP devraient augmenter progressivement en fonction du revenu, afin que les personnes ayant des revenus très élevés ne soient pas imposées au même taux que les travailleurs et travailleuses ordinaires ou les employé-es de la classe moyenne. Nous avons observé la tendance inverse au cours des dernières décennies, et depuis le milieu des années 1990, près de 27 pays ont même adopté des systèmes d'imposition forfaitaire, ce qui signifie que tout le monde est soumis au même taux d'imposition, quels que soient ses revenus²²⁴. Dans d'autres pays, le système d'IRPP comporte des tranches, mais celles-ci sont fixées trop bas pour imposer efficacement les personnes ayant les revenus les plus élevés. Par exemple, au Brésil, le taux marginal d'IRPP est fixé à 27,5 % pour les revenus totaux supérieurs à 55 976 reais brésiliens (10 825 \$) par an²²⁵. Cela se traduit par un taux d'imposition très faible pour les ultra-riches, dans un pays fortement marqué par les inégalités économiques et qui compte plus de milliardaires que n'importe quelle autre nation d'Amérique latine.

Deuxièmement, les allocations, déductions et crédits d'impôt injustes qui profitent aux personnes en haut de l'échelle des revenus doivent être supprimés. Au Mexique, par exemple, 86 % des allocations pour soins médicaux et dentaires ne profitent qu'aux 10 % les plus riches²²⁶.

Au niveau mondial, le taux marginal supérieur moyen de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les 100 plus grandes économies n'est encore que de 31 % environ pour les revenus les plus élevés²²⁷.

Les dividendes sont un autre type de revenu des personnes physiques. L'impôt sur le revenu des dividendes devrait être au moins aussi élevé que l'impôt sur le revenu des traitements et salaires. À l'heure actuelle, cependant, les revenus des dividendes ont tendance à faire l'objet d'un traitement distinct sur le plan fiscal et ne sont imposés qu'à 41,7 % en moyenne dans les pays de l'OCDE²²⁸. Au Brésil, par exemple, les dividendes ne sont pas imposés, si bien que les professionnel·les comme les médecins et les journalistes peuvent créer des sociétés et se rémunérer sous forme de dividendes pour réduire leurs impôts²²⁹. L'imposition des dividendes à un taux plus élevé pourrait décourager les versements généreux aux actionnaires en période de crise, comme cela a été évoqué au Chapitre 1 à propos des secteurs de l'alimentation et de l'énergie. L'imposition progressive des dividendes pourrait générer d'importantes recettes. Oxfam a exploré l'ampleur de ce potentiel en estimant le montant des recettes supplémentaires qui pourraient être collectées si 5 des plus riches milliardaires payaient un impôt de 60 % sur les dividendes au lieu des taux actuels.

TABLEAU 1 : ILLUSTRATION DES RECETTES POTENTIELLES QUI POURRAIENT ÊTRE COLLECTÉES AUPRÈS DE CINQ MILLIARDAIRES FIGURANT PARMI LES 20 PERSONNES LES PLUS RICHES DU MONDE

Nom	Pays	Patrimoine net en octobre 2022 (milliards de dollars)	Taux d'imposition sur le patrimoine net dans le pays	Recettes provenant d'un impôt de 5 % sur le patrimoine net des milliardaires (milliards de dollars)**	Recettes provenant d'un impôt de 60 % sur les dividendes (milliards de dollars)***	Recettes provenant d'un impôt unique de 20 % sur les plus-values non réalisées sur 5 ans (2017-2022) (milliards de dollars)****
Bernard Arnault	France	158	0	7,9	638	13,45
Mukesh Ambani	Inde	91	0	4,6	84	10,46
Gautam Adani	Inde	90	0	4,5	25	21,95
Carlos Slim	Mexique	81	0	4,1	559	0,38
Françoise Bettencourt Meyers	France	75	0	3,8	229	4,94

* Les milliardaires français-es sont soumis-es à un impôt sur le patrimoine non financier dont le taux marginal est de 1,5 %. Selon Bloomberg, le patrimoine non financier représente une part négligeable de la fortune totale des milliardaires figurant dans le tableau.
 ** Le taux d'imposition de 5 % a été choisi comme exemple pour illustrer le potentiel de recettes.
 *** Le taux d'imposition de 60 % a été choisi comme exemple pour illustrer le potentiel de recettes.
 **** Le taux d'imposition de 20 % suit la proposition de l'administration Biden et a été choisi comme exemple pour illustrer le potentiel de recettes.

Sources : calculs d'Oxfam basés sur des données provenant de diverses sources²³⁰.

Plus-values : taxer les principaux revenus des plus riches

Impôt sur les plus-values : impôt prélevé sur la plus-value d'un actif lors de sa vente. Les plus-values les plus courantes concernent les actions ou les obligations. On parle aussi d'impôt sur les gains en capitaux.

Si nous voulons soumettre les plus riches à un taux d'imposition plus élevé, nous devons augmenter les impôts sur toutes leurs formes de revenus. Pour les ultra-riches, les plus-values représentent des sommes beaucoup plus élevées que les salaires.

Par exemple, aux États-Unis, les plus-values, intérêts et dividendes représentent plus de la moitié des revenus des 0,1 % en haut de l'échelle²³¹. Les plus-values sont encore plus inégalement réparties que le revenu et le patrimoine²³². Cela est même vrai dans l'un des pays les plus égalitaires du monde, le Danemark, où les 1 % les plus riches concentrent plus de la moitié de tous les gains en capital²³³.

L'analyse d'Oxfam portant sur 123 pays montre qu'un pays sur cinq ne taxe pas les gains en capital, et que le taux d'imposition moyen sur les plus-values n'est que de 18 %, bien en-deçà des impôts sur les revenus du travail²³⁴. Nos recherches n'ont trouvé que trois pays où les revenus du capital sont davantage taxés que les

revenus du travail²³⁵. Et ce, alors même que cela était le cas de certains pays par le passé, à l'image des États-Unis (jusqu'en 2018)²³⁶.

Les faibles taux d'imposition sur les plus-values sont une caractéristique du système fiscal de nombreux pays à faible revenu. Par exemple, les plus-values ne sont actuellement imposées qu'à 5 % au Kenya²³⁷, où un lobbying intense autour des intérêts des riches en ont fait l'un des domaines du code fiscal les plus contestés et les plus soumis au lobbying depuis des décennies²³⁸. Toutefois, en Amérique latine, une nouvelle vague de gouvernements progressistes s'est fixé pour objectif d'augmenter le taux d'impôt sur les plus-values, ce qui pourrait rendre la fiscalité beaucoup plus équitable²³⁹.

Plus-values non réalisées

Impôt sur les plus-values non réalisées (ou latentes) : impôt prélevé sur la plus-value d'un actif qui n'a pas été vendu.

Dans le monde, les plus-values ne sont généralement imposées que lorsqu'elles sont réalisées.

Les prix des actifs changent constamment, mais une plus-value est considérée comme « réalisée » dès lors qu'une transaction a lieu et que l'actif est vendu à un prix supérieur à celui auquel il avait été acheté. Si le prix d'un actif augmente, mais que cet actif n'est pas vendu, on parle de plus-value non réalisée.

L'absence d'impôt sur les plus-values non réalisées permet aux riches d'accroître la valeur de leurs actifs sans avoir à payer d'impôt dessus. Comme on peut le voir dans le Tableau 1, un impôt unique sur les plus-values non réalisées de 2017 à 2021 prélevé sur un seul milliardaire, Gautam Adani, aurait pu rapporter 21,95 milliards de dollars, soit suffisamment pour employer plus de cinq millions d'enseignant-es du primaire pendant un an en Inde²⁴⁰.

Les personnes qui se dressent contre l'imposition des plus-values non réalisées font valoir qu'il ne s'agit pas d'« argent réel ». Cependant, les actifs (financiers, immobiliers, etc.) peuvent être utilisés comme garantie pour obtenir des prêts. Ils constituent donc en pratique de l'« argent réel » pour les plus riches. Elon Musk a illustré cela récemment en contractant des prêts sur ses actions Tesla pour acheter Twitter²⁴¹.

Contrairement aux autres impôts décrits dans le présent rapport, un impôt sur les plus-values non réalisées est un concept encore relativement nouveau, et il faudrait l'examiner et l'analyser soigneusement avant de l'instaurer. Cet impôt pourrait prendre la forme d'un impôt unique à payer au fil du temps sur les plus-values non réalisées sur plusieurs années, ou il pourrait prendre la forme d'une taxe récurrente sur les plus-values non réalisées annuelles.

Encadré 8 : Comment Jeff Bezos peut-il payer moins de 1 % d'impôts ?

En 2021, des fuites de déclarations de revenus²⁴² ont révélé que Jeff Bezos, l'un des hommes les plus riches du monde, avait payé un « taux réel d'imposition » de moins de 1 % (0,98 %) en intégrant les plus-values non réalisées dans ses revenus. Comment cela est-il possible ? L'une des principales raisons est que les milliardaires comme M. Bezos tirent la majeure partie de leur fortune de la valeur croissante des actions détenues, au lieu de se verser un gros salaire. Ces plus-values ne sont imposées qu'au moment de la vente de leurs actions ; entre-temps, les milliardaires peuvent emprunter sur celles-ci pour financer leur consommation²⁴³.

Une étude portant sur les 400 familles américaines les plus riches a révélé qu'en intégrant les plus-values non réalisées, leur taux réel d'imposition n'était que de 8,2 %²⁴⁴. Pour les 25 citoyen-es américain-es les plus riches, une enquête de ProPublica fait apparaître un « taux réel d'imposition » de seulement 3,4 %²⁴⁵.

En outre, les personnes riches, en majorité des hommes blancs, bénéficient généralement de manière disproportionnée de l'absence d'imposition sur les plus-values non réalisées. À titre d'exemple, aux États-Unis, les ménages blancs représentent 89 % des ménages qui gagnent plus de 2 millions de dollars en plus-values non réalisées²⁴⁶.

Des propositions ont toutefois été présentées pour y remédier. Le président américain Joe Biden a inclus les plus-values non réalisées dans une proposition de 2021 visant à instaurer un taux d'imposition minimum de 20 % pour les personnes dont le patrimoine net dépasse 100 millions de dollars²⁴⁷. Bien que cette proposition n'ait pas été adoptée, la question de l'imposition des plus-values non réalisées est désormais débattue dans le monde entier.

Cette taxe recèle un énorme potentiel de collecte de recettes. Les économistes de renom Gabriel Zucman et Emmanuel Saez estiment qu'un impôt unique sur les plus-values non réalisées des 1 000 citoyen·nes américain·es les plus riches pourrait générer plus de 1 000 milliards de dollars²⁴⁸, soit plus de cinq fois le montant total de l'aide publique au développement en 2021, qui a atteint 178,9 milliards de dollars²⁴⁹.

3.2.2 Imposition de la fortune des plus riches

Oxfam préconise une fiscalité progressive sur le patrimoine. En d'autres termes, elle propose de taxer la fortune des riches. Nous examinons trois impôts clés qui pourraient être utilisés à cette fin :

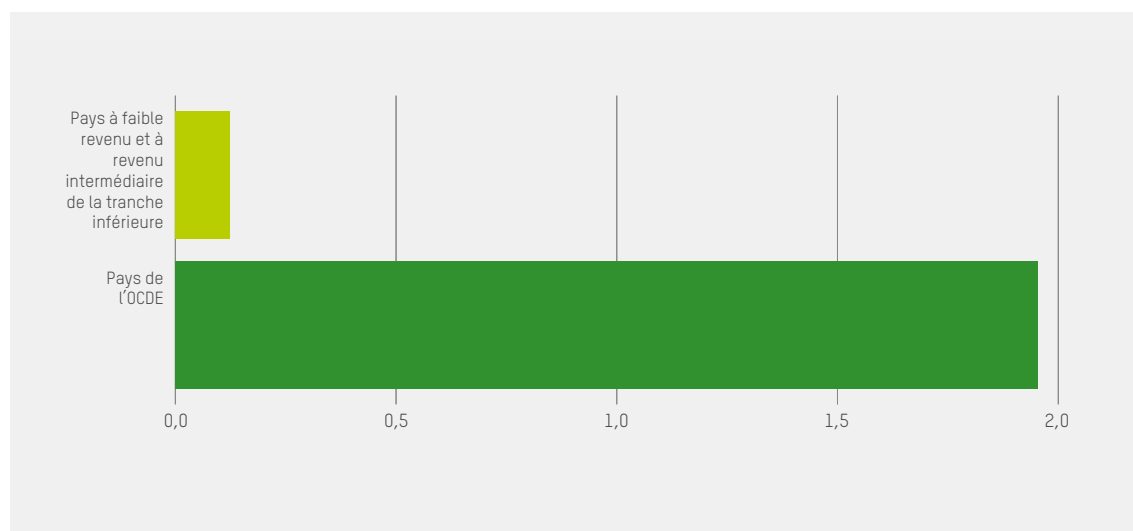
1. Impôt foncier
2. Impôt sur les successions
3. Impôt sur patrimoine net

Impôt foncier

Impôt foncier : impôt calculé d'après la valeur des biens, terrains et bâtiments.

L'impôt foncier a tendance à être un impôt progressif, car la propriété foncière reste généralement concentrée entre les mains des riches. Il est également considéré comme un impôt très efficace car le foncier est par nature très immobile, et un impôt sur celui-ci peut encourager l'utilisation productive des terrains ou des bâtiments. Le rendre progressif est un moyen facile de cibler les personnes très riches²⁵⁰. Une autre stratégie consiste à simplement exonérer les biens en dessous d'une certaine valeur.

GRAPHIQUE 15 : RECETTES FISCALES ÉMANANT DE L'IMPÔT FONCIER, EN POURCENTAGE DU PIB



Source : N. Coplin et A. Nwafor (2019)²⁵¹.

Le potentiel d'augmentation des recettes issues de l'impôt foncier est particulièrement important dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure, comme l'illustre le Graphique 15. Les pays d'Amérique latine, par exemple, ne perçoivent qu'une fraction de leurs recettes potentielles (en moyenne 0,5 % du PIB), alors qu'une application complète pourrait générer des recettes de 1,5 à 2 % du PIB²⁵². Si tous les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure collectaient autant d'impôt foncier que le Maroc, où il équivaut à 1,26 % du PIB, ils pourraient percevoir 17,6 milliards de dollars supplémentaires²⁵³.

Impôt sur les successions

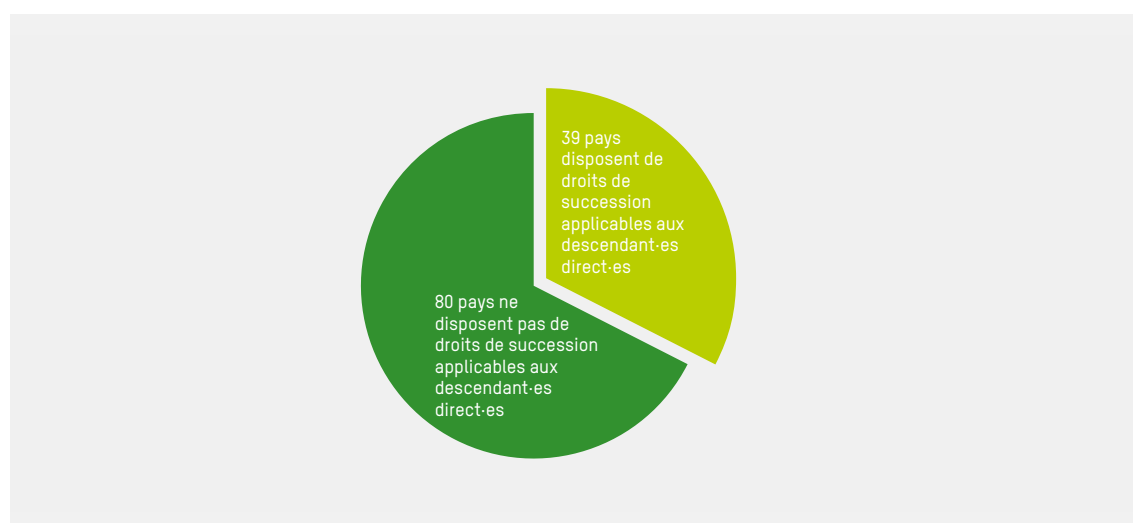
Impôt sur les successions : également connu sous le nom de droits de succession, il s'agit d'un impôt prélevé sur la valeur nette de toutes les possessions (biens, actifs financiers, comptes bancaires, actifs tangibles, par exemple les yachts) transférées à d'autres au décès d'une personne. Il est payé par les héritiers et héritières.

Du point de vue des bénéficiaires, l'héritage est peut-être l'exemple le plus clair d'un revenu non mérité, reçu uniquement grâce à la loterie de la naissance. Du point de vue de la personne qui laisse un héritage, l'impôt sur les successions est un impôt sur sa fortune.

Les règles en matière de droits de succession sont d'une immense injustice. Elles pourraient devenir encore plus injustes : près de la moitié des milliardaires du monde (46 %) sont originaires de pays n'appliquant pas de droits de succession sur les biens et avoirs transmis aux descendant-es direct-es. Cela signifie que ces ultra-riches (1 232 personnes) pourront transmettre une fortune combinée de 5 000 milliards de dollars sans payer un seul dollar d'impôt à la génération suivante, ce qui entretient la concentration des richesses entre les mains des mêmes familles et perpétue les inégalités. C'est plus que le PIB total de l'Afrique²⁵⁴.

Sur les 119 pays que nous avons examinés, seuls 33 % taxent les héritages transmis aux descendant-es direct-es (voir Graphique 16)²⁵⁵. Pour les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure, le chiffre est encore plus bas : aucun des six pays à faible revenu pour lesquels des données sont disponibles n'applique de droits de succession sur le patrimoine et les actifs transmis aux descendant-es direct-es, et seulement 26 % (huit sur 31) des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en appliquent²⁵⁶.

GRAPHIQUE 16 : PRÉSENCE DE DROITS DE SUCCESSION SUR LA FORTUNE ET SUR LES ACTIFS APPLICABLES AUX DESCENDANT-ES DIRECT-ES DANS 119 PAYS



Source : calculs d'Oxfam basés sur les informations de la série Worldwide Tax Summaries de PwC²⁵⁷.

L'impôt sur les successions offre un énorme potentiel de réduction réelle des inégalités de richesse. Par exemple, un tiers des milliardaires d'aujourd'hui ont hérité de leur fortune²⁵⁸.

Un impôt sur le patrimoine net des millionnaires et des milliardaires

Impôt sur le patrimoine net : impôt prélevé sur le patrimoine total accumulé par une personne (au-delà d'un certain seuil), selon la valeur nette de tous ses actifs (moins les dettes), à l'intérieur du pays ou à l'étranger : logement, dépôts bancaires, actions de sociétés, actifs financiers ou actifs tangibles (par exemple, bijoux, tableaux, yachts).

En général, les inégalités de richesse sont encore plus grandes que les inégalités de revenu et atteignent des niveaux extrêmes, comme illustré plus haut dans le présent document. Cette situation ne peut être inversée en taxant uniquement les revenus des riches²⁵⁹ ; nous devons également taxer leur patrimoine. Un impôt sur le patrimoine net est le meilleur moyen, et le plus exhaustif, d'y parvenir.

Un impôt sur le patrimoine net peut prendre la forme d'un impôt de solidarité unique (comme la contribution de solidarité COVID-19 en Argentine²⁶⁰) ou être prélevé de manière récurrente (comme en Espagne depuis 2011²⁶¹).

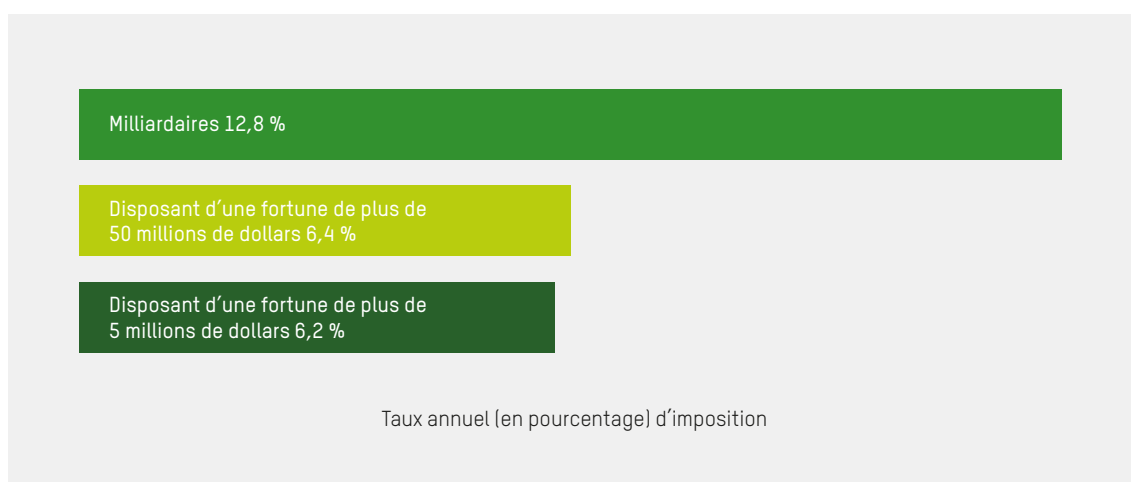
Nous avons besoin d'un impôt sur le patrimoine net pour réduire de manière systématique la concentration des richesses, ce qui aura un impact positif énorme sur la société et sur l'élimination de la pauvreté.

Pour voir la richesse des milliardaires maintenue à un niveau constant au cours des deux dernières décennies, il aurait fallu un impôt annuel sur le patrimoine net de plus de 8 % dans tous les pays²⁶². Pour maintenir leur richesse constante au cours des cinq dernières années (de 2016 à 2021), nous aurions eu besoin d'un impôt annuel sur le patrimoine net de 12,8 %²⁶³.

Si nous voulions revenir aux niveaux de richesse des milliardaires de 2012 d'ici 2030, nous devrions appliquer dès maintenant et jusqu'à 2030 un impôt annuel sur le patrimoine net de 17,8 %²⁶⁴.

Les taux exacts et les combinaisons d'impôts sur la fortune varieront nécessairement d'un pays à l'autre, mais un impôt élevé sur la fortune est particulièrement nécessaire tout en haut de l'échelle, comme le montre le Graphique 17.

GRAPHIQUE 17 : TAUX ANNUEL (EN POURCENTAGE) D'IMPOSITION REQUIS POUR MAINTENIR LA FORTUNE DES PLUS RICHES À UN NIVEAU CONSTANT, DE 2016 À 2021



Source : calculs d'Oxfam basés sur des données de Wealth-X et Forbes²⁶⁵.

Le FMI a souligné le rôle important que les impôts sur la fortune peuvent jouer dans la réduction des inégalités. Elle a récemment estimé que dans 21 pays riches et trois économies « émergentes », un impôt annuel sur le patrimoine net de seulement 1 % pourrait réduire la part de richesse des 1 % les plus riches de 1 à 2,5 points de pourcentage sur une période de 20 ans, et que cela pourrait réduire de plus de 10 % la fortune concentrée entre leurs mains²⁶⁶.

Il y a en outre un consensus de plus en plus vaste sur le fait que taxer les riches par le biais de l'impôt sur la fortune est non seulement un outil puissant pour lutter contre les inégalités économiques, mais aussi pour atteindre l'égalité de genre et la fin de la discrimination raciale²⁶⁷.

Nous avons également besoin d'un impôt sur le patrimoine net pour libérer l'énorme potentiel de recettes pour les biens publics, actuellement enfermé dans les coffres et les actifs des plus riches.

En collaboration avec l'Institute for Policy Studies, les Patriotic Millionaires et la Fight Inequality Alliance, Oxfam a utilisé les données de Wealth-X et Forbes pour calculer qu'un impôt sur la fortune de 2 % sur les millionnaires du monde entier, de 3 % sur les personnes dont la fortune dépasse 50 millions de dollars et de 5 % sur les milliardaires du monde entier permettrait de collecter chaque année 1 700 milliards de dollars. Cela suffirait pour sortir 2 milliards de personnes de la pauvreté (au-dessus du seuil de pauvreté de 6,85 dollars par jour fixé par la Banque mondiale). Ce montant pourrait en outre combler le déficit de financement des appels humanitaires d'urgence des Nations Unies et financer un plan mondial d'éradication de la faim. Un tel impôt pourrait enfin contribuer au financement des pertes et dommages causés par le dérèglement climatique dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure, et assurer des soins de santé et une protection sociale universels à l'ensemble des citoyen·nes des pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure (soit 3,6 milliards de personnes)²⁶⁸.

Par exemple, comme le montre le Tableau 1, un impôt de 5 % sur le patrimoine net d'un seul homme, Carlos Slim au Mexique, pourrait rapporter 4,1 milliards de dollars, soit suffisamment pour rémunérer 250 000 enseignant·es dans le pays²⁶⁹. On entend parfois que les impôts sur la fortune ne sont pertinents que dans les pays à hauts revenus, mais les faits indiquent le contraire. Le Tableau 2 montre à quel point la fortune est particulièrement sous-imposée dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure. De plus, en pourcentage des recettes fiscales totales, certains pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure pourraient tirer davantage de recettes d'un impôt sur le patrimoine net que les pays riches, en raison des fortes inégalités de richesse et des faibles recettes fiscales totales²⁷⁰.

On estime par exemple que le potentiel d'augmentation des recettes découlant d'un impôt sur la fortune en Inde et au Nigeria est deux fois supérieur à celui des États-Unis et de la France, en proportion de leurs recettes fiscales. Un impôt sur la fortune de 2 % sur les fortunes supérieures à 5 millions de dollars et de 5 % sur les fortunes au-delà du milliard de dollars pourrait augmenter les recettes fiscales de 7 % aux États-Unis et de 3 % en France, contre 14 % en Inde et 7 % au Nigeria²⁷¹. De telles recettes permettraient en outre d'accroître les dépenses de santé de 14 % au Nigeria et de 33 % en Inde²⁷². L'impact de cette mesure serait extrêmement important, étant donné que ces deux nations abritent à elles seules un tiers des personnes vivant dans la pauvreté dans le monde²⁷³.

Comme nous l'avons vu à la Section 2.1, les impôts sur le patrimoine net n'ont plus la cote depuis de nombreuses années en raison de l'orthodoxie économique néolibérale, mais on constate aujourd'hui un regain d'intérêt au sein de l'OCDE, du FMI et de la Banque mondiale, et de la part des gouvernements du monde entier. Plusieurs gouvernements d'Amérique latine mettent en œuvre ou discutent actuellement de la mise en œuvre d'un impôt sur le patrimoine net²⁷⁴.

L'imposition de la fortune est nécessaire pour sortir les pays de la crise actuelle. C'est tout simplement là que se trouve l'argent.

TABLEAU 2 : LA RICHESSE EST PARTICULIÈREMENT SOUS-IMPOSÉE DANS LES PAYS À REVENU FAIBLE OU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE.

	Impôt sur les plus riches, % du PIB
Pays à faible revenu	0,69 %
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1,74 %
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	3,11 %
Pays à revenu élevé	5,89 %

Source : calculs d'Oxfam basés sur les données de l'OCDE²⁷⁵.

Encadré 9 : Le rôle de l'impôt sur les sociétés dans la fiscalité des riches

L'impôt sur les sociétés (IS) est passé d'une moyenne de 47,5 % en 1980 à 24,9 % aujourd'hui²⁷⁶. Contrairement à l'IRPP ou à l'impôt sur les plus-values, l'IS n'est pas prélevé directement sur les riches, mais plutôt sur les bénéfices des entreprises. Alors que certaines personnes s'inquiètent, à juste titre, du fait que le coût de l'IS pourrait être répercuté sur les travailleurs et les travailleuses, il est de plus en plus démontré que ce sont les riches actionnaires qui paient la majorité de cet impôt²⁷⁷.

Le siège de la plupart des plus grandes entreprises du monde se trouve dans des pays riches. Les bénéfices issus du commerce et des échanges internationaux vont de manière disproportionnée aux pays riches et, plus précisément, aux propriétaires des entreprises, qui ont tendance à être des hommes blancs riches vivant dans des pays riches.

Des données provenant du Chili suggèrent que l'impact des impôts directs sur la réduction des inégalités passe de 16 % à 20 % si l'on tient compte de l'impôt sur les sociétés²⁷⁸, et une étude menée aux États-Unis a révélé une augmentation des inégalités de revenus au moment de la réduction de l'impôt sur les sociétés²⁷⁹.

Le relèvement du taux d'impôt sur les grandes entreprises est essentiel pour parvenir à des systèmes fiscaux progressifs²⁸⁰, et plus encore dans le contexte actuel qui voit de nombreux secteurs réaliser des bénéfices exceptionnels faramineux. Nous avons à la fois besoin de taux d'impôt sur les sociétés plus élevés, de manière pérenne, et de taxes ponctuelles sur les bénéfices exceptionnels à l'échelle du secteur, avec des taux d'imposition ambitieux pour les entreprises qui réalisent des bénéfices en période de crise. Par exemple, en octobre 2021, la Roumanie a instauré une taxe unique de 80 % sur les bénéfices exceptionnels des producteurs d'électricité. En mai 2022, c'était au tour de la Grèce d'introduire une taxe unique de 90 % sur les bénéfices exceptionnels des fournisseurs d'énergie²⁸¹. Dans le même temps, nous devons réformer le système fiscal international pour redistribuer plus équitablement les bénéfices des entreprises entre les pays à haut et à faible revenu et garantir une participation significative des pays à faible revenu aux négociations fiscales internationales. Il serait possible d'atteindre cet objectif en adoptant le modèle de convention fiscale des Nations Unies, avec un organe fiscal intergouvernemental à participation universelle. Enfin, les pays doivent exiger que les entreprises publient des rapports pays par pays, comme l'Australie prévoit de le faire²⁸², afin que nous sachions où les multinationales exercent leur véritable activité économique et où elles paient des impôts. Certaines entreprises, comme Orsted²⁸³ et Vodafone²⁸⁴, le font déjà volontairement.

3.2.3 Comment empêcher l'évasion fiscale des plus riches pour trouver les richesses dont nous avons besoin ?

Nous avons vu au Chapitre 2 que l'une des techniques utilisées par les riches pour échapper à l'impôt consiste à cacher leurs biens et leur fortune dans des paradis fiscaux. Les personnes qui critiquent le fait d'imposer les riches affirment que cela ne fonctionne pas car les plus riches transfèrent simplement leur fortune vers ces territoires. Pour taxer réellement les plus riches, les gouvernements doivent œuvrer au démantèlement du secret fiscal et prendre des mesures pour taxer les richesses et les actifs offshore. Les outils existent déjà et il ne manque plus que la volonté politique de les déployer aux niveaux national, régional et international. Lorsqu'il ne sera plus possible de monnayer le secret, la richesse sera plus facile à taxer.

Registres publics des bénéficiaires effectifs et effectives

Les personnes fortunées peuvent utiliser des sociétés écrans et des trusts pour dissimuler la propriété de leurs biens. On prétend que les gens recourent à des trusts pour garder le contrôle sur les actifs ou éviter leur mauvaise utilisation, mais lorsque ceux-ci sont intentionnellement domiciliés dans une juridiction ultra-secrète, ils peuvent facilement dissimuler la propriété (à des fins fiscales, successorales ou autres) ou enregistrer des gains indus. L'une des solutions consiste à introduire plus de transparence autour des bénéficiaires effectifs (c'est-à-dire les véritables propriétaires) des sociétés et des trusts en instaurant des

registres publics de la propriété effective. L'indice d'opacité financière du Tax Justice Network montre que de plus en plus de pays adoptent ou améliorent les lois sur l'enregistrement des bénéficiaires effectifs²⁸⁵, mais que des failles subsistent, notamment en ce qui concerne les trusts. Par exemple, l'Union européenne (UE) a accepté de mettre en place des registres publics de propriété effective dans chaque pays de l'UE. Cependant, certains pays ne s'y conforment pas, et les trusts ne figurent pas dans le registre public. En novembre 2022, la Cour de justice de l'Union européenne a en outre invalidé la disposition garantissant l'accès du public aux informations²⁸⁶.

Interdire les sociétés-écrans anonymes

Les sociétés-écrans anonymes ne permettent pas d'identifier les véritables propriétaires et n'ont aucune activité économique réelle. Elles sont idéales pour dissimuler des richesses, transférer des bénéfices ou des gains mal acquis et, au final, minimiser les contributions fiscales. Le scandale OpenLux a montré comment un petit territoire comme le Luxembourg peut agir comme un aimant pour la richesse mondiale : le pays abrite en effet 279 des 2 000 personnes les plus riches de la planète. Avec une population d'à peine 625 000 habitant-es, le pays domicile 55 000 sociétés-écrans (contrôlées à 90 % par des propriétaires étrangers ou étrangères) dont la valeur totale s'élève à 6 000 milliards d'euros²⁸⁷. Ces sociétés anonymes peuvent n'avoir aucune activité productive apparente, mais sont souvent utilisées pour « détenir » et enregistrer toutes sortes d'actifs physiques et financiers, des actions aux demeures de luxe, en passant par les yachts et les œuvres d'art (voir Encadré 4). Les gains provenant d'actifs offshore sont souvent non déclarés, en particulier lorsqu'ils sont intentionnellement détenus par des sociétés-écrans anonymes. Et ce, bien que de nombreux codes fiscaux stipulent qu'ils doivent être déclarés dans le pays de résidence du ou de la contribuable. Les gouvernements devraient introduire une législation visant à interdire les sociétés-écrans anonymes afin que les personnes fortunées ne puissent pas les utiliser pour dissimuler leurs avoirs.

Créer un registre mondial des actifs

Comme nous l'avons vu dans l'Encadré 4, la richesse offshore est un phénomène à grande échelle.

En 2022, le gouvernement argentin a estimé qu'une contribution temporaire de 20 % sur la valeur de tous les actifs offshore non déclarés, couvrant les comptes bancaires, les biens, les actifs financiers et les crypto-monnaies, pourrait générer jusqu'à 20 milliards de dollars²⁸⁸.

De plus en plus de voix s'élèvent en faveur d'une réglementation pour garantir que les véritables propriétaires de yachts, de demeures de luxe et d'autres actifs physiques soient enregistré-es et que leur identité soit partagée entre les administrations fiscales du monde entier. La solution consiste à créer un registre mondial des actifs exhaustif, portant sur tous les types traditionnels de richesse (y compris les actifs physiques et financiers) afin de relier et de centraliser l'identification des actifs²⁸⁹. Un registre mondial des actifs permettrait d'enregistrer, de mesurer et de comprendre la répartition de la richesse mondiale, et fournirait aux autorités fiscales un outil pour imposer les actifs offshore.

Rendre l'échange automatique d'informations plus complet et plus efficace, et accessible à tous les pays

Pour mettre fin à l'opacité fiscale, plusieurs pays ont accepté d'échanger automatiquement des informations sur les véritables propriétaires de comptes bancaires et de sociétés. L'OCDE, qui supervise le processus, affirme que c'est une réussite : fin 2019, des informations avaient été partagées sur 84 millions de comptes financiers portant sur 10 000 milliards d'euros²⁹⁰. L'administration fiscale argentine, par exemple, a été à l'avant-garde du recours à l'échange automatique d'informations et de la publication de ces informations. En 2020, elle a échangé des informations avec 90 pays et reçu des données sur environ un demi-million de comptes bancaires²⁹¹.

Cependant, plusieurs pays ne font toujours pas partie du mécanisme. Les pays à faible revenu, par exemple, ne peuvent pas accéder aux informations d'autres pays s'ils ne remplissent pas certaines normes. Les États-Unis ne font pas non plus partie du mécanisme, ne mettant en œuvre qu'un échange sélectif d'informations sur une base bilatérale²⁹². Pour lever complètement le voile, il faudrait inclure davantage de nations dans le mécanisme, en allégeant les exigences pour les pays à faible revenu.

Renforcer la capacité d'administration des recettes

De nombreux pays à faible revenu peinent à mieux faire respecter leurs obligations fiscales aux contribuables les plus riches, en raison du manque de capacités et d'informations les concernant, mais aussi par manque de volonté politique. Un pas dans la bonne direction consisterait à créer, au sein de l'administration fiscale, une unité dédiée aux contribuables fortuné-es chargée de surveiller les grosses transactions ainsi que la propriété immobilière, les revenus locatifs ou les prêts importants, afin de faciliter les audits de risque et les contrôles de conformité. L'Ouganda a réussi à augmenter le recouvrement des recettes auprès des contribuables fortuné-es de 5 millions de dollars la première année et de 11 millions de dollars la deuxième année après la création d'une telle unité²⁹³. Il est intéressant de noter que l'Afrique du Sud a adopté un mécanisme d'information financière par des tiers (sur les revenus du capital et la propriété) avant même d'instaurer une législation appropriée sur l'impôt sur le patrimoine net. L'administration fiscale sud-africaine dispose ainsi d'informations cruciales pour mieux cerner le profil des personnes les plus riches du pays et adapter à l'avenir les systèmes de contrôle de la conformité²⁹⁴.



Image par Josep Monter Martinez de Pixabay

Chapitre 4 : Conclusion et recommandations

Les inégalités sont un phénomène complexe et, comme le soulignent nos précédents rapports, un large éventail de changements de politiques et de pratiques est nécessaire pour bâtir un monde plus égalitaire et redistribuer véritablement le pouvoir. Dans ce document, nous avons toutefois identifié une mesure audacieuse et importante à disposition des gouvernements pour réduire considérablement les inégalités et stimuler l'investissement dans un avenir plus juste et plus durable pour les personnes et la planète : augmenter l'imposition des plus riches.

Cela est tout à fait à la portée des gouvernements du monde entier et une vague de réformes fiscales basées sur la progressivité de l'impôt semble prendre forme. Elle doit maintenant prendre de l'ampleur et s'inscrire dans la durée.

Oxfam appelle les gouvernements et les institutions internationales à travailler ensemble pour mettre en œuvre de toute urgence les cinq séries de recommandations ci-après :

1. INSTAURER UN IMPÔT EXCEPTIONNEL DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE ET UNE TAXE SUR LES BÉNÉFICES EXCEPTIONNELS POUR METTRE UN TERME AUX PROFITS DE LA CRISE

Aujourd'hui, des milliards de personnes ordinaires subissent les conséquences de crises multiples, tandis que les personnes et les entreprises les plus riches continuent de s'enrichir. Les gouvernements pourraient collecter des recettes considérables et empêcher les plus riches de profiter davantage de la crise en instaurant des impôts exceptionnels sur les richesses et les bénéfices excessifs. Cela voudrait dire :

- Taxer les bénéfices exceptionnels des entreprises en période de crise, avec une taxe ponctuelle ambitieuse à l'échelle du secteur.
- Appliquer d'urgence des taux d'imposition beaucoup plus élevés sur les versements de dividendes aux riches actionnaires. L'impôt sur le revenu des dividendes devrait être au moins aussi élevé que l'impôt sur le revenu des traitements et salaires.
- Mettre en place un impôt exceptionnel de solidarité sur la fortune auquel seraient soumis-es les 1 % les plus riches.

2. AUGMENTER DE FAÇON PERMANENTE L'IMPÔT SUR LE REVENU DU TRAVAIL ET DU CAPITAL DES 1 % LES PLUS RICHES AVEC PAR EXEMPLE UN TAUX D'AU MOINS 60 %, ET DES TAUX PLUS ÉLEVÉS POUR LES MULTIMILLIONNAIRES ET LES MILLIARDAIRES

Outre les impôts exceptionnels de solidarité sur les plus riches, les gouvernements doivent veiller à ce que les 1 % les plus riches paient une part plus élevée d'impôts sur l'ensemble de leurs revenus du travail et du capital, et que les multimillionnaires et les milliardaires paient des taux encore plus élevés. Dans un rapport récent²⁹⁵, le FMI indique que selon les études estimant le taux qui maximiserait les recettes sur les revenus des plus riches, ces derniers se situent généralement entre 50 et 60 %. Des économistes comme Thomas Piketty recommandent des taux allant jusqu'à 80 %²⁹⁶. Cela signifie :

- Imposer les plus-values (revenus des actions, des parts sociales, des loyers et autres revenus dont les riches dépendent de manière disproportionnée) à des taux au moins aussi élevés que ceux des revenus du travail, et de préférence plus élevés.
- Faire en sorte que l'impôt sur le revenu des personnes physiques soit hautement progressif et que les taux d'imposition des ultra-riches soient beaucoup plus élevés que ceux des travailleurs et travailleuses ordinaires et des employé-es de la classe moyenne.
- Introduire des taux supérieurs d'imposition (taux marginaux) d'au moins 75 % sur l'ensemble des revenus des particuliers les plus riches (par exemple, les personnes qui gagnent 5 millions de dollars par an ou les 0,1 % les plus riches) afin de décourager les rémunérations excessives des dirigeants-es.
- Supprimer les exonérations fiscales et les failles de nos systèmes fiscaux qui profitent principalement aux riches.

3. IMPOSER LA FORTUNE DES 1 % LES PLUS RICHES À DES TAUX SUFFISAMMENT ÉLEVÉS POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

Les élites les plus riches ont une influence indue sur l'élaboration des politiques et la politique, ce qui leur permet d'accumuler toujours plus de richesses. Nous devons briser ce cercle vicieux. Cela signifie :

- Imposer la fortune à des taux suffisamment élevés pour réduire les inégalités de richesse et réduire de manière systématique le nombre d'ultra-riches et leur fortune.
- Imposer de façon permanente le patrimoine net des 1 % les plus riches, avec des taux plus élevés pour les millionnaires, les multimillionnaires et les milliardaires.
- Adopter et mettre en œuvre de manière effective des impôts fortement progressifs sur l'héritage, le foncier et la propriété, afin d'uniformiser les règles du jeu et d'empêcher l'émergence d'une classe aristocratique.

4. DONNER AUX ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET FISCALES LES MOYENS DE SUIVRE LES RICHESSES DES PERSONNES ET DES SOCIÉTÉS LES PLUS RICHES

Il est impossible de taxer les plus riches si les administrations publiques et fiscales n'ont pas les moyens et le soutien nécessaires pour identifier et suivre la véritable richesse des personnes les plus riches. Cela signifie :

- Identifier les véritables propriétaires de la richesse grâce à des registres publics des propriétaires effectifs des sociétés et autres entités juridiques, à l'interdiction des sociétés-écrans anonymes et à la création d'un registre mondial des actifs qui indique les véritables propriétaires des actifs physiques que les riches utilisent pour dissimuler leur fortune.
- Obliger les multinationales à divulguer leurs bénéfices, leurs revenus, leurs effectifs et d'autres chiffres financiers clés dans tous les pays où elles opèrent, par le biais de rapports publics pays par pays.
- Renforcer les administrations fiscales en les dotant de fonds suffisants pour s'assurer que les riches paient leurs impôts et pour mettre en place des unités spéciales chargées de taxer les personnes très fortunées.
- Améliorer l'échange automatique d'informations, en veillant à ce qu'il fonctionne aussi efficacement pour les pays à faible revenu.

5. METTRE FIN À LA CAPTURE POLITIQUE ET GARANTIR UNE PARTICIPATION ÉGALE À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES FISCALES

Si nous ne changeons pas la façon dont sont élaborées les politiques fiscales, elles continueront de favoriser les intérêts d'une élite fortunée. Nous devons modifier le rapport de force pour donner la priorité aux besoins des citoyen·nes ordinaires. Cela signifie :

- Créer un processus d'élaboration des politiques fiscales plus transparent et inclusif, qui met fin à l'influence disproportionnée des 1 % les plus riches et réduit les possibilités de corruption, tout en créant un nouvel espace pour une participation significative du plus grand nombre.
- Assurer la représentation des groupes marginalisés dans les processus d'élaboration des politiques fiscales, y compris les organisations féministes et de justice raciale, afin de remédier aux inégalités intersectionnelles profondément ancrées dans nos systèmes fiscaux actuels.
- Ouvrir une nouvelle ère de règles fiscales internationales plus ambitieuses et plus équitables en adoptant une convention fiscale des Nations Unies, avec un organe fiscal intergouvernemental.

Enfin, Oxfam appelle les bailleurs et les institutions internationales à aider les pays qui promeuvent des systèmes fiscaux progressifs, et à cesser d'exiger des réformes de politiques fiscales régressives dans le cadre de leurs conditionnalités pour les pays à revenu faible ou intermédiaire qui sollicitent leur soutien.

Notes

- 1 ProPublica (8 juin 2021), *The Secret IRS Files: Trove of Never-Before-Seen Records Reveal How the Wealthiest Avoid Income Tax*. <https://www.propublica.org/article/the-secret-irs-files-trove-of-never-before-seen-records-reveal-how-the-wealthiest-avoid-income-tax>
- 2 Source : Oxfam en Ouganda, projet pour la justice fiscale pour les femmes et les filles.
- 3 *The Economist* (12 décembre 2022), *The pandemic's true death toll: Our daily estimate of excess deaths around the world* [paywall]. Dernière visite le 12 décembre 2022. <https://www.economist.com/graphic-detail/coronavirus-excess-deaths-estimates>
- 4 Alors que l'extrême richesse augmente depuis de nombreuses années (voir Section 1.1), l'extrême pauvreté était en baisse constante. La COVID-19 a changé la donne en provoquant le premier regain d'extrême pauvreté dans le monde depuis plus de deux décennies. Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity: Correcting Course*. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/37739/9781464818936.pdf>
- 5 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.5.
- 6 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.6.
- 7 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.15. L'Inde compte 1,39 milliard d'habitant-es. Source : Données de la Banque mondiale. Population, total - Inde. Disponible à l'adresse : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=IN>
- 8 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 2.1.
- 9 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2022), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*. Rome : FAO. <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/CC0639FR>
- 10 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.4.2.
- 11 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.14.
- 12 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.22.
- 13 Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course*, op. cit. ; et Banque mondiale (5 octobre 2022), *La réduction de l'extrême pauvreté dans le monde est au point mort*. Communiqué de presse. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/10/05/global-progress-in-reducing-extreme-poverty-grinds-to-a-halt>
- 14 P-O Gourinchas (11 octobre 2022), *Alors que l'horizon s'assombrit, les décideurs doivent garder le cap*. Blog du FMI. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2022/10/11/policymakers-need-steady-hand-as-storm-clouds-gather-over-global-economy>
- 15 PNUD (2022), *Rapport sur le développement humain 2021/2022*. <https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2021-22>
- 16 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.15.
- 17 Oxfam (14 novembre 2022), *G20 must tackle the "cost of profit" crisis causing chaos worldwide*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/g20-must-tackle-cost-profit-crisis-causing-chaos-worldwide#:~:text=In%202021%2C%20on%20average%2C%20poor,G20%2C%20are%2071%25%20loans>
- 18 J. Walker et al. (2022), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2022*. Oxfam et Development Finance International. DOI : 10.21201/2022.9325. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621419/rr-cri-2022-111022-fr.pdf?sequence=30>
- 19 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.2.
- 20 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.5.
- 21 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.4.
- 22 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.0.
- 23 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.14.
- 24 J. Bivens (21 avril 2022), *Corporate profits have contributed disproportionately to inflation. How should policymakers respond?* Economic Policy Institute. Working Economics Blog. <https://www.epi.org/blog/corporate-profits-have-contributed-disproportionately-to-inflation-how-should-policymakers-respond/> ; Unite (2022), *Unite Investigates: Corporate profiteering and the cost of living crisis*. Les données portent sur la période octobre 2021-mars 2022. <https://www.uniteunion.org/media/4757/unite-investigates-corporate-profiteering-and-the-col-crisis.pdf> ; et The Australia Institute (18 juillet 2022), *Profits Causing Inflation in Australia, Not Wages: European Central Bank & ABS Data Reveal*. <https://australiainstitute.org.au/post/profits-causing-inflation-in-australia-not-wages-european-central-bank-abs-data-reveal/>
- 25 K. A. Dolan et C. Peterson-Withorn (eds) (2022), *Forbes World's Billionaires List: The Richest in 2022*. <https://www.forbes.com/billionaires/>
- 26 A. Maitland et al. (2022), *Les milliardaires du carbone : Les émissions liées aux investissements des personnes les plus riches du monde* Oxfam. DOI : 10.21201/2022.9684. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621446/bn-carbon-billionaires-071122-fr.pdf?sequence=15>
- 27 Ibid.
- 28 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.10 et 1.11.
- 29 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.9.
- 30 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.1.
- 31 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.2.
- 32 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.4.2.
- 33 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.23.
- 34 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.15.
- 35 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.14

- 36 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.1 et 3.8.
- 37 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.12.
- 38 ProPublica (8 juin 2021), *The Secret IRS Files*, op. cit.
- 39 Ibid.
- 40 Source : Oxfam en Ouganda, op cit.
- 41 E. Saez et G. Zucman (2019), *The Triumph of Injustice: How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay*. New York : W. W. Norton & Company.
- 42 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.22
- 43 Oxfam (11 octobre 2022), *Un nouvel indice montre que les gouvernements du monde entier ont alimenté une explosion des inégalités durant la pandémie de COVID-19*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/un-nouvel-indice-montre-que-les-gouvernements-du-monde-entier-ont-alimente-une>.
- 44 P. Walker, P. Crerar et R. Mason (14 octobre 2022), *Liz Truss sacks Kwasi Kwarteng before corporation tax U-turn*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/politics/2022/oct/14/liz-truss-press-conference-u-turn-corporation-tax-kwasi-kwarteng>
- 45 E. McCloskey (5 octobre 2022), *Taxing the rich is really, really popular...everywhere*. Blog de Patriotic Millionaires. <https://patrioticmillionaires.org/2022/10/05/taxing-the-rich-is-really-really-popular-everywhere>
- 46 F. Newport (12 août 2022), *Average American Remains OK With Higher Taxes on Rich*. Blog de Gallup Polling Matters. <https://news.gallup.com/opinion/polling-matters/396737/average-american-remains-higher-taxes-rich.aspx>
- 47 Fight Inequality Alliance (27 janvier 2022), *Every 8 out of 10 Indians want tax on the rich & companies profited during pandemic: Fight Inequality Alliance survey*. Communiqué de presse. <https://www.fightinequality.org/news/every-8-out-10-indians-want-tax-rich>
- 48 Oxfam Brésil (14 septembre 2022), *Brasileiros defendem impostos sobre mais ricos para financiar renda e assistência social a quem mais precisa*. Communiqué de presse [portugais]. <https://www.oxfam.org.br/noticias/brasileiros-defendem-impostos-sobre-mais-ricos-para-financiar-renda-e-assistencia-social-a-quem-mais-precisa/>
- 49 T. Isbell (2022), *Footing the bill? Less legitimacy, more avoidance mark African views on taxation*. Afrobarometer. <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/pp78-pap6-less-legitimacy-more-avoidance-mark-africans-views-on-taxation-afrobarometer-policy-paper-28jan22.pdf>
- 50 Oxfam (19 janvier 2022), *Over 100 millionaires call for wealth taxes on the richest to raise revenue that could lift billions out of poverty*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/over-100-millionaires-call-wealth-taxes-richest-raise-revenue-could-lift-billions>
- 51 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.8 et 3.12.
- 52 Voir les exemples dans la Section 2.1 du rapport complet.
- 53 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.17.
- 54 J. Slater (2013), *The Cost of Inequality: How wealth and income extremes hurt us all*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-cost-of-inequality-how-wealth-and-income-extremes-hurt-us-all-266321/95ea028>
- 55 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.1.
- 56 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.2.
- 57 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.3.
- 58 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.4.
- 59 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.5.
- 60 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.6.
- 61 Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity 2022*, op. cit.
- 62 K. A. Dolan et C. Peterson-Withorn (eds) (2022), *Forbes World's Billionaires List: The Richest in 2022*, op. cit.
- 63 Oxfam (2022), *Pandemic of Greed: A wake-up call for vaccine equity at a grim milestone*. <https://www.oxfam.org/en/research/pandemic-greed>
- 64 La fortune des milliardaires est étroitement liée aux performances des marchés financiers, car elle est surtout détenue sous la forme d'actifs financiers. Les mesures prises par les gouvernements et les banques centrales, tant à la suite de la crise financière de 2008 que de la pandémie de COVID-19, ont fait grimper la valeur des actifs financiers, en particulier les rendements boursiers, augmentant ainsi la fortune des personnes détenant des actifs financiers. Voir également C-P. Chang, G-F. Feng et M. Zheng (9 avril 2021), *Government Fighting Pandemic, Stock Market Return, and COVID-19 Virus Outbreak. Emerging Markets Finance and Trade*. Volume 57, 2021 – issue 8. <https://doi.org/10.1080/1540496X.2021.1873129>
- 65 Récemment, la fortune des milliardaires a recommencé à augmenter : en novembre 2022, elle était supérieure de 6 % à son niveau d'octobre 2022. Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.14.
- 66 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.7.
- 67 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.8.
- 68 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.9.
- 69 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.0.
- 70 U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir, *COVID 19 : les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam. DOI : 10.21201/2020.6386. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/power-profits-and-the-pandemic-from-corporate-extraction-for-the-few-to-an-econ-621044/>
- 71 M. Cohen et al. (2022), *Cartes sur table : Dix mythes à déconstruire sur les causes de la crise alimentaire mondiale*. Oxfam. DOI : 10.21201/2022.9394. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621411/bp-food-systems-10-myths-080922-fr.pdf>
- 72 J. Bivens (21 avril 2022), *Corporate profits have contributed disproportionately to inflation. How should policymakers respond?* Op. cit.

- 73 Unite (2022), *Unite Investigates: Corporate profiteering and the cost of living crisis*. Les données concernent la période octobre 2021-mars 2022. Op. cit.
- 74 The Australia Institute (18 juillet 2022), *Profits Causing Inflation in Australia, Not Wages: European Central Bank & ABS Data Reveal*, op. cit.
- 75 CCOO (2022), Análisis de la inflación: Los beneficios empresariales impulsan la escalada de los precios [espagnol]. <https://www.ccoo.es/39cc044bf4810efa107916829e0e8d1c000001.pdf>
- 76 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 2.1.
- 77 Données du 2^e trimestre 2022. Source : Réserve fédérale américaine. DFA: Distributional Financial Accounts. *Distribution of Household Wealth in the U.S. since 1989*. <https://www.federalreserve.gov/releases/z1/dataviz/dfa/distribute/table/#quarter:131;series:Corporate%20equities%20and%20mutual%20fund%20shares;demographic:networth;population:all;units:shares>
- 78 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.12.
- 79 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.13.
- 80 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.7.
- 81 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.7.
- 82 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.7.
- 83 Groupe de la Banque mondiale (2022), *Commodity Markets Outlook. Pandemic, war, recession: Drivers of aluminium and copper prices*. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/38160/CMO-October-2022.pdf>
- 84 PNUD (7 juillet 2022), *Global cost-of-living crisis catalyzed by war in Ukraine sending tens of millions into poverty, warns UN Development Programme*. Communiqué de presse. <https://www.undp.org/press-releases/global-cost-living-crisis-catalyzed-war-ukraine-sending-tens-millions-poverty-warns-un-development-programme>
- 85 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2022), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022*, op. cit. Section 2.3.
- 86 Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course*, op. cit.
- 87 Oxfam (17 juillet 2022), *Two-weeks increase in food billionaires' wealth enough to fully fund East Africa hunger crisis response*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/two-weeks-increase-food-billionaires-wealth-enough-fully-fund-east-africa-hunger#:~:text=Less%20than%20two%20weeks'%20worth,at%20merely%2016%20per%20cent>
- 88 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2022), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022*, op. cit.
- 89 Ibid.
- 90 Programme alimentaire mondial États-Unis (non daté), Infographie Women are hungrier. <https://www.wfpusa.org/women-are-hungrier-infographic/>
- 91 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2022), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022*, op. cit.
- 92 OIT (2021), *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail*. 7^e édition. https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/impacts-and-responses/WCMS_767223/lang--fr/index.htm
- 93 Oxfam Inde (2022), *India Discrimination Report 2022*. <https://www.oxfamindia.org/knowledgehub/workingpaper/india-discrimination-report-2022>
- 94 Oxfam (2021), *Le virus de la faim se propage : conflits, Covid-19 et changement climatique exacerbent la faim dans le monde*. <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-de-la-faim-se-propage-conflits-covid-19-et-changement-climatique-exacerbent>
- 95 OIT (2021), *An uneven and gender-unequal COVID-19 recovery: Update on gender and employment trends 2021*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_824865.pdf
- 96 D. Abed et F. Kelleher (2022), *L'austérité : aussi une question de genre. Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre*. DOI : 10.21201/2022.9844. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2022-11/bp-french-version-assault-of-austerity-prevailing-economic-choices-are-gender-based-violence.pdf>
- 97 OIT (2022), *Observatoire de l'OIT sur le monde du travail*. 10^e édition. https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_859262/lang--fr/index.htm; et OCDE (2022), *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2: Preliminary version*. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/f6da2159-en/1/3/1/index.html?itemId=/content/publication/f6da2159-en&csp=761d023775ff288a22ebcaaa183fdb6c&iteml60=oecd&itemContentType=book#figure-d1e780>
- 98 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.15
- 99 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.16.
- 100 CNBC (13 juillet 2022), *Cost-of-living crisis to hit women hardest, report says*. <https://www.cnn.com/2022/07/13/cost-of-living-crisis-to-hit-women-hardest-report-says.html>
- 101 J. Richardson et L. Reddyhoff (2022), *A Living wage matters: the role of the living wage in closing ethnicity pay gaps*. Living Wage Foundation. <https://www.livingwage.org.uk/living-wage-mattersthe-role-living-wage-closing-ethnicity-pay-gaps>
- 102 OIT (2022), *Observatoire de l'OIT sur le monde du travail*. 10^e édition, op. cit.
- 103 Comité des voies et des moyens, Chambre des représentants des États-Unis (9 février 2022), *Experts Warn U.S. Economy is at Risk of Wage-Price Spiral*. <https://gop-waysandmeans.house.gov/experts-warn-u-s-economy-is-at-risk-of-wage-price-spiral/>; et B. Benrath (7 octobre 2022), *Nestle CEO Worries Wage Demands Will Result in More Inflation*. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-10-07/nestle-ceo-worries-wage-demands-will-result-in-more-inflation?sref=hXddX0ju>
- 104 OIT (2022), *Observatoire de l'OIT sur le monde du travail*. 9^e édition. https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_845855/lang--fr/index.htm
- 105 ActionAid (2018), *Taxation of the informal sector*. https://actionaid.org/sites/default/files/publications/informal_sector_taxes.pdf
- 106 J. Walker et al. (2022), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2022*, op. cit.
- 107 La mention « pays en développement » est utilisée pour refléter la formulation de la source originale. Groupe de travail interagences des Nations Unies sur le financement du développement (2021), *Financing for Sustainable Development Report 2021*. <https://www.un.org/en/desa/financing-sustainable-development-report>
- 108 Oxfam (11 octobre 2022), *Un nouvel indice montre que les gouvernements du monde entier ont alimenté une explosion des inégalités durant la pandémie de COVID-19*, op. cit.

- 109 Oxfam (8 octobre 2022), *Des inégalités criantes ont laissé la majorité des pays mal préparés pour la pandémie de COVID-19 selon un nouvel indice*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/des-inegalites-criantes-ont-laisse-la-majorite-des-pays-mal-prepares-pour-la>
- 110 J. Walker et al. (2022), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2022*, op. cit.
- 111 Plateforme Data Futures du PNUD (mise à jour en février 2022), *Impact of vaccine inequity on economic recovery*. <https://data.undp.org/vaccine-equity-archive/impact-of-vaccine-inequity-on-economic-recovery-2022/>
- 112 La mention « pays en développement » est utilisée pour refléter la formulation de la source originale. Groupe de travail interagences des Nations Unies sur le financement du développement (2021), *Financing for Sustainable Development Report 2021*. Op. cit.
- 113 K. Georgieva (13 septembre 2022), *CGD Talks: Compound Crises Call for Decisive Action*. Script. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/09/14/tr091322-cgd-transcript>
- 114 CNUCED (3 octobre 2022), *La CNUCED met en garde contre une récession mondiale induite par les politiques publiques*. <https://unctad.org/fr/news/la-cnuced-met-en-garde-contre-une-recession-mondiale-induite-par-les-politiques-publiques>
- 115 J. Walker et al. (2022), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2022*, op. cit.
- 116 D. Abed et F. Kelleher (2022), *L'austérité : aussi une question de genre*, op. cit.
- 117 D. Abed et A. Kamande (2022), *L'austérité : aussi une question de genre*. Note méthodologique (en anglais). Oxfam. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/10546/621448/2/mn-assault-of-austerity-prevailing-economic-choices-are-gender-based-violence-221122-en.pdf>
- 118 Oxfam (11 octobre 2022), *Un nouvel indice montre que les gouvernements du monde entier ont alimenté une explosion des inégalités durant la pandémie de COVID-19*, op. cit.
- 119 J. Walker et al. (2022), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2022*, op. cit.
- 120 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.1.
- 121 E. Saez et G. Zucman (2019), *The Triumph of Injustice*, op. cit.
- 122 Ibid ; et A. Manning (22 avril 2015), *The top rate of income tax*. Blog de la LSE. <https://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/the-top-rate-of-income-tax-2/>
- 123 K. McNabb et H. Granger (2022), *Employment income tax in Africa: findings from a new dataset*. ODI. https://cdn.odi.org/media/documents/ODI-EITD_WP-JAN2022.pdf
- 124 OCDE (27 mars 2018), *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2018*, op. cit.
- 125 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.2.
- 126 P. H. Egger, S. Nigai et N. M. Strecker (2019), *The Taxing Deed of Globalization*. *American Economic Review*. 2019, 109(2): 353–390. <https://pubs.aeaweb.org/doi/pdfplus/10.1257/aer.20160600>
- 127 E. Saez et G. Zucman (2019), *The Triumph of Injustice*, op. cit.
- 128 J. Blasco, E. Guillaud et M. Zemmour (2021), *La TVA réduit-elle l'efficacité des systèmes socio-fiscaux de redistribution ?* Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP, Sciences Po), 2021, 51. <https://sciencespo.hal.science/view/index/identifiant/hal-03384746>
- 129 W. Figueroa et W. Peña (2017), *Implicaciones del aumento de la tasa del IVA/ISV sobre la pobreza, la igualdad y el bienestar. Una microsimulación para Guatemala, El Salvador y Honduras* [espagnol]. Instituto Centroamericano de Estudios Fiscales (Icefi). https://mail.icefi.org/sites/default/files/icefi_ints_implicaciones_del_aumento_a_la_tasa_del_iva.pdf
- 130 G. U. Thuncke (2022), *Are consumers paying the bill? How international tax competition affects consumption taxation*. Research School of International Taxation, Eberhard Karls University of Tübingen. <https://www.rsit-uni-tuebingen.de/app/download/12209158997/RSIT-WP-03-22.pdf?t=1669377207>
- 131 P. R. Mishra (14 juillet 2021), *GST Has Increased India's Reliance on Indirect Taxes, Hurting the Poor*. The Wire. <https://thewire.in/economy/gst-india-indirect-taxes-inequality> ; et The New Indian Express (14 août 2022), *In first two years of corporate tax cut, govt suffers Rs 1.84 lakh crore loss*. <https://www.newindianexpress.com/business/2022/aug/14/in-first-two-years-of-corporate-tax-cut-govt-suffers-rs-184-lakh-crore-loss-2487445.html>
- 132 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.3.
- 133 B. Reinsberg, T. Stubbs et A. Kentikelenis (2020), *Taxing the People, Not Trade: the International Monetary Fund and the Structure of Taxation in Developing Countries*. *St Comp Int Dev* 55, 278–304. <https://link.springer.com/article/10.1007/s12116-020-09307-4>
- 134 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.4.1 et 3.4.2.
- 135 Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course*, op. cit.
- 136 Source : Oxfam en Ouganda, op. cit.
- 137 A. Hartmads (20 juillet 2022), *Elon Musk vacationed on a superyacht off the coast of Greece. Here's a closer look at the luxurious boat, which rents for over \$7,000 per day*. Business Insider. <https://www.businessinsider.com/elon-musk-yacht-photos-greece-zeus-superyacht-2022-7?r=US&IR=T>. Voir également la note méthodologique (en anglais), Stat 3.5.
- 138 J. Eisinger, J. Ernsthausen et P. Kiel (8 juin 2021), *The Secret IRS Files: Trove of Never-Before-Seen Records Reveal How the Wealthiest Avoid Income Tax*. ProPublica. <https://www.propublica.org/article/the-secret-irs-files-trove-of-never-before-seen-records-reveal-how-the-wealthiest-avoid-income-tax>
- 139 H. Jin et C. Oguh (28 octobre 2022), *Explainer: How Elon Musk funded the \$44 billion Twitter deal*. Reuters. <https://www.reuters.com/markets/us/how-will-elon-musk-pay-twitter-2022-10-07/>
- 140 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.15.
- 141 D. Hardoon (2015), *Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout* Oxfam. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/338125/ib-wealth-having-all-wanting-more-190115-fr.pdf> ; L. Bonilla (2018), *Captured Democracy: Government for the few – how elites capture fiscal policy, and its impacts on inequality in Latin America and the Caribbean (1990–2017)*. Résumé en anglais. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/10546/620600/3/r-captured-democracies-161118-summ-en.pdf> ; et J. Fonger (11 août 2021), *Corporations Are Spending Millions on Lobbying to Avoid Taxes*. Public Citizen. <https://www.citizen.org/news/corporations-are-spending-millions-on-lobbying-to-avoid-taxes/>

- 142 J. Kangave et al. (2018), *What Can We Learn from the Uganda Revenue Authority's Approach to Taxing High Net Worth Individuals?* Document de travail de l'ICTD n° 72. Centre international pour la fiscalité et le développement. <https://www.ictd.ac/publication/what-can-we-learn-from-the-uganda-revenue-authority's-approach-to-taxing-high-net-worth-individuals/>
- 143 Fédération syndicale européenne des services publics (4 juin 2020), *As governments offer billions to corporations, tax control should be strengthened says EPSU*. Communiqué de presse. <https://www.epsu.org/article/governments-offer-billions-to-corporations-tax-control-should-be-strengthened-says-epsu> ; et R. Frank (17 mai 2022), *Just 2% of the richest Americans had their taxes audited in 2019, down from 16% in 2010*. <https://www.cnn.com/2022/05/17/super-wealthy-irs-tax-audits-plunge-over-decade-government-report-says.html>. La loi sur la réduction de l'inflation récemment adoptée, prévoyant une augmentation de 80 milliards de dollars du financement de l'agence Internal Revenue Service aux États-Unis, vise en partie à remédier à ce problème, notamment en améliorant le recouvrement des impôts non payés par les riches. Source : S. Horsley (14 août 2022), *The IRS just got \$80 billion to beef up. A big goal? Going after rich tax dodgers*. NPR. <https://www.npr.org/2022/08/14/1117317757/irs-tax-evaders-dodgers-inflation-reduction-act-enforcement>
- 144 A. Alstadsæter, N. Johannesen, G. Zucman (2018), *Who owns the wealth in tax havens? Macro evidence and implications for global inequality*. *Journal of Public Economics*, Volume 162, juin 2018, pages 89–100. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2018.01.008>
- 145 ICJ (3 octobre 2021), *Pandora Papers*. <https://www.icij.org/investigations/pandora-papers/> ; et ICJ (3 avril 2016), *Panama Papers*. <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/>
- 146 A. Alstadsæter, N. Johannesen et G. Zucman (2018), *Tax Evasion and Inequality*. *American Economic Review*. 2019, 109(6): 2073–2103. <https://gabriel-zucman.eu/files/AJZ2019.pdf> ; et J. Brounstein (2022), *Can countries unilaterally mitigate tax haven usage? Evidence from Ecuadorian transaction tax data*. Job Market Paper November 7, 2022. https://jakobbrounstein.github.io/files/brounstein_jmp_taxevasionecuador.pdf
- 147 A. Alstadsæter, N. Johannesen et G. Zucman (2017), *Who Owns the Wealth in Tax Havens? Macro Evidence and Implications for Global Inequality*. *Journal of Public Economics*, op. cit.
- 148 W. Fitzgibbon, D. Cenziper et S. Georges (4 octobre 2021), *Suspect foreign money flows into booming American tax havens on promise of eternal secrecy*. ICJ. <https://www.icij.org/investigations/pandora-papers/us-trusts-offshore-south-dakota-tax-havens/>
- 149 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.6.
- 150 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.7.
- 151 Ibid.
- 152 Banque mondiale (2016), *Shared Prosperity Report 2016: Taking on Inequality* <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity-2016>
- 153 J. Walker et al. (2022), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2022*, op. cit.
- 154 C. Boissel et A. Matray (2021), *Dividend Taxes and the Allocation of Capital*. Princeton Economics. <https://economics.princeton.edu/working-papers/dividend-taxes-and-the-allocation-of-capital/>
- 155 Coalition internationale pour l'accès à la terre et Oxfam (2020), *Uneven Ground: Des inégalités foncières au cœur des inégalités sociétales*. Résumé exécutif. <https://www.landcoalition.org/fr/uneven-ground/>
- 156 P. Diamond et E. Saez (2011), *The Case for a Progressive Tax: From Basic Research to Policy Recommendations*. *Journal of Economic Perspectives*, 25 (4): 165–90. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/jep.25.4.165> ; et CMI U4 Anti-Corruption Resource Centre (6 juillet 2017), *Correlation between corruption and inequality*. <https://www.u4.no/publications/correlation-between-corruption-and-inequality>
- 157 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.10.
- 158 Ibid.
- 159 Données du 2^e trimestre 2022. Source : Réserve fédérale américaine. *DFA: Distributional Financial Accounts. Distribution of Household Wealth in the U.S. since 1989*, op. cit.
- 160 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.11 ; et E. Seery (2022), *Rising to the challenge: The case for permanent progressive policies to tackle Asia's coronavirus and inequality crisis*. Oxfam. DOI : 10.21201/2022.8564. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/rising-to-the-challenge-the-case-for-permanent-progressive-policies-to-tackle-a-621343/>
- 161 T. Combrink et M. van Rossum (2021), *Introduction: the impact of slavery on Europe – reopening a debate*. *Slavery & Abolition*, Volume 42, 2021, pages 1–14. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/0144039X.2021.1860462>
- 162 J. Hickel et al. (mars 2022), *Imperialist appropriation in the world economy: Drain from the global South through unequal exchange, 1990–2015*. *Global environmental change*. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S095937802200005X>
- 163 Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF) (2021), *Perspectives Fiscales Africaines - 2021*. https://events.ataftax.org/index.php?page=documents&func=view&document_id=155&function=changelangpost&language=fr_FR
- 164 En Inde, les dalits et les populations tribales ne font pas partie des quatre varnas (brahmanes, kshatriyas, vaishyas, shudras) du système de castes ancré dans la doctrine hindoue. Il s'agit d'un système qui hiérarchise les personnes en fonction de leur ascendance. Les dalits et les populations tribales sont considérés comme « impurs » et « intouchables », car ils ne font pas partie des varnas. Bien qu'officiellement aboli en Inde, ce système est toujours influent. Aujourd'hui encore, les dalits et les populations tribales sont victimes de discriminations dans tous les aspects de leur vie.
- 165 The quint world (29 août 2017), *Direct Taxes Board Hasn't Had a Dalit or Tribal Member in 30 Years*. <https://www.thequint.com/news/india/no-dalit-sc-st-employee-at-central-board-of-direct-taxes-in-past-30-ys>
- 166 Voir par exemple Oxfam en Ouganda et SEATINI-Ouganda (13 avril 2022), *Fair Tax Monitor Uganda: A Gender Perspective*. <https://uganda.oxfam.org/latest/policy-paper/fair-tax-monitor-uganda-gender-perspective> ; et Decolonising Economics en collaboration avec Tax Justice UK et Tax Justice Network (2022), *Tax as a Tool for Racial Justice*. <https://decolonisingeconomics.org/2022/09/09/tax-as-a-tool-for-racial-justice-report/>
- 167 Alliance mondiale pour la justice fiscale (2021), *Encadrement de la fiscalité féministe*. <https://globaltaxjustice.org/wp-content/uploads/2022/08/2021-06-02-Download-the-guide-in-French-FR-PDF.pdf>
- 168 Tax Justice Network Africa (2011), *Taxation and Gender: Why does it matter?* Newsletter d'Africa Tax Spotlight, premier trimestre, volume 2. https://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Africa_Tax_Spotlight_5th_edition.pdf

- 169 D. Abed et F. Kelleher (2022), *L'austérité : aussi une question de genre*, op. cit.
- 170 R. Sharpe (2018), *Short-changed: How the IMF's tax policies are failing women*. ActionAid. https://actionaid.org/sites/default/files/short-changed_final.pdf
- 171 M. Delgado Coelho et al. (2022), *Gendered Taxes: The Interaction of Tax Policy with Gender Equality*. FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2022/02/04/Gendered-Taxes-The-Interaction-of-Tax-Policy-with-Gender-Equality-512231>
- 172 M. Grudnoff (2022), *Rich Man's World: Gender Distribution of the Stage 3 Tax Cuts*. The Australia Institute. <https://australiainstitute.org.au/wp-content/uploads/2022/02/20214-Rich-mans-world-Stage-3-Tax-Cuts-Gender-Distribution-web.pdf>
- 173 I. Woolard (2 mai 2019), *Economists think South Africa's persistent inequality should be tackled with a wealth tax*. Quartz. <https://qz.com/africa/1610723/south-africas-inequality-can-be-fixed-with-a-wealth-tax>
- 174 T. Gore (2020), *Combattre les inégalités des émissions de CO₂ : La justice climatique au cœur de la reprise post COVID-19*. Oxfam. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621052/mb-confronting-carbon-inequality-210920-fr.pdf>
- 175 A. Maitland et al. (2022), *Les milliardaires du carbone*, op. cit.
- 176 Ibid.
- 177 L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2022), *Rapport sur les inégalités mondiales 2022*. World Inequality Lab. https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2022/02/WIR_2022_FullReport.pdf
- 178 P. Mauro, P. Medas et J. M. Fournier (2019), *Le coût de la corruption*. FMI, Finances & développement. <https://www.imf.org/fr/Publications/fandd/issues/2019/09/the-true-cost-of-global-corruption-mauro>
- 179 International Budget Partnership (30 mai 2022), *Open Budget Survey 2021*. <https://www2.internationalbudget.org/open-budget-survey/open-budget-survey-2021>
- 180 Acción Internacional para la Salud et Oxfam au Pérou (2018), *The other fight against cancer: tax justice for women's health*. https://oi-files-cng-prod.s3.amazonaws.com/peru.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/The%20other%20fight%20against%20cancer.pdf
- 181 J. Olwenyi et R. Schonewille (2020), *Fiscal Accountability for Inequality Reduction (FAIR): Track Record Case Study Oxfam in Uganda*. https://oi-files-cng-prod.s3.amazonaws.com/uganda.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/FAIR%20Track%20Record%20Uganda%20.pdf
- 182 E. McCloskey (5 octobre 2022), *Taxing the rich is really, really popular... everywhere*, op. cit.
- 183 F. Newport (12 août 2022), *Average American Remains OK With Higher Taxes on Rich*, op. cit.
- 184 Fight Inequality Alliance (27 janvier 2022), *Every 8 out of 10 Indians want tax on the rich & companies profited during pandemic*, op. cit.
- 185 Oxfam Brésil (14 septembre 2022), *Brasileiros defendem impostos sobre mais ricos para financiar renda e assistência social a quem mais precisa*, op. cit.
- 186 T. Isbell (2022), *Footing the bill?* Op. cit.
- 187 Oxfam (19 janvier 2022), *Over 100 millionaires call for wealth taxes on the richest to raise revenue that could lift billions out of poverty*, op. cit.
- 188 BBC News (7 novembre 2019), *Lebanon protests: How WhatsApp tax anger revealed a much deeper crisis*. <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-50293636>
- 189 Oxfam France (6 décembre 2018), *Les inégalités : Terreau de la colère des gilets jaunes*. <https://www.oxfamfrance.org/actualite/les-inegalites-terreau-de-la-colere-des-gilets-jaunes/>
- 190 J. Llangari (3 octobre 2019), *Ecuador protesters block roads over fuel subsidy cuts*. Reuters. <https://www.reuters.com/article/ecuador-protests-idUSL5N2605CK>
- 191 C. S. Kasturi (13 janvier 2022), *Kazakhstan unrest highlights tricky terrain of fuel subsidy cuts*. Aljazeera. <https://www.aljazeera.com/economy/2022/1/13/kazakhstan-unrest-highlights-tricky-terrain-of-fuel-subsidy-cuts>
- 192 D. Hope et J. Limberg (2022), *The economic consequences of major tax cuts for the rich*. *Socio-Economic Review*, Volume 20, Issue 2, pp. 539–559. <https://doi.org/10.1093/ser/mwab061>
- 193 E. Dabla-Norris et al. (2015), *Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective*. FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2016/12/31/Causes-and-Consequences-of-Income-Inequality-A-Global-Perspective-42986>
- 194 J. Darmanin (28 septembre 2022), *IMF urges Liz Truss to think twice about UK tax-cutting plan*. Politico. <https://www.politico.eu/article/imf-urges-truss-to-think-twice-before-going-forward-with-tax-cutting-plan/>
- 195 B. Sillars (28 septembre 2022), *Bank of England launches bond-buying programme to prevent 'material risk' to UK financial stability*. Sky News. <https://news.sky.com/story/bank-of-england-takes-action-to-restore-orderly-market-conditions-after-mini-budget-panic-12706827>
- 196 P. Walker, P. Crerar et R. Mason (14 octobre 2022), *Liz Truss sacks Kwasi Kwarteng before corporation tax U-turn*, op. cit. ; et J. Reid et H. Ward-Glenton (20 octobre 2022), *UK Prime Minister Liz Truss resigns after failed budget and market turmoil*. CNBC. <https://www.cnbc.com/2022/10/20/uk-prime-minister-liz-truss-resigns-after-failed-budget-and-market-turmoil.html>
- 197 M. Arnold (27 septembre 2022), *Tax the rich more to help victims of energy crisis, says ECB*. *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/5e1f616e-8cc4-4678-9bc7-3a6616742b07> [paywall]
- 198 C. Lakner et al. (2019), *How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty?* Groupe de la Banque mondiale. Document de travail sur la recherche sur les politiques 8869. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/328651559243659214/pdf/How-Much-Does-Reducing-Inequality-Matter-for-Global-Poverty.pdf>
- 199 Asia Times (24 octobre 2022), *Role of tax cuts in Sri Lanka crisis*. <https://asiatimes.com/2022/10/role-of-tax-cuts-in-sri-lanka-crisis/> ; et personnel du FMI (1^{er} septembre 2022), *IMF Staff Reaches Staff-Level Agreement on an Extended Fund Facility Arrangement with Sri Lanka*. Communiqué de presse. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/09/01/pr22295-imf-reaches-staff-level-agreement-on-an-extended-fund-facility-arrangement-with-sri-lanka>
- 200 I. Olivera Doll (4 mai 2021), *Argentina Wealth Tax Fought by the Rich Raises \$2.4 Billion*. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-05-03/argentina-wealth-tax-fought-by-millionaires-raises-2-4-billion#xj4y7vzkg> [paywall]

- 201 Orbitax (4 janvier 2021), *Bolivia Approves New Wealth Tax*. <https://www.orbitax.com/news/archive.php/Bolivia-Approves-New-Wealth-Ta-44923>
- 202 Congreso de los Diputados (chambre basse, pouvoir législatif espagnol) (24 novembre 2022), *El Pleno aprueba la Proposición de Ley de gravámenes temporales energético y de entidades de crédito y que crea el Impuesto de las Grandes Fortunas y lo remite al Senado* [espagnol]. Communiqué de presse. https://www.congreso.es/notas-de-prensa?p_id=notasprensa&p_p_lifecycle=0&p_p_state=normal&p_p_mode=view¬asprensa_mvcPath=detalle¬asprensa_notaid=43733
- 203 EY Tax News Update (10 août 2022), *Chile's Congress to discuss tax reform proposal*. <https://taxnews.ey.com/news/2022-1212-chiles-congress-to-discuss-tax-reform-proposal?uAlertID=Sd%2F68rua1oj6%2Fi58EZ2AiA%3D%3D>
- 204 Informe de conciliación al Proyecto de Ley No. 118/2022 (Cámara) y 131/2022 (Senado) "Por medio de la cual se adopta una reforma tributaria para la igualdad y la justicia social y se dictan otras disposiciones" [espagnol]. Chambre des représentants et Sénat, Colombie. <https://www.eltiempo.com/uploads/files/2022/11/11/Informe%20de%20conciliacion%20PL%20118-22C%20y%20131-22S%20Reforma%20Tributaria%20-1-.pdf>
- 205 O. Guguuyu (30 septembre 2022), *Ruto pledges wealth tax on tycoons to fix Kenya's budget*. The East African. <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/business/ruto-pledges-wealth-tax-on-tycoons-to-fix-budget-3968128>
- 206 C. Nardi (7 avril 2022), *Liberals to 'go further' targeting high-income earners with budget's new minimum income tax*. National Post. <https://nationalpost.com/news/politics/tax-federal-budget-2022>
- 207 Bloomberg (20 octobre 2022), *Xi's Vow to Regulate Wealth Spurs Calls for Taxing the Rich*. [https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-10-20/xi-s-vow-on-wealth-regulation-ignites-calls-for-taxing-the-rich#xj4y7vzkg\[paywall\]](https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-10-20/xi-s-vow-on-wealth-regulation-ignites-calls-for-taxing-the-rich#xj4y7vzkg[paywall])
- 208 Gouvernement des Pays-Bas (20 septembre 2022), *Tax Plan 2023: a better balance between tax on labour and tax on wealth*. Communiqué de presse. <https://www.government.nl/latest/news/2022/09/20/tax-plan-2023-a-better-balance-between-tax-on-labour-and-tax-on-wealth>
- 209 Malaysia Now (3 juin 2022), *PSM tells how taxing nation's richest men can replenish lost GST revenue*. <https://www.malaysianow.com/news/2022/06/03/psm-tells-how-taxing-nations-richest-men-can-replenish-lost-gst-revenue>
- 210 D. Hardoon (2015), *Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout* Oxfam. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/338125/ib-wealth-having-all-wanting-more-190115-fr.pdf>; L. Bonilla (2018), *Captured Democracy: Government for the few – how elites capture fiscal policy, and its impacts on inequality in Latin America and the Caribbean (1990–2017)*. Résumé en anglais. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/10546/620600/3/r-captured-democracies-161118-summ-en.pdf>; et J. Fonger (11 août 2021), *Corporations Are Spending Millions on Lobbying to Avoid Taxes*. Public Citizen. <https://www.citizen.org/news/corporations-are-spending-millions-on-lobbying-to-avoid-taxes/>
- 211 M. Roche et M. Thimonnier (27 février 2022), *Est-il vrai que « 90 % des grands médias appartiennent à neuf milliardaires » ?* Libération. https://www.liberation.fr/checknews/est-il-vrai-que-90-des-grands-medias-appartiennent-a-neuf-milliardaires-20220227_7J3H2INM05G0PBN7YJ77C33KRY/
- 212 K. Vinton (1^{er} juin 2016), *These 15 Billionaires Own America's News Media Companies*. Forbes. <https://www.forbes.com/sites/katevinton/2016/06/01/these-15-billionaires-own-americas-news-media-companies/?sh=797820e3660a>
- 213 J. E. Huerta Wong et al. (2016), *Media Ownership and Concentration in Mexico*. Dans : *Who Owns the World's Media? Media Concentration and Ownership Around the World*. Oxford Academic. <https://academic.oup.com/book/27756/chapter-abstract/197972956?redirectedFrom=fulltext>
- 214 A. Ndege (26 août 2022), *Moi family shifts Sh520 million StanChart ownership*. Business Daily Africa. <https://www.businessdailyafrica.com/bd/corporate/companies/moi-family-shifts-sh520-million-stanchart-ownership-3926682>
- 215 C. Mwita (25 mars 2021), *The Kenya Media Assessment 2021*. Internews. https://internews.org/wp-content/uploads/legacy/2021-03/KMARReport_Final_20210325.pdf
- 216 Exchange 4 Media (12 août 2019), *72 TV channels owned by RIL have a reach of 800mn Indians*. <https://www.exchange4media.com/media-others-news/72-tv-channels-owned-by-ril-have-a-reach-of-800mn-indians-98774.html>
- 217 J. Cagé (2022), *Pour une télé libre : Contre Bolloré*. Éditions du Seuil. <https://www.seuil.com/ouvrage/pour-une-tele-libre-julia-cage/9782021497397>
- 218 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.8.
- 219 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.12.
- 220 Voir les exemples dans la Section 2.1.
- 221 K. Abdel-Kader et R. A. de Mooij (2020), *Tax Policy and Inclusive Growth*. Document de travail n° 2020/271, <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2020/12/04/Tax-Policy-and-Inclusive-Growth-49902>
- 222 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.9.
- 223 Les types de revenus considérés comme *revenu des personnes physiques* varient d'un pays à l'autre. Nous avons inclus ici les revenus des dividendes des actions et des obligations, mais ce n'est pas le cas dans tous les pays. Dans de nombreux pays, le revenu des dividendes est imposé comme un gain en capital.
- 224 K. Abdel-Kader et R. A. de Mooij (2020), *Tax Policy and Inclusive Growth*, op. cit.
- 225 55 976 reais brésiliens (BRL) par an = 4 664,68 BRL par mois. Ministère des Finances du gouvernement brésilien (21 décembre 2021), IRPF (Imposto sobre a renda das pessoas físicas) [portugais]. <https://www.gov.br/receitafederal/pt-br/assuntos/orientacao-tributaria/tributos/irpf-imposto-de-renda-pessoa-fisica>
- 226 Ministère des Finances, gouvernement du Mexique (2022), *Renuncias Recaudatorias 2022* [espagnol]. https://www.finanzaspublicas.hacienda.gob.mx/work/models/Finanzas_Publicas/docs/congreso/infoanual/2022/drr_2022.pdf
- 227 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.8.
- 228 Voir la figure 3, p. 21 dans N. Branzoli et al. (2018), *The Taxation of Savings: The Italian System and International Comparison*. Banca d'Italia. Questioni di Economia e Finanza. [Occasional Papers] No. 464. https://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/qef/2018-0464/QEF_464_18.pdf; et FMI (2021), *A Fair Shot*. Moniteur des finances publiques, avril 2021, op. cit.

- 229 S. W. Gobetti et R. O. Orair (2016), *Progressividade Tributária: A Agenda Negligenciada* [portugais]. Ipea. http://repositorio.ipea.gov.br/bitstream/11058/6633/1/td_2190.pdf. N.B. : le rapport a été rédigé avant la réélection du président Lula en 2022.
- 230 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.10.
- 231 P. Stallworth (18 mars 2019), "Let Me Tell You About The Very Rich. They Are Different From You And Me." Blog TaxVox. Tax Policy Center. <https://www.taxpolicycenter.org/taxvox/let-me-tell-you-about-very-rich-they-are-different-you-and-me>
- 232 E. Saez, D. Yagan et G. Zucman (2021), *Capital Gains Withholding*. <https://gabriel-zucman.eu/files/SYZ2021.pdf>
- 233 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.11.
- 234 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.12.
- 235 Ibid.
- 236 E. Saez et G. Zucman (2019), *The Triumph of Injustice*, op. cit.
- 237 Selon le budget du gouvernement adopté en juin 2022, le taux devrait tripler pour atteindre 15 % le 1^{er} janvier 2023, mais il reste à voir si les tentatives de blocage de ces augmentations d'impôts sur les plus-values seront à nouveau couronnées de succès au Kenya. Voir EY. (30 juin 2022), *Kenya enacts Finance Act, 2022*. https://www.ey.com/en_gl/tax-alerts/kenya-enacts-finance-act--2022
- 238 C. N. Mutava et B. Wanjala (2017), *Taxing for a more equal Kenya: A five point action plan to fight inequality*. Oxfam. https://cng-cdn.oxfam.org/heca.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/Taxing%20for%20a%20more%20equal%20Kenya%20Report.pdf
- 239 Par exemple, le Chili et la Colombie. Voir la Section 2.4.
- 240 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 13.10 et 3.13
- 241 H. Jin et C. Oguh (28 octobre 2022), *Explainer: How Elon Musk funded the \$44 billion Twitter deal*, op. cit.
- 242 ProPublica (8 juin 2021), *The Secret IRS Files*, op. cit.
- 243 B. Gilbert (13 juin 2021), *How billionaires like Jeff Bezos and Elon Musk avoid paying federal income tax while increasing their net worth by billions*. Business Insider. <https://www.businessinsider.com/how-billionaires-avoid-paying-federal-income-tax-2021-6>
- 244 G. Leiserson et D. Yagan (23 septembre 2021), *What Is the Average Federal Individual Income Tax Rate on the Wealthiest Americans?* The White House. <https://www.whitehouse.gov/cea/written-materials/2021/09/23/what-is-the-average-federal-individual-income-tax-rate-on-the-wealthiest-americans/>
- 245 J. Ernsthausen, P. Kiel et J. Eisinger (8 juin 2021), *How We Calculated the True Tax Rates of the Wealthiest*. ProPublica. <https://www.propublica.org/article/how-we-calculated-the-true-tax-rates-of-the-wealthiest>
- 246 ITEP (14 octobre 2021), *Investment Income and Racial Inequality*. <https://itep.org/investment-income-and-racial-inequality/>
- 247 Le président Joe Biden a tenté de faire adopter une taxe annuelle de 20 % sur les Américain-es les plus riches en 2022. Cette mesure aurait instauré une taxe annuelle sur les plus-values non réalisées, et l'on estime qu'elle générerait 360 milliards de dollars sur 10 ans. La proposition de loi n'a pas été adoptée. Voir J. Sink (26 mars 2022), *Biden to propose 20% Tax Aimed at Billionaires, Unrealized Gains*. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-03-26/biden-to-propose-20-tax-aimed-at-billionaires-unrealized-gains?leadSource=verify%20wall> [paywall]
- 248 E. Saez et G. Zucman (14 avril 2021), *How to Get \$1 Trillion from 1000 Billionaires: Tax their Gains Now*. Université de Californie Berkeley. <https://eml.berkeley.edu/~saez/SZ21-billionaire-tax.pdf>
- 249 OCDE (2022), *Niveaux d'APD en 2021 – Données préliminaires*. <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/APD-2021-donnees-preliminaires.pdf>
- 250 Par exemple, l'impôt foncier en Irlande est plus élevé pour les biens dont la valeur marchande dépasse 1,75 million d'euros. Source : Autorité fiscale irlandaise [dernière visite le 27 octobre 2022], *Valuing your property*. <https://www.revenue.ie/en/property/local-property-tax/valuing-your-property/determining-lpt-charge.aspx>
- 251 N. Coplin et A. Nwafor (2019), *It's Not All About the Money: Domestic revenue mobilization, reducing inequality, and building trust with citizens*. DOI : 10.21201/2019.4382. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/its-not-all-about-the-money-domestic-revenue-mobilization-reducing-inequality-a-620754/>
- 252 E. Ahmad, G. Brosio et J. P. Jiménez (2019), *Options for retooling property taxation in Latin America*. Macroeconomics of Development Series 202. CEPALC, Santiago du Chili https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45021/1/S1901021_en.pdf
- 253 N. Coplin et A. Nwafor (2019), *It's Not All About the Money*, op. cit.
- 254 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.14.
- 255 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.15.
- 256 Ibid.
- 257 Ibid.
- 258 D. Hardoon (2017), *Une économie au service des 99% : Il est temps de construire une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à quelques privilégiés*. Oxfam. DOI : 10.21201/2017.8616. https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/bp-economy-for-99-percent-160117-fr.pdf
- 259 Par exemple, selon une étude réalisée en Italie en 2022, un impôt sur la fortune prélevé sur les 5 % des revenus les plus élevés corrigerait très vraisemblablement la régressivité globale du système fiscal italien. Actuellement, le taux d'imposition effectif total (tenant compte de tous les impôts payés) des 5 % les plus riches est régressif, et ces personnes bénéficient d'un taux d'imposition effectif inférieur à celui des groupes à plus faibles revenus. L'étude a également montré que les changements apportés au système d'impôt sur le revenu ne peuvent à eux seuls corriger cette régressivité. Il faut un impôt sur la fortune. Voir : WID.world (28 février 2022), *Income Inequality in Italy and Tax Policy Implications*. <https://wid.world/news-article/income-inequality-in-italy-and-tax-policy-implications/>
- 260 En 2021, l'Argentine a adopté une contribution de solidarité unique COVID-19 en plus de son impôt récurrent sur le patrimoine net existant. Worldwide Tax Summaries de PwC (dernière révision : 31 août 2022), *Argentina: Individual - Other taxes*. <https://taxsummaries.pwc.com/argentina/individual/other-taxes>
- 261 En 2011, l'impôt sur la fortune a été rétabli à titre temporaire. Il a été prolongé d'année en année jusqu'en 2020, avant d'être rendu permanent en 2021. Ley 11/2020, de 30 de diciembre, de Presupuestos Generales del Estado para el año 2021 [espagnol]. Gouvernement d'Espagne. <https://www.boe.es/buscar/pdf/2020/BOE-A-2020-17339-consolidado.pdf>

- 262 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.16.
- 263 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.17.
- 264 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.18.
- 265 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.17.
- 266 FMI (2021), *Fiscal Monitor: A Fair Shot. Online Annex 2.1. Inequality, Social Mobility, and Educational Outcomes*. <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/fiscal-monitor/2021/April/English/onlineannex21.ashx>
- 267 Decolonising Economics en coopération avec Tax Justice UK et Tax Justice Network (2022), *Tax as a tool for racial justice*, op. cit. et Global Alliance for Tax Justice (2021), *Framing Feminist Taxation*, op. cit.
- 268 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.22.
- 269 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.19.
- 270 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.20.
- 271 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.21.
- 272 Ibid.
- 273 R. Katayama et D. Wadhwa (9 janvier 2019), *Half of the world's poor live in just 5 countries*. Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/opendata/half-world-s-poor-live-just-5-countries>
- 274 Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, comme évoqué dans la Section 2.4.
- 275 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.23.
- 276 FMI (2021), *A Fair Shot*. Moniteur des finances publiques, avril 2021, op. cit.
- 277 Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity 2022*, op. cit., p. 169 : L'impôt sur les sociétés représente entre 2 % et 3 % du PIB, et son incidence est susceptible d'être progressive. L'incidence exacte est sujette à débat, mais des études menées dans les pays de l'OCDE montrent que les actionnaires ont tendance à supporter plus de la moitié de la charge, le reste étant supporté par les travailleurs et les travailleuses ou les consommateurs et consommatrices. Le fait que les actionnaires se situent souvent en haut de l'échelle des revenus suggère que l'IS est progressif, en particulier dans les pays plus pauvres où les travailleurs et travailleuses des grandes entreprises ont une certaine aisance financière [traduction libre de la version originale anglaise].
- 278 Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity 2022*, op. cit.
- 279 S. Nallareddy, E. Rouen et J. C. Suárez Serrato (2018), *Corporate Tax Cuts Increase Income Inequality*. Harvard Business School. https://www.hbs.edu/ris/Publication%20Files/18-101%20Rouen%20Corporate%20Tax%20Cuts_0a4626be-774c-4b9a-8f96-d27e5f317aad.pdf
- 280 Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity 2022*, op. cit.
- 281 Oxfam (9 septembre 2022), *Oxfam Media Brief: the case for windfall taxes*. <https://www.oxfam.org/en/research/oxfam-media-brief-case-windfall-taxes> ; et G. Sgaravatti, S. Tagliapietra et G. Zachmann (29 novembre 2022), *National fiscal policy responses to the energy crisis*. Bruegel. <https://www.bruegel.org/dataset/national-policies-shield-consumers-rising-energy-prices>
- 282 Commonwealth d'Australie (25 octobre 2022), Budget October 2022–23. Page 17. https://budget.gov.au/2022-23-october/content/bp2/download/bp2_2022-23.pdf
- 283 Orsted (2 février 2022), *Orsted Annual report 2021*. <https://orstedcdn.azureedge.net/-/media/annual2021/annual-report-2021.ashx?rev=9d4904ddf4c44594adab627f7e4c62be&hash=69CE31C5D5935DD0DB46313E3BDEC952>
- 284 Vodafone (Dernière consultation en novembre 2022), *Tax and Economic Contribution*. <https://www.vodafone.com/about-vodafone/reporting-centre/tax-and-economic-contribution>
- 285 M. Bou Mansour (17 mai 2022), *Les États-Unis sont en tête du classement sur l'opacité financière alors que les pays du G7 agissent contre la progression mondiale de la transparence*. Tax Justice Network. Communiqué de presse. <https://taxjustice.net/press/les-etats-unis-sont-en-tete-du-classement-sur-lopacity-financiere-alors-que-les-pays-du-g7-agissent-contre-la-progression-mondiale-de-la-transparence/>
- 286 A. Fraiha Granjo et M. Martini (2021), *Access denied? Availability and accessibility of beneficial ownership data in the European Union*. Transparency International. <https://images.transparencycdn.org/images/2021-Report-Access-denied-Availability-and-accessibility-of-beneficial-ownership-data-in-the-European-Union.pdf> ; A. Knobel (2022), *Proposed Amendments to the EU AML Package Improving Beneficial Ownership Transparency*. Tax Justice Network. <https://taxjustice.net/wp-content/uploads/2022/03/Proposed-Amendments-to-the-EU-AML-Package-Tax-Justice-Network-March-2022.pdf> ; et Transparency International (22 novembre 2022), *EU Court Of Justice delivers blow to beneficial ownership transparency*. Communiqué de presse. <https://www.transparency.org/en/press/eu-court-of-justice-delivers-blow-to-beneficial-ownership-transparency>
- 287 J. Baruch, M. Ferrer, M. Vaudano et A. Michel (9 février 2021), *OpenLux: the secrets of Luxembourg, a tax haven at the heart of Europe*. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/02/08/openlux-the-secrets-of-luxembourg-a-tax-haven-at-the-heart-of-europe_6069140_4355770.html
- 288 Pagina12 (29 mars 2022), *Fondo de evasores para pagar la deuda: el proyecto del Frente de Todos, punto por punto* [espagnol]. <https://www.pagina12.com.ar/411464-fondo-de-evasores-para-pagar-la-deuda-el-proyecto-del-frente>
- 289 ICRICT (2018), *A Roadmap for a Global Asset Registry*. <https://static1.squarespace.com/static/5a0c602bf43b5594845abb81/t/5c988368eef1a1538c2ae7eb/1553498989927/GAR.pdf>
- 290 OCDE (9 décembre 2020), *La communauté internationale franchit une étape importante dans la lutte contre l'évasion fiscale*. Communiqué de presse. <https://www.oecd.org/fr/fiscalite/transparence/documents/la-communaute-internationale-franchit-une-etape-importante-dans-la-lutte-contre-l-evasion-fiscale.htm>
- 291 Administración Federal De Ingresos Públicos (AFIP) [Données extraites en novembre 2022], Estadísticas del intercambio al 31/12/2021 [espagnol]. Gouvernement de l'Argentine. <https://www.afip.gob.ar/fiscalidad-internacional/intercambio-de-informacion/con-otras-jurisdicciones/documentos/Estadisticas-intercambio-automatico-crs.pdf>

- 292 R. E. Brinson (2019), *Is the United States Becoming the "New Switzerland"?: Why the United States' Failure to Adopt the OECD's Common Reporting Standard is Helping it Become a Tax Haven*. 23 N.C. Banking Inst. 231 (2019). <https://scholarship.law.unc.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1482&context=ncbi>
- 293 J. Okecho Olwenyi et E. Seery (octobre 2020), *Widening the Tax Base of Low-Income Countries: Taxing high-net-worth individuals in Uganda*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/widening-the-tax-base-of-low-income-countries-taxing-high-net-worth-individuals-621078/>
- 294 BusinessTech (27 mars 2022), *Big tax changes coming to South Africa*. <https://businesstech.co.za/news/government/570384/big-tax-changes-coming-to-south-africa/> ; et South African Revenue Service. Third Party Data Submission Platform. <https://www.sars.gov.za/businesses-and-employers/third-party-data-submission-platform/>
- 295 Abdel-Kader, K. et de Mooij, R.A. (2020). *Tax Policy and Inclusive Growth*. Document de travail 2020/271. FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2020/12/04/Tax-Policy-and-Inclusive-Growth-49902>
- 296 Piketty, T., Saez, E. et Stantcheva, S. (2011). *Optimal Taxation of Top Labor Incomes: A Tale of Three Elasticities*. Document de travail NBER. DOI: 10.3386/w17616. <https://www.nber.org/papers/w17616>

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (<https://oxfamibis.dk/>)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

KEDV (www.kedv.org.tr)



OXFAM